

ADRESSES

internationalisme et démocr@tie

N° 6 – 31 octobre 2024



Pour nous écrire :
Adresses.la.revue@gmail.com



Directeur de publication : Michel Lanson

ISSN : 3038-9798

Téléchargement sur [Entre les lignes entre les mots](#) et www.syllepse.net

Éditions Syllepse, 69 rue des Rigoles, 75020 Paris

Images : Couverture Anne-Marie Méjean ; DR (p. 4, 25, 39, 45) ; collections particulières (p. 8, 14, 17, 20, 28, 33, 42, 49, 54, 57, 60, 63, 67).

LISTE DES ADRESSES

ADRESSES : INTERNATIONALISME ET DÉMOCRATIE

Contre l'engloutissement des mondes, construire des murs de solidarité
avec toutes et tous les opprimés 5

Didier Epsztajn, Michel Lanson, Patrick Silberstein

ADRESSE N° 55

Un changement de période historique 7

Gus Massiah

ADRESSE N° 56

Le « système-outremer » génère une invivabilité qui,
malgré des convulsions fréquentes, ne cesse de perdurer 37

Patrick Chamoiseau

ADRESSE N° 57

Les enjeux du féminisme au Sénégal 40

Fatou Sow

ADRESSE N° 58

Nous devons être riches de toutes les langues du monde 50

Entretien avec Patrick Chamoiseau

ADRESSE N° 59

BRICS et Afrique : nouveau partenariat « win-win »
ou « colonialisme new look » ? 53

Laurent Delcourt

ADRESSE N° 60

Le pacifisme et le campisme risque de submerger la gauche à jamais 58

Marco Noris

ADRESSE N° 61

Une économie au service des communautés 64

Steve Fischer



Contre l'engloutissement des mondes, construire des murs de solidarité avec toutes et tous les opprimés

Didier Epszajn, Michel Lanson, Patrick Silberstein

Des millions de femmes sont violées chaque année dans le monde, mais les masculinistes avec cynisme n'affirment-ils pas «il n'y a pas mort d'homme»?

Des populations souffrent de sous-alimentation. En Afghanistan, en République du Congo, au Soudan, à Gaza, les risques de famine sont aggravés ou créés par la guerre ; guerre de gouvernements contre les populations, guerre de bandes armées, guerre d'occupation. Les responsables parfaitement identifiés, avec la bénédiction tantôt silencieuse tantôt bruyante d'autres gouvernements, se dispensent et sont dispensés de la prévention du risque de génocide dans la définition couramment employée par la Cour internationale de justice.

Des millions de migrant-es fuient des conditions de vie inacceptables, que cela soit en conséquence des changements climatiques, des accaparements de terre, des politiques néolibérales, des guerres ou des négations de leurs droits fondamentaux.

«Être internationaliste, c'est être du côté des opprimés», de toutes et tous les opprimés, nous rappelle à juste titre Carola Rackete, députée allemande et ex-capitaine du *Sea Watch*. Mais cela ne saurait suffire.

Comme l'écrit Gus Massiah dans ce numéro d'*Adresses*, «les crises structurelles sont toujours des moments de réaménagements géopolitiques majeurs. Et ces réaménagements géopolitiques passent par les guerres, par des affrontements, par les nouvelles frontières et les aménagements du système international qui concrétisent les règlements des conflits».

L'hypothèse d'un changement de période se vérifie dans les faits, même si la nomination de celle-ci fait encore débat. «Les aménagements du système international» n'apparaissent pas parce que nous sommes loin

du règlement des conflits, qu'il s'agisse des guerres «oubliées» d'Afrique (ou d'ailleurs) ou des guerres qui se jouent devant les objectifs des caméras de toutes les télévisions du monde.

C'est dans ces périodes que les narratifs dérapent. Les conflits majeurs, l'invasion de l'Ukraine, les massacres en Palestine peuvent sortir d'une compréhension raisonnable, prendre des formes inattendues et extrêmes à cause de dirigeants poursuivis par la justice internationale et dont le salut reste la poursuite et l'intensification de la guerre. Certains gouvernements engagés matériellement et diplomatiquement dans ces conflits (États-Unis, Europe, Chine, Iran...) redoutent le dérapage politique qui les entraînerait dans un conflit généralisé dont ils ne veulent pas ou qu'ils ne sont pas en mesure d'assumer encore.

Nous traversons une période de tous les dangers. Danger de généralisation de la guerre, danger de proliférations de régimes antidémocratiques (quelle que soit la façon dont nous les nommons : illibéraux, autoritaires, fascistes ou postfascistes). Nous ne reviendrons pas ici sur l'enjeu des élections américaines (voir *Adresses*, n° 5). Cela nécessite d'aborder la situation politique globale et de ne pas en rester aux aspects nationaux et parlementaires. Faute de quoi nous risquons fort de connaître le sort des musiciens du *Titanic*.

C'est grâce à son auto-organisation que la société ukrainienne résiste à l'envahisseur russe bien entendu, mais également aux désordres occasionnés par la politique néolibérale du gouvernement. Les armes sont nécessaires mais pas suffisantes dans une guerre totale de ce type. Nous aurions donc grand intérêt à observer à la loupe ce qui dans cette «guerre-révolution» - oui, osons

envisager ce postulat, ne serait-ce que pour réfléchir – où la guerre elle-même pousse la pratique sociale à s'emparer des espaces inoccupés par l'État ou libérés par les besoins sociaux.

Dans son texte, Gus Massiah énumère très précisément toutes les luttes de ces dernières années, luttes massives, parfois puissantes mais luttes inabouties pour ne pas dire défaites.

Nous vivons tous un moment critique, les cris d'alerte ne suffiront plus... mais nous pouvons nous tenir au côté du peuple ukrainien qui résiste à l'impérialisme russe, au côté des populations palestiniennes qui essaient de survivre, des Israélien·nes qui se battent pour un cessez-le-feu immédiat et la libération des otages.

Marco Noris souligne aussi quelques particularités du nouveau siècle, les profondes fractures – et non de simples divergences d'appréciation – dans la gauche. Le poids d'un certain pacifisme, les positionnements campistes (l'«internationalisme des imbéciles» que nous avons traités dans les précédents numéros) peuvent pour l'auteur détruire les forces de gauche. Il avance, entre autres quelques pistes de travail : la dé-ethnisation des conflits, la reconstruction laïque d'une conscience commune pour les classes subalternes tendant vers la (re)construction hégémonique d'une culture capable de transcender les frontières nationales et continentales.

Prévention du risque de génocide, crimes de guerre, crimes contre l'humanité... Nous avons dans les précédents numéros de la revue proposé quelques textes.

La Chambre préliminaire de la Cour pénale internationale (CPI) a émis un mandat d'arrêt contre le président russe Vladimir Poutine et contre la commissaire russe aux droits de l'enfant, Maria Alekseyevna Lvova-Beleva, en lien avec des crimes de guerre présumés concernant la déportation et le «transfert illégal» d'enfants de territoires occupés d'Ukraine. Des actes entrant dans la définition du crime de génocide. Peut-on agir efficacement contre les actions génocidaires d'Israël à Gaza dans le silence des autres actions génocidaires ?

Peut-on, à juste titre, condamner les interventions meurtrières et les crimes des armées étasuniennes en Irak ou en Libye et ne

rien dire des interventions meurtrières des armées russes en Géorgie ou en Ukraine.

Peut-on passer sous silence les massacres des populations syriennes par Bachar el-Assad ? Sans oublier d'autres peuples maltraités (kurdes, ouïghours, birmans, etc.).

Peut-on condamner le colonialisme de l'État israélien et passer sous silence celui du roi marocain au Sahara occidental ? La vie des Sahraouis vaudrait-elle moins que celle des Palestinien·nes ? Sans oublier le colonialisme français dans ce «système outre-mer» que décrit Patrick Chamoiseau.

Les silences sur certains mondes engloutis, sur certain·es habitant·es concourent à invalider leurs résistances, leur existence même.

Hier contre l'apartheid sud-africain soutenu par de nombreux États dits occidentaux et par Israël et son gouvernement soi-disant de gauche, nous avons mené des campagnes unitaires, des boycotts effectifs. Notre mémoire peut-elle s'effacer alors contre les systèmes d'apartheid sexuel en Afghanistan ou en Iran, sous le prétexte que les systèmes de domination des femmes par les hommes sont universels ?

Et que dire des idéologies excluantes au nom de traditions, de dieux, des régimes de caste, de la soumission institutionnalisée des femmes, de l'infériorité proclamée de certaines populations.

Fatou Sow nous offre une analyse des enjeux du féminisme au Sénégal, prouvant une nouvelle fois la portée des universaux de libération et les spécificités concrètes de ceux-ci.

Nous n'oublions ni le colonialisme, ni le néocolonialisme, ni les accaparements et les dépossession. Nous illustrons ces sujets à chaque fois que possible et dans ce numéro par un article sur les politiques des BRICS+ en Afrique.

Il nous faut collectivement faire réémerger les expériences humaines des mondes engloutis et réinventer ensemble des alternatives démocratiques, dans toutes les langues, car comme l'explique Patrick Chamoiseau : toute langue possède une grande part d'intraduisible, d'intransmissible, d'inexprimable.

Un changement de période historique

Gus Massiah

«Le vieux monde se meurt, le nouveau monde tarde à apparaître, et, dans ce clair-obscur, surgissent les monstres», Antonio Gramsci.

Quelle période¹ ?

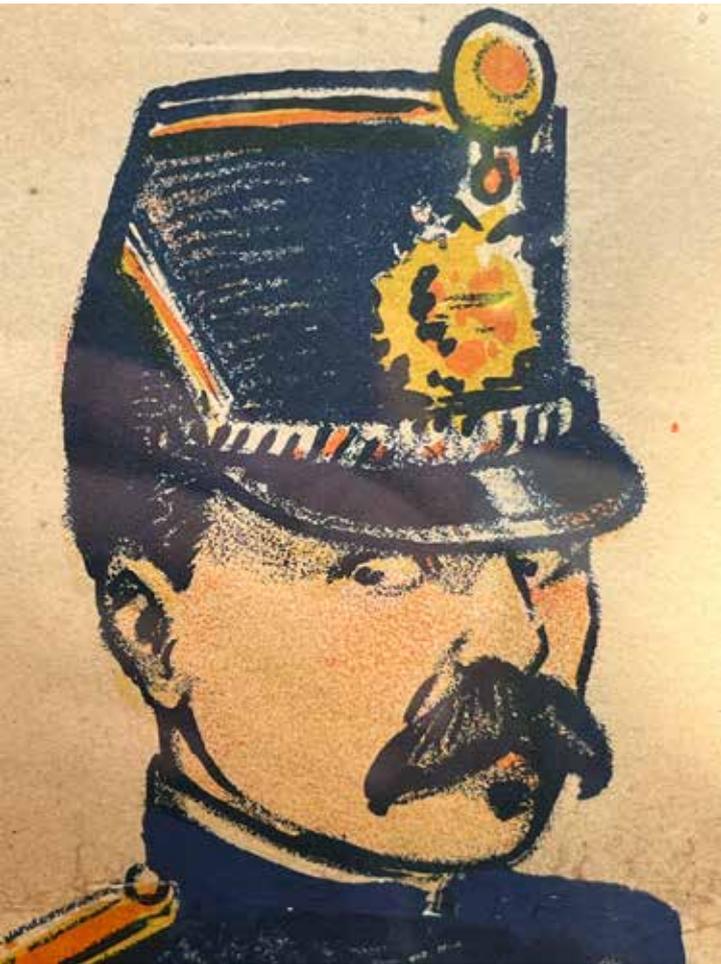
Nous vivons une période marquée par la montée des guerres et des violences. Les contradictions sociales, écologiques, politiques, idéologiques, toujours très présentes, s'approfondissent dans chaque pays et à l'échelle mondiale. L'extrême droite progresse, sous différentes formes, dans un grand nombre de régions du monde. Les mouvements sociaux et citoyens sont toujours présents et actifs, mais ils sont à la recherche de la définition de nouvelles perspectives et de nouvelles stratégies. L'hypothèse est que nous sommes dans une crise structurelle qui nous rappelle, par certains côtés, celle des années 1930. Elle marque un changement de période au niveau de l'organisation du monde. Même si les situations ne se reproduisent jamais pareillement, la référence permet de réfléchir à certaines caractéristiques de la situation actuelle avec l'approfondissement d'une crise économique et sociale, des guerres, des alliances entre les droites et les extrêmes droites, des changements géopolitiques et

idéologiques². L'interrogation porte sur la définition de la situation et de la période que nous vivons. Elle rappelle une des dernières anecdotes soviétiques; celle d'un homme hagard qui, en 1989, sur la place Rouge, interpelle les passants en demandant à chacun: quelle heure est-il? Traduisons sa question: qu'est-ce qui se passe? dans quelle période sommes-nous?

Les grandes contradictions à l'œuvre sont toujours celles qui caractérisent le capitalisme contemporain même si leur caractérisation change suivant les périodes. Les changements concernent toutes les dimensions. Trois grands types de contradictions sont à l'œuvre. La première est la question sociale, les rapports entre les classes sociales, avec l'importance considérable des inégalités et des discriminations. La deuxième est un élément nouveau et déterminant, la rupture écologique, et la manière de penser le climat, la biodiversité, la Nature. La prise de conscience de cette contradiction est plus récente, la question est toujours controversée. La phase sécuritaire du néolibéralisme est accentuée par la rupture écologique qui introduit une très grande discontinuité, déjà sensible, avec la crise climatique et ses conséquences sur la biodiversité. La troisième concerne les guerres et la démocratie, locale, nationale et internationale. La démocratie interroge les rapports entre le politique et l'idéologique. La démocratie locale intègre les territoires et les différentes formes de régionalisme et de municipalisme. La démocratie nationale interroge les rapports entre les peuples, les nations et les États. La démocratie mondiale

1. Cet article peut sembler long et parfois répétitif. Les longueurs sont la conséquence d'un choix pédagogique; elles répondent à la demande de nombreux militants de retrouver, par rapport à la période actuelle, les références dans l'histoire longue des mouvements et des idées d'émancipation. L'objectif est de donner à la génération qui va mener la lutte engagée, contre le néolibéralisme et pour les mouvements sociaux et culturels et la décolonisation, un rappel de l'histoire de ce mouvement.

2. Les données et les références proviennent des livres et articles cités; les vérifications et actualisation ont été effectuées à partir de l'*Encyclopedia Universalis* et de Google et Chatgpt utilisés comme dictionnaires.



passer par la démocratie internationale qui, dans sa forme existante, se réfère à un système international qui doit être radicalement réformé et réinventé.

L'hypothèse est que la période actuelle correspond à une nouvelle crise structurelle du capitalisme. Ces crises préparent et définissent une nouvelle phase du mode de production capitaliste. Elles soulèvent aussi la question du dépassement du capitalisme. De nouveaux réaménagements des rapports de production se définissent et s'imposent. Les structures sociales se transforment et les contradictions sociales s'aiguisent et changent de nature. Dans chacune de ces périodes, les classes sociales se redéfinissent ainsi que les rapports entre elles. Nous analyserons la période actuelle à partir de la crise de 2007-2008. Nous commencerons par rappeler deux périodes de crises antérieures, celle de la crise financière de 1873, qui va en fait de 1860 à 1880, et la crise financière de 1929, qui va de 1914 à 1945. Nous aborderons ensuite la crise des années 1970 et la domination du néolibéralisme. Ces périodes

ont commencé par des périodes de montée des conservatismes et des droites extrêmes; mais, ensuite, les contradictions sociales et politiques se sont accrues et ont conduit à des redéfinitions majeures. Ainsi, en France, la période de crise de 1873 a vu la guerre franco-allemande et Thiers, mais aussi la 1^{re} Internationale et la Commune. Et pour la crise de 1929, il y a eu, en France, les manifestations massives de l'extrême droite, en 1934; mais aussi, le Front populaire, en 1936. Ce sont des périodes de fortes luttes sociales et de guerres. C'est ce qui devrait marquer la période à venir.

Retour sur quelques leçons de deux des crises structurelles précédentes

1860-1880 : la crise de la deuxième révolution industrielle et la première internationale

C'est une période de crise structurelle du capitalisme³. On y retrouve des mutations structurelles du mode de production capitaliste, des guerres, des luttes sociales radicales et révolutionnaires, des bouleversements politiques, un débat idéologique et théorique intense. La période est marquée par l'arrivée au pouvoir en Europe de partis qui se rattachent au conservatisme radical et à la droite extrême, mais les contradictions sociales et politiques se traduisent aussi par des actions et une pensée révolutionnaire renouvelée qui dépasseront la période.

Cette période est celle de la deuxième révolution industrielle, celle du capitalisme industriel et du capitalisme marchand, celle des doctrines libérales. C'est une période des grandes usines et de l'urbanisation. L'innovation technologique est intense dans les nouvelles machines et les processus de production. Les secteurs en expansion sont l'électricité, le pétrole, le moteur à combustion, l'acier, les moyens de communication avec le téléphone et le télégraphe et les câbles intercontinentaux. La production de masse s'appuie sur les nouvelles chaînes de

3. Philippe Levillain, *La 3^e République, 1870-1940*, Paris, PUF; Eric Hobsbawm, *The Age of Capital, 1848-1875*, Londres, Abacus, 2006; Prosper-Olivier Lissagaray, *Histoire de La Commune de 1871*, Paris, La Découverte, 2005.

montage. Elle prépare le taylorisme à partir des années 1880. C'est aussi, avec l'urbanisation, la nouvelle classe ouvrière, le syndicalisme, les classes moyennes et l'accès à la consommation.

La période est marquée par le krach boursier de 1873, la fermeture de banques, la dépression économique et le chômage. La spéculation sur les chemins de fer accompagne la baisse des prix, les faillites d'entreprise et le chômage. Plusieurs guerres marquent cette époque. La guerre de sécession en 1861-1865 et la crise économique mondiale qui l'accompagne. L'unification de l'Italie, de 1859 à 1871, redessine les frontières de l'Europe. La guerre franco-prussienne, 1870-1871, entraîne la chute de Napoléon III et la proclamation de l'empire allemand à Versailles. L'influence ottomane baisse en Europe. La colonisation européenne s'étend en Afrique et en Asie ; elle est formalisée par la conférence de Berlin en 1884.

En réponse à cette situation, les mouvements sociaux connaissent un essor remarquable. La 1^{re} Internationale, l'Association internationale des travailleurs (AIT), est créée en 1864, à Londres. Elle sera active de 1864 à 1876 et regroupera des syndicalistes et des intellectuels, dont Marx, Engels, Proudhon, Bakounine, Louise Michel. En 1871, La Commune de Paris va bouleverser la pensée révolutionnaire avec son pouvoir autogéré et ses principes démocratiques et sociaux, jusqu'à la Semaine sanglante de mai 1871. À la lumière de cette extraordinaire insurrection, Marx redéfinira sa conception de l'État.

Les conservateurs radicaux et la droite extrême dominant toute la période. Au début de la période, ils se partagent, et s'affrontent entre bonapartistes et royalistes légitimistes. Après la Commune, ce sera la République de Thiers et de Mac Mahon. Entre droite et extrême droite, il y a des contradictions mais un accord contre l'ennemi socialiste. À la fin de la période, se forment des petites organisations qui préfigurent les organisations de l'extrême droite du 20^e siècle, comme, par exemple, l'Action française et, déjà, Charles Maurras. Malgré une hégémonie apparente des droites réactionnaires, les luttes révolutionnaires ont culminé avec la Commune ; les luttes sociales ont continué avec les Bourses du travail qui ont préparé le syndicalisme moderne. Et la 1^{re} Internationale a jeté les

bases de l'affirmation et de l'organisation de la classe ouvrière.

De 1913 à 1945, la crise du capitalisme fordiste ; le keynésianisme, le soviétisme et la décolonisation

La crise de 1929 est marquée par un krach boursier, la chute de la production, la baisse de l'investissement, la déflation et l'accroissement du chômage. Le krach boursier de 1929 bouleverse les marchés financiers à l'échelle mondiale. Il se traduit par la tendance à la surproduction et par la baisse des taux de profit. La crise financière de 1929 est la première crise du capitalisme fordiste. Le capitalisme fordiste s'est construit et s'est développé à partir du secteur de l'automobile. Il combine le travail à la chaîne, la standardisation des produits et la consommation de masse. Ford lance la première chaîne de montage en 1913 et double les salaires en 1914 pour permettre aux salariés d'acheter ses produits et stimuler la demande intérieure. Le fordisme nécessite un marché de l'emploi stable et des salaires relativement élevés. La crise fordiste accélère l'effondrement de la demande, la surproduction, des faillites d'entreprises et une crise de l'emploi. La consommation de masse repose sur le recours au crédit. L'endettement des ménages se traduit par une consommation insuffisante, le non-remboursement des dettes et des déséquilibres économiques. La crise fordiste est aggravée par les politiques monétaires et fiscales, les déséquilibres commerciaux internationaux et les spéculations financières.

Le keynésianisme, le capitalisme keynésien, est une réponse à la crise fordiste. La période du capitalisme keynésien est dominante depuis les années 1930 jusqu'aux années 1970. Le keynésianisme complète le capitalisme fordiste après la crise des années 1930. Keynes propose l'intervention de l'État pour gérer la demande et stabiliser l'économie à partir des dépenses publiques. Roosevelt fait adopter en 1934, sous le nom de New Deal, un nouveau modèle de développement, fordiste et keynésien. Ce modèle sera surtout appliqué en 1945, après la guerre mondiale. Il implique des concessions sociales importantes, formalise le rôle de l'État et la protection sociale. Du début

du 20^e jusqu'aux années 1970, le fordisme va associer la production de masse, l'amélioration des salaires, la consommation de masse et l'intervention de l'État. Le keynésianisme, à partir des années 1930, le complétera par la régulation assurée par l'État, le soutien de l'emploi et des salaires, les dépenses publiques et les investissements dans les infrastructures. La régulation passe par les accords collectifs et les négociations avec les syndicats. Plusieurs caractéristiques de cette période restent encore actuelles aujourd'hui dans la période du capitalisme mondialisé qui commence en 1970.

Le capitalisme fordiste, puis fordiste et keynésien, développe plusieurs branches industrielles ; l'automobile, l'électroménager, la sidérurgie et la métallurgie, la chimie et la pétrochimie, le textile, l'agroalimentaire, la construction. Les grandes entreprises sont les acteurs économiques et politiques dominants. La classe dominante allie les dirigeants des entreprises, surtout des grandes entreprises privées, et une bourgeoisie d'État, acquise à la préservation du capitalisme, qui gère l'État et les entreprises publiques et les transforme dans le sens des intérêts du capitalisme privé. L'État développe un secteur public composé des administrations et des entreprises publiques qui sont transformées suivant la logique des entreprises privées. Les deux classes principales du capitalisme fordiste et keynésien opposent la classe ouvrière et la classe capitaliste, avec ses deux composantes, les actionnaires et les chefs d'entreprise d'un côté, et les cadres de la bourgeoisie d'état de l'autre. Une catégorie de cadres, ingénieurs et techniciens, de plus en plus nombreuse assure la gestion du système. Une petite bourgeoisie traditionnelle prolonge les catégories sociales précapitalistes, Les paysans se partagent entre les capitalistes agricoles et les paysans travailleurs, prolétarisés. Et, déterminant, il y a toujours le travail des femmes invisibilisées et prolétariées.

La crise financière de 1929 est significative de la crise structurelle du capitalisme. La réponse keynésienne se caractérise par une intervention de l'État et la régulation des marchés financiers. La période est marquée par les guerres qui caractérisent toute période de crise structurelle. Celle-ci l'a été particulièrement. La période, de 1913 à 1945, est

marquée par les deux guerres mondiales⁴. La Première Guerre mondiale de 1914 à 1918 ; et la Seconde Guerre mondiale de 1939 à 1945. Il y a eu beaucoup d'autres guerres qui marquent la scène politique mondiale. Certaines étaient liées à des révolutions. Rappelons, parmi d'autres, la guerre civile russe de 1917 à 1923, la guerre gréco-turque de 1919 à 1922, la guerre civile finlandaise en 1918, la guerre civile irlandaise en 1922, la guerre civile espagnole de 1936 à 1939, la guerre sino-japonaise de 1937 à 1945, la guerre civile chinoise de 1927 à 1945, la révolution mexicaine de 1910 à 1920.

La révolution soviétique en Russie, en 1917, et la révolution chinoise de 1927 à 1949, vont complètement bouleverser l'état du monde. Le rôle de l'Union soviétique pendant la guerre de 1939 à 1945 va lui donner une place centrale dans l'ordre mondial ; on entre dans un monde à deux blocs qui va caractériser l'état de la planète jusqu'en 1989. Cette situation va déterminer les débats politiques et idéologiques qui seront intenses. Le capitalisme fordiste et keynésien ne manque pas de penseurs très actifs dans les universités et les centres de recherches occidentaux. En contrepartie, de nombreux penseurs défendent une pensée socialiste très diverse ; comme Lénine, Mao, Trotsky, Gramsci et bien d'autres. Il y a des tentatives de relier le marxisme et le keynésianisme, notamment, celles de Joan Robinson et Michal Kalecki.

La période est marquée par la montée en puissance de la décolonisation. Les luttes de résistance à la colonisation n'ont jamais cessé ; les peuples ont toujours résisté et ont été très violemment réprimés. Parmi les grands mouvements qui ont marqué l'Histoire, rappelons la révolution anticolonialiste, antiesclavagiste et antiségrégationniste à Haïti, en 1804 et la révolution paysanne mexicaine avec Zapata en 1910. En 1920, à Bakou, au congrès des peuples d'Orient, une alliance stratégique est passée entre les mouvements de libération nationale et les mouvements communistes de 1917. Cette alliance va permettre l'encerclement des impérialismes et l'essor des libérations nationales. En 1927, se

4. Jean-Jacques Becker et Serge Berstein, *La France de 1914 à 1940*, Paris, A. Colin, 1988 ; A. J. P. Taylor, *The Origins of the Second World War*, Londres, Penguin Books, 1991.

tient à Bruxelles le premier congrès contre le colonialisme et l'impérialisme présidé par Albert Einstein et Madame Sun Yat-Sen, autour du mot d'ordre «Liberté nationale, égalité sociale». À partir de 1945 commence le mouvement des indépendances nationales. L'Indonésie et le Vietnam proclament leur indépendance. La Jordanie, les Philippines, la Syrie le font en 1946. En 1955, à Bandung, le président d'Indonésie, Soekarno, invite les chefs d'État des dix-sept premiers pays indépendants d'Afrique et d'Asie⁵ et notamment Tito, Nasser, Nehru et Chou en Lai. Chou en Lai résume la situation en ces termes: «Les États veulent leur indépendance, les nations veulent leur libération, les peuples veulent la révolution.» Les participants définissent une orientation, celle du non-alignement. La révolution cubaine, amorcée en 1953, est victorieuse en 1956. La conférence Tricontinentale, en 1966, à La Havane, amorce l'émergence d'un Sud par rapport aux deux blocs de l'Ouest et de l'Est.

Le mouvement des non-alignés va tenter de définir un modèle de développement⁶ qui prenne à la fois en compte le modèle keynésien, sur les formes étatiques de régulation, et le modèle soviétique, notamment sur l'industrie lourde et l'agro-industrie. Il met en avant le rôle prédominant de l'État dans la conduite de l'économie. Ce modèle trouvera en partie son expression dans la déclaration sur le droit au développement qui sera adopté en 1986 par l'Assemblée des Nations unies⁷. Mais depuis la fin des années 1970, une autre notion du développement s'est imposée, celle du néolibéralisme.

La droite et l'extrême droite ont joué un rôle déterminant de 1913 à 1945. Pour l'extrême droite, les fascistes en Italie, les nazis en Allemagne, les franquistes en Espagne sont suivis par des mouvements nationalistes radicaux dans toute l'Europe et sur d'autres continents. L'idéologie d'extrême droite se caractérise par un nationalisme radical, la xénophobie, l'opposition à la démocratie

libérale, le soutien à l'autoritarisme et au fascisme, les références au racisme, à l'antisémitisme et au militarisme. Les partis de droite comprennent les conservateurs, les monarchistes et les libéraux économiques. Ils défendent l'ordre, l'autorité, le conservatisme social et le libre marché économique. Il est intéressant de rappeler la période de 1934 à 1936 en France, celle des affrontements violents entre extrême droite et Front populaire. Les ligues d'extrême droite organisent les manifestations du 6 février 1934. En réponse, les partis de gauche forment le Front populaire, une alliance électorale, qui gagne les élections en 1936.

De la crise des années 1970 au néolibéralisme

La crise du capitalisme fordiste et keynésien dans les années 1970

Le capitalisme a fortement évolué après 1945. De 1945 jusqu'aux années 1970, on est dans un prolongement du capitalisme fordiste et keynésien, dans un contexte géopolitique d'un monde bipolaire partagé entre l'Occident (Amérique du Nord, Europe, Japon) et l'Union soviétique et ses alliés. Dans les années 1970, le capitalisme mondialisé a pris le relais du capitalisme keynésien en tant que forme dominante du capitalisme et a mis en place le capitalisme néolibéral⁸.

Les relations du capitalisme fordiste et keynésien au marché national et à la mondialisation sont complexes. Pour le capitalisme keynésien, la production de masse est orientée vers le marché domestique, ce qui justifie les augmentations de salaires et qui légitime la régulation et le protectionnisme. La mondialisation est limitée, les exportations sont sélectives et la priorité est donnée au marché national. Les investissements directs étrangers sont contrôlés. Le post-fordisme va accélérer la transition vers une mondialisation accélérée. La crise des années 1970 est marquée par les chocs pétroliers et une stagflation. La mondialisation accrue se traduit par la priorité donnée à la réduction des coûts et à la flexibilité pour s'adapter à l'environnement économique mondial, à la

5. Gustave Massiah, «Bandung, un moment historique de la décolonisation, Conférence Bandung, Belgrade, La Havane», novembre 2022.

6. Samir Amin, *Le développement inégal*, Paris, Minit, 1973.

7. Nations unies, *Déclaration sur le droit au développement*, 1986.

8. Gustave Massiah, «Les mouvements sociaux et citoyens; les mouvements sociaux et les stratégies d'émancipation», *Dirassate*, janvier 2023.

délocalisation vers les faibles coûts de main-d'œuvre, à l'explosion du commerce mondial, à la domination des chaînes d'approvisionnement mondiales, à l'imposition de la flexibilité pour répondre à la priorité de la demande mondiale.

Un affrontement Nord-Sud, postcolonial, avait commencé, en 1953, avec la nationalisation en Iran du pétrole par Mossadegh. Il a été renversé. L'affrontement aura lieu en 1973 avec le quadruplement du prix du pétrole et en 1979, à la suite de la révolution islamique en Iran, avec un nouveau doublement du prix du pétrole. Mais les États pétroliers ne préservent pas l'unité des pays du Sud et laissent les pays occidentaux retourner la situation en leur faveur. En 1975 est créé le G5, qui deviendra le G7, qui regroupe les pays dirigeants occidentaux. Ils lancent, en organisant l'endettement des pays du Sud, une contre-offensive qui réussit et qui rallie certains pays pétroliers à l'offensive occidentale. Les institutions de Breton-Woods, FMI et Banque mondiale, vont imposer, à partir d'une gestion inique de la dette, les programmes d'ajustement structurel (PAS). C'est une entreprise de recolonisation des pays du Sud. De nombreux mouvements contre la dette vont se développer dans les pays du sud, avec des mouvements de soutien dans des pays du nord, mais sans réussir à sortir de ce piège qui va fonctionner de 1979 jusqu'à aujourd'hui. Le capitalisme réussit une nouvelle mutation avec la mise en place du capitalisme financier et sa stratégie : marchandisation, privatisation, financiarisation.

La poussée de la droite et de l'extrême droite a commencé, pendant quarante ans, par une bataille pour l'hégémonie culturelle autour de cinq offensives. La première offensive, idéologique, a porté d'abord sur trois questions : contre les droits et particulièrement contre l'égalité, les inégalités seraient justifiées parce que « naturelles » ; contre la solidarité, le racisme et la xénophobie s'imposent ; contre l'insécurité, l'idéologie sécuritaire serait la seule réponse possible. La deuxième offensive est militaire et policière ; elle a pris la forme de la déstabilisation des territoires rétifs, de la multiplication des guerres, de l'instrumentalisation du terrorisme. La troisième offensive a porté sur le travail, avec la remise en cause de la sécurité de l'emploi et la précarisation généralisée,

par la subordination de la science et de la technologie, notamment du numérique, à la logique de la financiarisation. La quatrième offensive a été menée contre l'État social par la financiarisation, la marchandisation et la privatisation ; elle a conduit à la corruption systématique des classes politiques. La cinquième offensive, dans le prolongement de la chute du mur de Berlin en 1989, a porté sur la disqualification des projets progressistes, socialistes ou communistes.

À partir de 1977, commence une nouvelle phase du capitalisme en réponse aux difficultés du capitalisme keynésien et au danger géopolitique de montée en puissance d'un Sud postcolonial. La réponse est à la fois économique et géopolitique. Sur le plan économique, le keynésianisme n'étant pas applicable à l'ensemble de la planète, on proposera de promouvoir une nouvelle forme d'organisation capitaliste et impérialiste, le néolibéralisme. Sur le plan géopolitique, on s'attachera à marginaliser les Nations unies et à promouvoir les institutions de Breton-Woods (FMI, Banque mondiale et OMC). Pour imposer cette nouvelle orientation, la stratégie est claire : l'endettement des pays du Sud.

Le capitalisme néolibéral

Le capitalisme néolibéral est précisé et expérimenté au Chili, à partir du coup d'État fomenté par Pinochet en 1973 qui a permis de mettre en place une politique, appliquée par un régime fasciste, définie à l'université de Chicago par Milton Friedman. Le président français Giscard d'Estaing crée en 1975, le G5, qui deviendra G7, pour répondre au choc pétrolier. La stratégie est claire : endetter les pays du tiers-monde ! Et, pour assurer le remboursement de la dette, imposer des PAS, des programmes d'ajustement structurel, organisés en fonction d'une doxa néolibérale et gérés par le FMI et la Banque mondiale. Encore une fois, l'extrême droite est présente et active dans une période de crise du capitalisme. Le néolibéralisme est expérimenté et imposé par un régime fasciste celui de Pinochet au Chili. À partir de la nouvelle théorie des Chicago Boys ! Elle sera reprise, perfectionnée et imposée par Mme Thatcher en Grande-Bretagne, Ronald Reagan aux États-Unis et Giscard d'Estaing en France.

Le modèle s'impose du fait des difficultés et des échecs des politiques liées aux modèles d'indépendance nationale. La construction de l'État, au départ moyen du développement, est devenue une fin en soi. La fonctionnarisation accélérée et l'urbanisation galopante ont provoqué un déséquilibre structurel des fondamentaux économiques (budget, balance commerciale, balance des paiements). La bureaucratie et la corruption ont gangrené les sociétés. Le déni des droits fondamentaux et l'absence de libertés ont achevé de réduire fortement la crédibilité de ces régimes. La crise de la décolonisation, de sa première phase, celle de l'indépendance des États, est ouverte.

Un mouvement altermondialiste émerge en réponse à cette stratégie du capitalisme et de la financiarisation. En réponse à l'affirmation de Madame Thatcher : « Il n'y a pas d'alternative », il affirme : « Un autre monde est possible ». La première phase de ce mouvement commence, dès 1979, avec les mouvements contre la dette et contre les programmes d'ajustement structurel. Le mouvement ATTAC, pour la taxation des transactions financières et le CADTM, Comité pour l'annulation des dettes du tiers-monde, relayent et élargissent, dans le monde, les mouvements des pays du Sud contre la dette. À partir de 1989, la situation évolue avec la chute du mur de Berlin, l'effondrement du bloc soviétique et le passage à un monde unipolaire sous la direction des États-Unis et du G7. Le G7 va chercher à construire un nouveau système international, conforme à son projet, en complétant les institutions de Breton-Woods, le FMI et la Banque mondiale, par l'OMC, l'Organisation Mondiale du Commerce. Des grandes manifestations internationales de 1989 à 1999, ont lieu contre ces institutions et le G7, à Paris, Madrid, Washington, Gênes et partout dans le monde autour du mot d'ordre, « Le droit international ne doit pas être subordonné au droit des affaires ». La réunion de l'OMC à Seattle en 1999 qui devait confirmer l'ordre mondial se heurte à l'opposition des mouvements et aux contradictions internes entre les différents pays.

Les Forums sociaux mondiaux se succèdent, après Seattle, et laissent la parole aux mouvements sociaux et citoyens. Le Forum de Belém en 2009 regroupe 4500

associations, plus de 100 000 personnes. Par rapport à la crise financière ouverte en 2008, il avance des propositions immédiates : le contrôle de la finance, la suppression des paradis fiscaux et judiciaires, la taxe sur les transactions financières, l'urgence climatique, la redistribution... À Belém, un ensemble de mouvements, les femmes, les paysans, les écologistes et les peuples indigènes, surtout amazoniens, ont pris la parole pour affirmer : il s'agit d'une remise en cause des rapports entre l'espèce humaine et la Nature, il ne s'agit pas d'une simple crise du néolibéralisme, ni même du capitalisme ; il s'agit d'une crise de civilisation, celle qui dès 1492 a préparé une nouvelle géopolitique et certains fondements de la science contemporaine dans l'exploitation illimitée de la Nature et de la planète. C'est depuis les forums sociaux mondiaux que date la définition d'un projet alternatif, celui de la transition sociale, écologique et démocratique. Cette transition s'appuie sur de nouvelles notions et de nouveaux concepts : les biens communs, la propriété sociale, le *buen vivir*, la démocratisation radicale de la démocratie.

Le mouvement de solidarité internationale se recompose. Il organise des manifestations contre la guerre. En 1989, à Paris, deux grandes manifestations en réponse au G7 qui se réunit à Versailles : « Dette, colonies, apartheid, ça suffat comme çi » et le Sommet des sept peuples parmi les plus pauvres. Se succéderont alors, en 1994, l'affirmation des zapatistes au Mexique ; en 1995, à Madrid, le sommet contre le FMI et la Banque mondiale, 50 ans ça suffit ; la création d'ATTAC en 1998 ; en 2001 les manifestations de Gênes. Et, à partir de 2001 la succession des Forums sociaux mondiaux

La crise financière de 2008 est une nouvelle crise profonde du capitalisme. La crise financière démontre la fragilité du système. Le néolibéralisme est réaménagé en adoptant une stratégie austéritaire qui combine l'austérité et le sécuritaire. Les luttes sociales se durcissent en réponse à cet austéritarisme. L'extrême droite se renforce dans de nombreux pays et revendique, dans cette situation, le nationalisme, l'identité, la sécurité et la lutte contre les migrants. La situation s'aggrave avec la pandémie de Covid. Ce n'est pas la première fois dans l'Histoire que la pandémie et le climat s'invitent pour



rappeler la fragilité de la situation.⁹ Cette pandémie rend plus sensible la crise climatique et l'actualité des contradictions sociales, écologiques et démocratiques.

Nous sommes dans un changement de période qui se caractérise par le durcissement des contradictions. La montée des alliances entre les droites et les extrêmes droites sont générales; elles instrumentalisent la question des migrations et la question des identités nationales. Les mouvements sociaux, féministes, antiracistes, écologistes, des peuples premiers, sont porteurs de nouvelles radicalités mais n'ont pas encore de projet commun. Le mouvement social, ouvrier et paysan, est fortement combattu. L'autoritarisme se présente comme une solution par rapport à la méfiance sur les formes contestées de démocratie¹⁰. Les Forums sociaux mondiaux continuent à exister mais ils doivent être renouvelés. De nouveaux mouvements explorent de nouvelles perspectives, comme les zapatistes, les femmes du Rojava, les jeunes iraniennes. Ces mouvements mettent en avant le féminisme, l'écologie, la démocratie locale. Ils explorent les voies d'avenir.

Le coup de tonnerre de 1989, avec l'autodissolution de l'empire soviétique semble accélérer l'hégémonie du capitalisme mondialisé. Plus rien ne paraît s'y opposer. On voit fleurir les odes au capitalisme éternel; ce serait la fin de l'Histoire! La crise financière de 2007-2008 va interrompre l'euphorie. Il n'est pas sûr que ce soit la crise centrale

de la période, comme l'a été celle de 1929; une autre crise centrale viendra probablement ponctuer le processus. Deux éléments nouveaux sont venus compléter les crises sociales et démocratiques; la pandémie et la crise du Covid ont bouleversé la scène mondiale, la crise climatique rappelle l'actualité et l'urgence de la crise écologique.

À partir de 2007-2008, une nouvelle crise structurelle du capitalisme

En fonction de l'analyse des crises précédentes, et en faisant l'hypothèse que nous sommes dans une crise structurelle du capitalisme, nous analyserons l'évolution et la crise du mode de production capitaliste, les luttes sociales, les guerres, la décolonisation, les débats idéologiques et politiques, la droite et l'extrême droite.

La crise actuelle du mode de production capitaliste

De nombreux changements se traduisent par des fortes évolutions dans les rapports de production. Retenons-en deux: la progression exponentielle du numérique, les interrogations sur l'extractivisme.

Reprenons quelques données pour apprécier l'explosion du numérique. La croissance financière des entreprises du numérique est considérable, elle se compte en milliards de dollars¹¹. C'est le cas des géants technologiques: Apple, Google, Amazon, Facebook. Apple a atteint 2 000 milliards de

9. Gustave Massiah, « Le rôle de la pandémie et du climat dans la crise de civilisation », *Les Possibles*, juin 2020.

10. Kavita Krishnan, « L'autoritarisme est-elle le mantra de la multipolarité ? », dans Laurent Delcourt (coord.), *BRICS+ : une alternative pour le Sud global ?*, Paris/Louvain-la-Neuve, Syllepse/CETRI, 2023.

11. Forum économique mondial, « The Digital Transformation of Industries », site *World Economic Forum*, « La grande école du numérique, enjeux du secteur numérique : chiffre clés et études ».

dollars en 2020. Leurs revenus ont explosé, Amazon est passé de 19 milliards de dollars en 2008 à 469 milliards de dollars en 2021. Les investissements de Recherche-développement se sont multipliés, Google est passé de 2,8 milliards de dollars en 2008 à 31,6 milliards de dollars en 2021. Les innovations technologiques se sont imposées avec l'intelligence artificielle (IA), le *blockchain*, le *cloud computing*. Elles ont été facilitées par la progression des *start-up*. Les utilisateurs d'internet sont passés de 1,5 milliard de personnes en 2008 à plus de 5 milliards en 2023; les smartphones sont passés de 200 millions de personnes en 2008 à plus de 3,8 milliards en 2021; la fréquentation des réseaux sociaux de 1 milliard en 2008 à 4,5 milliards en 2021; le commerce électronique de 1 milliard d'utilisateurs en 2008 à 4,5 milliards en 2021. La part du commerce électronique dans le commerce de détail est passé de 3,6 % en 2008 à 19,6 % en 2021. La numérisation des services transforme les secteurs traditionnels du commerce, des finances, de la santé, des médias. L'éducation en ligne a explosé. L'impact culturel est visible dans la communication, les messageries, les cultures numériques, la multiplication des influenceurs et des créateurs de contenus.

Les industries extractives et pétrolières doivent s'adapter à un environnement en mutation rapide marqué par la transition énergétique et la volatilité des marchés. La récession économique qui a suivi la crise financière de 2008 s'est traduite par une récession économique, la chute de la demande des minéraux et du pétrole et une baisse brutale des prix des matières premières. Le prix du pétrole a chuté à 30 dollars en 2009, contre 150 dollars en 2008; la surproduction a provoqué une nouvelle baisse en 2014 et la pandémie du Covid, en 2020, a provoqué une chute historique des prix. Avec le pétrole de schiste, les États-Unis sont devenus un des principaux producteurs de pétrole. Les crises géopolitiques au Moyen-Orient, en Russie et en Afrique ont eu des répercussions sur les prix et les approvisionnements en pétrole. La demande mondiale en énergie et en matières premières devrait être affectée par les interrogations sur une nécessaire transition énergétique mondiale cherchant à privilégier des sources d'énergie durables,

la diversification économique des pays producteurs, les enjeux environnementaux pour la réduction des émissions carbone et les investissements dans les énergies renouvelables. Cette évolution, qui correspond à des enjeux majeurs, aura des conséquences considérables.

Le capitalisme des plateformes utilise les technologies numériques pour maîtriser les transactions en connectant les utilisateurs. Les plateformes redéfinissent les relations, les modèles d'affaires et les marchés. Elles modifient les formes de régulation et de concentration des pouvoirs. Elles concentrent le pouvoir économique. Elles exacerbent les inégalités et mettent en danger la sécurité de l'emploi. Elles stimulent l'innovation et aggravent la compétition, multipliant les emplois d'indépendants et de temporaires. Les premières plateformes datent des années 1990 à 2000 avec internet. Elles sont boostées par les smartphones et les applications mobiles. L'épidémie du Covid a renforcé les plateformes numériques, et leurs compléments avec les services de livraison, le commerce électronique et le télétravail. Le capitalisme de plateformes crée un nouveau modèle économique ou les plateformes numériques servent d'intermédiaires pour faciliter les interactions entre les groupes d'utilisateurs à l'exemple de Amazon, Airbnb, Facebook.

La crise du Covid a aussi accéléré l'adoption du télétravail et transformé profondément le rapport au travail pour les travailleurs et pour les entreprises. Les entreprises modifient leur organisation du travail pour s'adapter aux nouvelles formes du travail en profitant du travail à domicile et de l'individualisation des travailleurs. Le télétravail renforce la flexibilité du travail et réduit les formes d'organisation collective des travailleurs. La productivité à l'échelle mondiale est affectée par le ralentissement du temps de travail, l'impact de la crise du Covid et le ralentissement démographique dans les pays développés. Après 2008, la baisse de la croissance de la productivité a affecté l'économie mondiale et a pesé sur la croissance économique, les inégalités, la compétitivité des entreprises et les niveaux de vie. Elle s'est traduite par une croissance des salaires ralentie et une productivité réduite qui a conduit à une stagnation et à une baisse du

niveau de vie pour une partie de la population. Les tensions sociales ont accompagné la stagnation des revenus et les inégalités croissantes. L'instrumentalisation de la crise a permis de renforcer les politiques de réduction des salaires et des droits collectifs.

La crise de la pandémie et du climat renforce cette tendance de reprise en main par des États autoritaires. Elle bouleverse les situations et les équilibres; elle interroge la solidarité internationale, l'internationalisme et l'altermondialisme. À une crise par définition mondiale, les réponses sont surtout nationales et étatiques. Les institutions internationales sont peu écoutées et marginalisées. Les mouvements répondent par des actions de solidarité locale et par la résistance à leurs États. Les contradictions s'accroissent. Les affrontements opposent dans beaucoup de pays des alliances sécuritaires et de droite populiste, aux mouvements qui revendiquent les libertés démocratiques, la défense des droits sociaux, l'urgence écologique. L'austérité s'est imposée. Le néolibéralisme ne cherche pas à convaincre; il revendique la conjonction de l'austérité et de l'autoritarisme. Près de vingt ans après la chute du mur de Berlin, le néolibéralisme abandonne ses références aux libertés. Il ne cherche plus à convaincre, il ne cherche plus qu'à imposer. L'austérité marque les limites du néolibéralisme en tant que système stable.

Il est probable que nous vivons le passage à une nouvelle phase du mode de production capitaliste, comme entre 1914 et 1945, la rupture avec le passage au capitalisme fordiste et keynésien, formalisé à partir de 1929, avec le New Deal. L'hypothèse du passage à une nouvelle phase du mode de production capitaliste est très probable; elle est amorcée avec les nouvelles formes de production, notamment le numérique. Elle est aussi interpellée par les changements dans les classes principales. Nous en avons quelques éléments. Dans la classe dominante, par la contradiction entre la financiarisation de la bourgeoisie et la culture des nouveaux dirigeants, cadres et managers du numérique. Dans la classe ouvrière, par les contradictions dans l'évolution des formes du salariat et avec le précaire.

L'hypothèse n'est peut-être pas seulement celle d'un changement de phase du

capitalisme. Immanuel Wallerstein avance l'hypothèse qu'il s'agit d'une crise structurelle qui met en cause les fondements du mode de production capitaliste¹². Il considère que le mode de production capitaliste est épuisé et que dans les trente prochaines années, il ne devrait plus être dominant. Mais, cette crise du capitalisme ne déboucherait pas sur le socialisme. Un autre mode de production, inégalitaire mais différent, lui succéderait. Il estimait qu'un nouveau mode de production allait succéder au capitalisme dans les trente ou quarante prochaines années. Mais, il soulignait que, si la fin du capitalisme est historiquement certaine, cela n'entraînait pas automatiquement l'avènement d'un monde idéal. Il pensait qu'un nouveau mode de production «post-capitaliste» pourrait être inégalitaire. Il voyait la possibilité de plusieurs bifurcations :

Celle débouchant sur un système non capitaliste conservant du capitalisme ses pires caractéristiques (hiérarchie, exploitation et polarisation), et celle posant les bases d'un système fondé sur une démocratisation relative et un égalitarisme relatif, c'est-à-dire un système d'un type qui n'a jamais encore existé.

Dans cette hypothèse, le capitalisme ne disparaîtrait pas, mais il ne serait plus le mode de production dominant dans les formations sociales, un peu comme l'aristocratie n'a pas disparu en laissant la première place à la bourgeoisie. De nouvelles classes sociales principales seraient en gestation dans nos sociétés. Le nouveau prolétariat viendrait du précaire et associerait les précaires et certaines formes de salariat. Les nouvelles classes dirigeantes pourraient être issues des techniciens et des cadres comme on peut le voir à travers les mutations sociales entraînées par le numérique. Les bourgeoisies, parasitaires et rentières, ne seraient plus dominantes et pourraient laisser la place à de nouvelles classes dirigeantes. Le néolibéralisme pourrait être toujours présent, mais ne serait plus dominant. Il a déjà perdu une

12. Immanuel Wallerstein et col., *Does Capitalism Have a Future ?*, Oxford, Oxford University Press, 2013; Immanuel Wallerstein, «Préface : Dilemmas of the Global Left» à Gustave Massiah, *Strategy for the Alternative to Globalisation*, Montréal/New York/Londres, Black Rose Books, 2015.

large part de sa légitimité et il a besoin de durcir ses moyens de répression pour maintenir son pouvoir.

Quelle que soit l'hypothèse, celle du passage à une nouvelle phase du mode de production capitaliste ou celle du passage à un nouveau mode de production, les changements seront considérables et se traduiront par des années de transition marquées par des bouleversements sociaux et idéologiques. Les conséquences seront considérables au niveau de l'écologie et du changement climatique, au niveau social pour les inégalités et les discriminations, au niveau des guerres et de la nature des régimes politiques, au niveau de la définition même des démocraties.

Les luttes sociales, les guerres et la deuxième phase de la décolonisation

Les luttes sociales

Les luttes sociales, sous des formes diverses, sont toujours présentes et déterminantes. Elles sont très présentes au niveau local et elles sont plus visibles au niveau national quand elles interpellent l'État. Elles sont moins visibles au niveau international du fait des remises en cause du champ géopolitique. Elles concernent surtout les inégalités sociales de plus en plus grandes et partout présentes. Les luttes pour la démocratie sont aussi très présentes mais sont plus spécifiques en fonction des situations locales ; elles convergent très rarement au niveau des grandes régions ou au niveau mondial. Les luttes sur les questions écologiques sont très pertinentes mais se heurtent à une contre-offensive très déterminée pour éviter la jonction avec la critique radicale du néolibéralisme qui exacerbe les inégalités.

Les inégalités sociales sont considérables¹³. En France, avec un taux de pauvreté de 15 %, le Smic, salaire minimum, est de 17 000 euros par an et la rémunération moyenne d'un PDG du CAC 40 est de 5,5 millions d'euros par an, soit 331 fois le Smic. Cette situation est accentuée par la réduction des impôts sur les revenus du capital. Au niveau mondial, les 1 % les plus riches



possèdent 45 % de la richesse mondiale en termes de patrimoine net. Oxfam a calculé que les 1 % les plus riches possèdent, en patrimoine net, plus de deux fois la richesse de 6,9 milliards de personnes les moins dotées (sur 7,8 milliards de la population mondiale). Il y a une claire conscience de l'ampleur des profits des grandes entreprises et des grands actionnaires et de l'injustice du système ; mais cette prise de conscience ne se traduit pourtant pas par une remise en cause globale du capitalisme.

Les grandes luttes sociales ont été très fortes depuis 2008. Rappelons, en France : les luttes contre la réforme des retraites en 2010, 2019 et 2023 ; celles contre la loi travail en 2016 ; l'émergence des Gilets jaunes en 2018 ; les luttes pour le climat depuis 2018 ; contre les violences policières et le racisme en 2020. Dans le monde, après 2008, il y a eu des mouvements d'ampleur dans plus de 59 pays. Parmi eux, rappelons les Printemps arabes en 2010 et 2011 ; les Indignés en Espagne en 2011, Occupy Wall Street en 2011 ; Black Lives Matter, contre la violence policière et le racisme, depuis 2013 ; les mobilisations à Hong Kong, pour les libertés démocratiques en 2019 ; les grèves mondiales pour le climat, depuis 2018 ; les mouvements

13. Observatoire des inégalités, www.inegalites.fr.

au Chili, en Colombie, en Bolivie, en 2019-2020...

Les luttes sociales dépendent de l'évolution des rapports entre les classes sociales. La classe ouvrière demeure centrale mais elle a évolué et cette évolution s'accélère. La généralisation du salariat rend moins visible les rapports sociaux capitalistes. Ce qui est accentué par la numérisation et, depuis la pandémie du Covid, par la progression du télétravail. Il faut aussi noter l'importance des classes moyennes, malgré l'affaiblissement de leur situation, et le rapprochement des conditions de vie liées à l'urbanisation. Le précaire, les travailleurs précaires, les secteurs informels, l'ubérisation, le micro-entrepreneuriat représentent de nouvelles formes d'organisation du travail; il s'est développé dans le Sud et aussi en Europe. La scolarisation modifie aussi les rapports entre les classes. Le taux de scolarisation était, en 2020, de 95 % en France et de 76 % dans le monde. Il y avait 2,7 millions d'étudiants dans le supérieur en 2021. Dans le monde, le taux de scolarisation dans le secondaire était, en 2020, de 70 % en Chine et Corée du Sud, de 50 % en Amérique latine, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, de 9 à 10 % en Afrique. Pour se rendre compte de l'évolution et des conséquences pour une société, il y avait trois bacheliers en République démocratique du Congo, au moment de l'indépendance, en 1960, dont deux à Bruxelles; il y en avait 235 000 en 2008 et plus de 700 000 en 2023. Ce n'est plus la même société!

Les luttes sociales ont toujours été très fortes et n'ont jamais cessé. Les crises structurelles sont toujours des moments de réaménagements géopolitiques majeurs. Elles s'accompagnent des guerres et des aménagements du système international.

La géopolitique, les guerres et le système international

Les crises structurelles sont toujours des moments de réaménagements géopolitiques majeurs. Et ces réaménagements géopolitiques passent par les guerres, par des affrontements, par les nouvelles frontières et les aménagements du système international qui concrétisent les règlements des conflits.

Après 1945, il y a de nombreuses guerres pour la décolonisation qui se prolongent dans des guerres de recomposition régionale

au Moyen-Orient, en Asie et par des guerres d'intervention des États-Unis et de l'Union Soviétique. Parmi les principales guerres et les confrontations, citons: la guerre d'Indochine, de 1946 à 1954 et du Vietnam de 1955 à 1975; la crise de Suez en 1956; la guerre d'Algérie, de 1954 à 1962; les guerres entre Israël et les pays arabes en 1967 et 1973; la guerre civile du Liban en 1975 jusqu'en 1990; la guerre du Cambodge en 1970; l'invasion soviétique en Afghanistan en 1979; les Malouines en 1982; la guerre du Golfe en 1990; le génocide rwandais en 1994; la guerre Iran-Irak de 1980 à 1988; la guerre de Yougoslavie de 1991 à 2001; la guerre d'Afghanistan de 2001 à 2021; les guerres en Irak de 2003 à 2011, la guerre de Libye en 2011 et depuis 2014; les guerres en République démocratique du Congo depuis 1994...

Après 2008, il y a de nombreuses guerres qui prolongent les guerres de la période récente ou qui annoncent le passage à une nouvelle période. On compte ainsi, la guerre entre la Géorgie et la Russie en 2008; la guerre civile syrienne depuis 2011; l'intervention militaire au Yémen depuis 2015; la guerre contre l'État islamique en 2014; la guerre en Ukraine depuis 2014; la guerre civile en Libye depuis 2014; le conflit au Mali depuis 2012; le conflit entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie en 2020; la guerre civile au Soudan du Sud de 2013 à 2018; le conflit en République centrafricaine depuis 2012; la guerre au Tigré depuis 2020.

Les régions en guerre se multiplient. Mais deux guerres occupent une place centrale dans la période et sont porteuses de graves conséquences à l'échelle mondiale; la guerre entre la Russie et l'Ukraine et la guerre entre Israël et la Palestine. Le conflit au Donbass, depuis 2014 et l'annexion de la Crimée, a pris une nouvelle dimension avec l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022. Dans un premier temps, l'Ukraine a réagi de manière assez efficace et a contenu l'invasion russe. Le front s'est stabilisé dans le Donbass; l'armée russe impose une très forte pression malgré l'armement considérable, mais insuffisant, apporté par les États-Unis et l'Europe à l'Ukraine. Cette guerre interpelle l'ordre international sur plusieurs aspects: d'abord, la nécessaire réaffirmation de l'interdiction des invasions armées comme forme

d'intervention dans un conflit politique. Ensuite la question du nucléaire, du point de vue de la sécurité des installations et aussi des possibilités de dérive et d'utilisation des armes nucléaires. La troisième question est celle du rôle de l'OTAN dans la recomposition géostratégique et dans la redéfinition des alliances et du système international.

La guerre israélo-palestinienne est le conflit majeur de la période. Il résume et exacerbe, d'une certaine façon, l'affrontement entre le Sud et l'Occident; en mettant aussi en évidence la différence de positionnement entre les gouvernements des pays du Sud et les opinions publiques de ces pays. Il est marqué par la place dirigeante de l'extrême droite israélienne dans la gestion du conflit et sa capacité à imposer son point de vue aux États-Unis et à l'Europe. L'intervention du Hamas, marquée par certaines actions terroristes, a modifié le paysage. Une des questions clés va être celle de la définition d'une stratégie commune par l'ensemble des organisations palestiniennes. La reconnaissance d'un État palestinien pose une question immédiate, celle de la remise en cause de la présence des colons en Cisjordanie qui risque de conduire, comme le soulignent plusieurs Israéliens, à une guerre civile en Israël. Dans un temps futur, des solutions peuvent émerger dans la construction d'une grande région impliquant de nouvelles relations entre le Liban, la Jordanie, la Syrie, la Palestine et un Israël qui ne serait plus colonial.

La géopolitique est aujourd'hui organisée autour des États-nations. L'évolution récente a renforcé cette organisation. La montée des extrêmes droites dans le monde renforce cette imposition d'un monde organisé par les seuls États-nations. Il y a toutefois une tendance à l'émergence d'un autre aménagement géopolitique avec l'organisation de grandes régions qui ne remplaceraient pas les États mais qui les intégreraient dans des ensembles plus larges. Il y a une quinzaine de grandes régions qui pourraient émerger avec la Chine, l'Inde et l'Asie du Sud, l'Asie du Sud-Est y compris le Japon et la Corée, l'Amérique du Nord, l'Amérique centrale avec le Mexique, l'Amérique du Sud avec le Brésil et l'Argentine, les Caraïbes, l'Afrique du Nord, le Moyen Orient, l'Afrique du Sud,

l'Afrique de l'Ouest et centrale, l'Afrique de l'Est, l'Europe, la Russie, l'Océanie.

Le système international est organisé aujourd'hui autour des Nations unies. Il comprend l'ONU et les institutions internationales qui lui sont rattachées et qui jouent un rôle considérable dans le fonctionnement du système international. L'ONU devra être réorganisée¹⁴; une sortie de crise structurelle géopolitique rend nécessaire cette réorganisation. L'ouverture d'un débat sur la reconfiguration d'un système international peut faciliter la mise en avant de propositions pour un système démocratique mondial plus avancé.

La deuxième phase de la décolonisation

Avec l'évolution démographique, la décroissance démographique sur plusieurs continents et la croissance démographique en Afrique, on va vers un nouvel équilibre démographique mondial en 2050. La période peut être aussi caractérisée comme celle à la fois d'un renforcement et d'une crise des impérialismes. Elle est celle de la décolonisation qui a commencé dans les années 1920 et qui s'est traduite par les indépendances nationales, à partir de 1944. Nous avons déjà rappelé la conférence de Bandung, en 1955, et la formule sur l'indépendance des États, la libération des nations et la révolution pour les peuples. Aujourd'hui, l'évolution des nouveaux États indépendants et la domination de la scène mondiale par les États occidentaux rappellent que la décolonisation est inachevée. Les réorganisations géopolitiques sont à l'œuvre dans le monde. Elles accompagnent une revendication des peuples à une désoccidentalisation du monde.

À l'identification des peuples à l'État-nation, la période qui vient approfondira et enrichira les rapports entre les peuples, les États et les nations. On voit bien les difficultés quand on pense aux Nations unies. La Charte, des nations, commence par «Nous les peuples», et en réalité, il s'agit d'une union d'États. Au niveau de la Ligue internationale pour les droits des peuples, nous donnons la priorité aux peuples et nous mettons en avant la définition, donnée par le juriste Charles Chaumont, «un peuple se

14. Gustave Massiah, «Les Nations unies et la réforme radicale du système international», septembre 2023.

défini par l'histoire de ses luttes». Le rapport entre peuple et territoire ne peut pas être réduit au rapport entre nation et territoire. Elle confirme aussi que la langue et la culture caractérisent le peuple. Et que l'internationalisme relève des peuples et non des nations.

Nous entrons dans la deuxième phase de la décolonisation. La première phase est celle de l'indépendance des États colonisés. Elle a été largement entamée avec l'indépendance des colonies et la création des nouveaux États. Mais, il reste encore un certain nombre de situations coloniales, comme vient le rappeler, notamment, la Kanaky. La question de la Palestine est déterminante pour clore cette première étape des indépendances. La deuxième phase de la décolonisation concerne la possibilité pour chaque pays de définir et de maîtriser son développement et pour chaque peuple de construire des institutions lui assurant les libertés et des formes démocratiques. Elle concerne aussi la possibilité pour chaque pays de participer à l'organisation et la gestion de leur grande région et des institutions internationales.



Cette perspective est confirmée par les bouleversements géopolitiques qui sont en cours. Ils concernent directement les guerres qui accompagnent les bouleversements de l'ordre mondial et notamment la nature des régimes politiques et la démocratie. Les États-Unis sont toujours dominants économiquement et militairement, mais leur hégémonie est de plus en plus contestée. La confrontation principale se déplace vers l'Asie et oppose les États-Unis et la Chine. L'Europe est marginalisée et la guerre accroît ses divisions. Les États-Unis explorent une alliance avec l'Australie et le Japon qui inclurait la Grande-Bretagne. La Chine renforce les BRICS avec le Brésil, l'Inde, la Russie et l'Afrique du Sud et entame son élargissement avec, notamment, les pays du Golfe, l'Argentine, l'Égypte, l'Éthiopie et l'Iran. De nouvelles puissances renforcent leurs positions régionales. L'Inde en Asie du Sud, la Thaïlande et l'Indonésie en Asie du Sud-Est, l'Australie dans le Pacifique, la Turquie et l'Arabie Saoudite au Moyen-Orient, l'Afrique du Sud, le Nigéria et le Kenya en Afrique, le Brésil, le Mexique et le Canada en Amérique. Dans cette première phase des indépendances, nous pouvons distinguer trois sous-périodes: de 1944 à 1965, les luttes de libération nationale; de 1966 à 1973, les «mai 1968» dans le monde; de 1973 à 1977, l'offensive pétrolière de pays du Sud.

La souveraineté est une valeur de référence de plus en plus prise en compte. Elle renforce les identitarismes et le poids des intégrismes dans les religions. Elle se traduit par la montée des autoritarismes¹⁵ de différentes natures. Les libertés et la démocratie restent des valeurs de référence, mais en tant que valeurs abstraites. La méfiance par rapport aux régimes politiques est devenue générale. Elle se traduit par une grande défiance par rapport aux institutions internationales.

La situation est caractérisée par la montée en puissance de nouveaux blocs émergents. Ce sont des situations qui se traduisent historiquement par des périodes de tensions, de conflits et aussi de guerres. D'autant que cette évolution est très rapide à l'échelle historique, en quelques dizaines d'années

15. Kavita Krishnan, «L'autoritarisme est-elle le mantra de la multipolarité?», art. cité.

et non en quelques siècles¹⁶, comme dans les transitions précédentes. Le Sud global se présente à la fois comme un bloc émergent et comme une diversité des États-nations du Sud et de leurs intérêts nationaux. Depuis 2013, la Chine, l'Inde et le Brésil sont collectivement en train de dépasser les pays occidentaux en termes de commerce et de production mondiale¹⁷. L'affirmation politique d'un Sud global et la volonté du multilatéralisme coexistent avec le renforcement des grandes régions géoculturelles dans l'ordre mondial. Il y a un besoin urgent de réformes pour faire face à un monde en évolution rapide, pour arriver à une architecture globale. Il faut répondre aux défis principaux : le maintien de la paix ; la réduction des inégalités et des discriminations ; le défi écologique ; la redéfinition de la démocratie. L'ONU, si elle est réformée, pourrait jouer un rôle essentiel dans la promotion de ces réformes nécessaires.

Les débats idéologiques et politiques et la montée de l'extrême droite

Les débats idéologiques et politiques

L'idéologie renvoie à un système d'idées, elle propose un idéalisme opposé au réalisme politique. Marx introduit le terme quand il rédige, avec Engels, *L'idéologie allemande*, en 1846 (la publication attendra 1932). Il critique une vision de classe à dépasser par la science ; de là découle une vision négative des idéologies. Cette vision est renforcée par la liaison entre les idéologies et les utopies. Cette conception part de la Révolution française qui va marquer le débat d'idées depuis le 19^e siècle ; elle intègre la science newtonienne de la Nature du 17^e et l'idée d'un progrès historique du 18^e siècle.

Immanuel Wallerstein propose de définir le débat idéologique à partir de trois idéologies politiques, toujours présentes, qui

suivent la Révolution française : le conservatisme, le libéralisme et le socialisme¹⁸. Aucune n'a trouvé de configuration définitive ; elles s'opposent et s'influencent et se recomposent avec la prééminence actuelle du libéralisme. Le conservatisme est une réaction au rejet de l'ancien par la modernité qui met en avant, depuis la révolution industrielle, le culte du changement et du progrès qu'il cherche à refuser ou à limiter. Pour cela, il s'agit de garder ou de reconquérir le pouvoir dans l'État. C'est l'objectif depuis la Restauration qui remet en cause la Révolution. Le libéralisme est certain de la vérité de la modernité ; il est universaliste et propose de moderniser les institutions, de supprimer l'irrationnel du passé et les idéologies conservatrices. Son programme politique est d'imposer le progrès. Le socialisme se veut l'héritier de la Révolution ; il se différencie des conservateurs par sa volonté d'accélérer le processus historique pour faire avancer le progrès. Il se différencie des libéraux en prônant la révolution plus que la réforme pour affronter la résistance au progrès.

L'idéologie libérale propose un sujet, un acteur politique principal ; elle soulève la question de la souveraineté. La souveraineté du peuple succède à la souveraineté du monarque. Qui est le peuple ? Pour les libéraux, le peuple est l'ensemble des individus qui sont dépositaires de tous les droits politiques, économiques et culturels. L'individu est le sujet historique de la modernité, tous les individus sont égaux. Comment prendre des décisions collectives et réconcilier les positions ? C'est la question de la démocratie politique. Le néolibéralisme introduit une rupture avec le libéralisme en se détournant des préoccupations de souveraineté et de démocratie.

La question de l'individu et de la souveraineté est moins explicite chez les conservateurs et les socialistes. Pour les conservateurs, les individus passent, le bien public, le « *commonwealth* », restent identiques. Le sujet politique se retrouve dans la famille, les corporations, les Églises, les ordres. Pour les

16. Khalid Malik, « La grande transition : le non-alignement et la montée des pays du Sud », « Other-News The Great Transition : Non-alignment and the Rise of the Global South ».

17. PNUD, « L'essor du Sud : le progrès humain dans un monde diversifié », rapport sur le développement humain, 2013.

18. Immanuel Wallerstein, « Trois idéologies ou une seule ? La problématique de la modernité », *Genèses. Sciences sociales et histoire*, n° 9, 1992. « Conservatisme, libéralisme, socialisme », sous la direction d'Étienne Balibar.

socialistes, le sujet principal, c'est le peuple ; la question reste : comment reconnaître la volonté générale du peuple ? Quel sujet incarne la souveraineté du peuple ? Pour les libéraux, ce sont les individus dit libres, pour les conservateurs, ce sont les groupes traditionnels, pour les socialistes, c'est le groupe entier formant société.

Le sujet, le peuple, a une représentation privilégiée, c'est l'État. C'est par l'État que le peuple exerce sa souveraineté, qu'il est souverain. Le peuple forme une société ; quel est le rapport entre État et société ? C'est la question de la modernité. En fait, Les trois idéologies prennent le parti de la Société contre l'État mais de manière différente. Pour les libéraux, il s'agit de dissocier État et vie économique. Et, pour la plupart des libéraux, de réduire l'État au minimum ; l'État est le veilleur de nuit. Pour les conservateurs, le sujet, le peuple, a un soutien privilégié, l'État. Il s'agit de concilier individualisme et étatsisme en soutenant et appuyant les groupes intermédiaires traditionnels : famille, Église, corporations. Pour les socialistes, la bourgeoisie s'est emparée de la souveraineté politique en s'assurant le contrôle exclusif de l'État. La position par rapport à l'évolution de l'État en grand État bureaucratique et moderne se différencie. Pour les conservateurs, l'État doit protéger les droits traditionnels ; pour les libéraux, l'État doit permettre aux droits traditionnels de s'épanouir ; pour les socialistes l'État doit réaliser la volonté générale.

Les rapports entre les trois idéologies ont évolué. De la Révolution française à 1848, les libéraux s'opposent aux conservateurs. Ils considèrent que le progrès est inévitable et souhaitable alors que pour les conservateurs, le progrès est néfaste. Les socialistes sont, au début, alliés des libéraux. L'alliance entre socialistes et libéraux soutient la pensée libérale et égalitariste du 18^e siècle contre la monarchie absolue. Les deux courants défendent la productivité, base de la politique sociale de l'État moderne. Ils défendent aussi l'utilitarisme. À partir de 1830, et plus nettement après 1848, il y a une séparation entre libéraux et socialistes. Le marxisme ne se limite pas à la pauvreté, il condamne la déshumanisation par le capitalisme. Il y a un rapprochement entre conservateurs et libéraux, il s'agit de protéger la propriété et de combattre la révolution. Un libéralisme

modéré divise, chez les socialistes les modérés, qu'on appellera sociaux-démocrates, qui défendent une action politique et des réformes et les radicaux qui appellent à l'insurrection. De 1848 à 1914, ou 1917, le libéralisme domine et l'idéologie socialiste se réfère au marxisme. Le libéralisme s'impose, avec une variante libérale socialiste qui affiche sa foi dans le progrès et la productivité et une variante libérale conservatrice. On peut considérer que les totalitarismes du 20^e siècle ont tenté une approche entre conservateurs et socialistes en alliant socialisation et populisme. À partir de 1917 jusqu'à 1968, ou 1989, c'est la domination du libéralisme à l'échelle mondiale, avec un moment de débat particulier avec le léninisme et avec les tentatives récurrentes de plusieurs appels à dépasser les idéologies.

Peut-on dépasser l'idéologie libérale dominante ? C'est la question posée depuis les années 1968. À partir de 1989, la version socialiste est impactée par la chute du marxisme soviétique. Les conservateurs se soumettent à la direction néolibérale. La liaison entre libéralisme et modernité est remise en cause pour la première fois ; elle s'effondre aujourd'hui avec la crise structurelle du capitalisme. Le néolibéralisme dominant est en crise. À partir de la crise de 2007-2008, il a évolué vers un néolibéralisme autoritaire. Cette idéologie est dominante et même hégémonique. Et pourtant elle est contestée et ne permet pas de faire société. L'heure est venue d'élaborer une nouvelle approche. Une nouvelle vision socialiste devra tenir compte de plusieurs questions philosophiques et politiques. Plusieurs pistes sont ouvertes : le refus des inégalités, la mise en avant de l'égalité et des libertés comme valeurs centrales ; la recherche de nouveaux rapports de production pour permettre de nouvelles formes de production et de nouveaux rapports, individuels et collectifs, entre les classes sociales et les groupes sociaux ; la recherche d'une nouvelle voie tenant compte des impératifs qui découlent du climat, de l'écologie et des luttes contre les pandémies ; les formes d'organisation sociale démocratiques, sur les plans individuels et collectifs, au niveau local, national et international ; de nouveaux rapports géopolitiques qui organisent les rapports entre les États, les nations et les peuples. Ce sont les questions posées par la

définition d'un nouveau programme, d'une nouvelle vision socialiste.

La vision socialiste est à réinventer. Il faut pour cela revenir à la 1^{re} Internationale pour réexaminer les fondements du socialisme; analyser les échecs de la social-démocratie subordonnée au néolibéralisme; faire le deuil du soviétisme. Dans le débat philosophique, une analyse critique des tentatives passées est nécessaire pour mettre en avant ce qui peut être retenu. Parmi les références à mettre en avant, Antonio Gramsci est un de ceux qui a le mieux analysé l'évolution et la crise idéologique. Il définissait ainsi la situation des années 1930 en avançant une réflexion qui traduit bien toutes les crises structurelles: «Le vieux monde se meurt, le nouveau monde tend à apparaître et dans ce clair-obscur surgissent les monstres.»

L'extrême droite et son alliance avec la droite

Les périodes de crises structurelles précédentes commencent par la montée de la droite et de l'extrême droite. De 1860 à 1880, la droite conservatrice prend la forme du bonapartisme et de la 3^e République avec des périodes plus radicales, avec Bismarck et Thiers, et à la fin de la période l'émergence des groupes d'extrême droite qui préfigurent les mouvements d'extrême droite actuels. Mais les réactions de la gauche sont continues avec la 1^{re} Internationale et avec La Commune. Pour la crise de 1929, la droite conservatrice domine de 1913 à 1945 et impose sa prédominance dans la suite des deux guerres mondiales. Elle conduit au fascisme en Italie et en Allemagne. Mais, il y a une grande présence de la gauche, sous différentes formes, et notamment les révolutions soviétique et chinoise. Rappelons que la droite et l'extrême droite prennent l'offensive en 1934, mais que le Front populaire s'impose en 1936. Ainsi, la montée en puissance de l'extrême droite n'annule pas l'avenir. Les contradictions demeurent et les issues ne sont pas écrites. On le voit aujourd'hui avec les dernières élections. La droite et l'extrême droite ont progressé. Mais la gauche n'est pas absente et garde ses capacités de réaction. En phagocytant et paralysant la droite, l'extrême droite occupe un espace considérable et pèse sur l'ensemble de l'espace politique. La confrontation oppose les deux

conceptions radicales de la droite et de la gauche.

Les trois idéologies qui ont accompagné la révolution industrielle sont toujours présentes. Au sein de la droite, le néolibéralisme est toujours dominant, mais il est fortement contesté et il doit faire face à un durcissement de ses contradictions. Le conservatisme s'est renforcé, mais il a adopté certaines caractéristiques du néolibéralisme sur la prédominance du capitalisme mondialisé par rapport à l'État. Un des enjeux de la période est la tentative d'alliance entre la droite et l'extrême droite avec la prédominance de cette dernière, mais aussi l'acceptation par elle des règles du néolibéralisme. Le socialisme reste présent à travers les luttes et le refus des propositions néolibérales et conservatrices, mais il est encore marqué par l'échec du soviétisme et n'a pas encore défini de nouvelles perspectives. Il faut aussi tenir compte des conséquences de la nouvelle crise sur les idéologies existantes, y compris avec la possibilité que les transformations du capitalisme se traduisent par la définition de nouvelles idéologies.

L'évolution du néolibéralisme, tant l'idéologie que les politiques néolibérales, est déterminante; le néolibéralisme reste dominant, même s'il est en crise. Le néolibéralisme s'est imposé après la crise des années 1970 qui marque le passage du capitalisme industriel keynésien au capitalisme néolibéral mondialisé. Alors que les néolibéraux pensaient, après la fin de l'Union soviétique, en 1989, avoir imposé leur victoire et qu'ils proclamaient, selon les termes de Fukuyama et Huntington, «la fin de l'Histoire», la crise financière de 2007-2008 est venue rappeler les réalités de l'entrée dans une nouvelle crise structurelle. Cette crise ne se traduit pas, pour l'instant, par le retrait du néolibéralisme comme système dominant. Mais elle souligne sa fragilité et ses contradictions. Le néolibéralisme a bénéficié de l'échec du soviétisme, de la croissance du marché mondial et de l'expansion du capitalisme dans le Sud global. Mais il est confronté aux nouveaux rapports de production, toujours capitalistes, mais en mutation avec le numérique et les interrogations sur l'extractivisme. C'est la remise en cause de l'hégémonie occidentale néolibérale et on assiste à des formes de conservatisme donnant plus d'importance à

l'État, combiné au néolibéralisme, comme en Chine, en Russie, en Inde, au Brésil, et dans une grande partie du monde.

Le conservatisme est à l'offensive. Il propose une alliance entre la droite et l'extrême droite, en donnant la direction à celle-ci. Pour cela, il a entamé une évolution. Il centre son offensive sur les couches populaires. Il propose de prendre en compte les revendications des couches populaires sur le pouvoir d'achat, sans le lier directement à la question des revenus. Il met l'accent sur l'identité et la sécurité, sur l'État et les frontières. Il glorifie la Nation et l'État-nation. Il centre son offensive contre les migrants et les étrangers. Il cherche une alliance avec le néolibéralisme et le capitalisme financier. L'alliance de la droite et de l'extrême droite se fait sur les positions de la seconde. L'accord comprend le respect du néolibéralisme : on ne touche pas aux intérêts du patronat et du capitalisme financier. Pour le reste, la droite trouve de plus en plus naturelle les positions de l'extrême droite. L'alliance entre l'extrême droite et le néolibéralisme reste contradictoire sur certains aspects ; elle bénéficie de l'échec du soviétisme et du fait que la gauche garde des possibilités de réaction mais n'a pas de projet alternatif.

Il faut préciser une question sur les rapports entre l'extrême droite et le fascisme. L'extrême droite bénéficie de l'effondrement de la droite et présente une continuité entre elle et la droite. Il faut préciser que l'extrême droite actuelle n'est pas directement le fascisme qui est un modèle spécifique, même si d'une certaine manière le fascisme peut représenter une exacerbation de l'extrême droite. Il y a une continuité historique entre fascisme et extrême droite ; les groupes qui ont construit la nouvelle extrême droite venaient souvent des courants fascistes et certains y sont toujours liés. Pour mesurer la persistance du lien, il faut entendre Giorgia Meloni quand elle fait référence à Mussolini. Le lien sur les références est toujours réel. Mais la plupart de ceux qui, à la base, soutiennent et adhèrent aux partis d'extrême droite pour manifester le rejet radical de leur situation, ne se considèrent pas comme fascistes et ne le sont probablement pas. Ce qui n'est pas le cas d'une partie des dirigeants et du logiciel de l'extrême droite. Le risque de voir revenir un fascisme constitué existe

et l'action de factions fascistes dans les mouvements d'extrême droite est réel. Ce danger est très actuel ; on le voit avec le peu de réactions, voire l'acceptation, par les pouvoirs occidentaux, de l'organisation d'un génocide à Gaza par l'extrême droite israélienne. Précisons aussi qu'il faut différencier l'extrême droite et le fascisme européen des courants d'extrême droite dans le reste du monde ; les références sur l'autoritarisme ne correspondent pas à la deuxième guerre mondiale et s'appuient sur d'autres références, notamment la décolonisation, ce qui ne diminue pas le danger qu'ils représentent.

Comment expliquer l'adhésion des couches populaires à des organisations d'extrême droite ?¹⁹ Sans oublier qu'il y a toujours eu des fractions, parfois importante des couches populaires et de la classe ouvrière qui s'engagent aux côtés de l'extrême droite. Par exemple autour du général Boulanger, en 1886, ou avec Jacques Doriot, venu du parti communiste, à partir de 1934. Quelle est la part d'une réaction à la situation et celle d'une adhésion à des valeurs ? Quelle est la part de l'échec du soviétisme et de la recherche d'un socialisme qu'on ne sait pas définir ? L'évolution de la situation explique largement la colère et la radicalisation des couches populaires et la capacité de l'extrême droite à s'en saisir. La première revendication concerne le pouvoir d'achat et la détérioration des conditions de vie, la hausse des prix de biens essentiels, la détérioration de la santé, de l'éducation, des autres services publics et de la protection sociale, le non-remboursement des soins, la difficulté d'avoir accès à un logement HLM, les conséquences sociales des délocalisations. Le sentiment que leur situation économique se dégrade, que la pauvreté et le chômage les

19. Parmi les très nombreux textes qui ont proposé des réflexions sur la montée de l'extrême droite : Jean-François Bayart, <https://aoc.media/analyse/2024/06/18/le-visage-francais-dune-revolution-conservatrice-globale/> ; Alain Caillé, www.marianne.net/agora/entretiens-et-debats/alain-caille-la-montee-du-rn-sanctionne-lechec-relatif-de-lunion-europeenne ; Étienne Balibar, www.alternatives-economiques.fr/etienne-balibar-gauche-redevenir-majoritaire-coeur/00111779 ; René Monzat, <https://laviedesidees.fr/Une-nouvelle-extreme-droite>, avril 2022 et avec Jean-Yves Camus, *Les droites nationales et radicales en France. Répertoire critique*, Lyon, PUL, 1992.



menacent, qu'ils sont exclus du progrès, alimente la peur de l'avenir. La difficulté d'avoir accès aux services de l'État est accentuée par la numérisation. La peur de l'avenir et le manque de reconnaissance de la société à leur égard accroissent un sentiment d'insécurité alimenté par les dégradations et les violences. Le mouvement des Gilets jaunes et le mouvement pour les retraites ont montré l'importance, dans les milieux populaires, de la question sociale. L'extrême droite attire celles et ceux qui se considèrent comme exclus de la mondialisation et du progrès. La question sociale combine le communautarisme et la mondialisation. Elle n'est pas perçue comme la conséquence du néolibéralisme.

La montée de l'extrême droite ne se résume pas au pouvoir d'achat; elle traduit un manque de reconnaissance issu de la société. Stigmatiser les votants d'extrême droite ne sert à rien; il faut comprendre pourquoi ils se sont radicalisés. Il faut comprendre le rôle des inégalités insupportables, le spectacle des fortunes insolentes, la méfiance des intellectuels et de leur mépris, le rejet violent de la corruption considérée comme généralisée. Toutes ces situations répandues en Europe et dans le monde ont bénéficié aux organisations d'extrême droite. Elles auraient pu et dû, être mieux entendues par la gauche; mais le désastre des gouvernements socialistes, qui ont géré le

néolibéralisme, et la faillite du soviétisme ont conduit les couches populaires à écouter les sirènes des extrêmes droites qui ont su s'en saisir.

Nous avons insisté sur la capacité de l'extrême droite à séduire les couches populaires et les classes moyennes, à travers une combinaison alliant pouvoir d'achat et populisme, parce que ses succès sur cette question nous interpellent. Mais la stratégie du Rassemblement national ne se résume pas à cette question. La stratégie du Rassemblement national articule trois volets: le pouvoir d'achat, sécurité et identité, les migrations et les étrangers. Nous avons développé l'importance donnée au pouvoir d'achat dans cette stratégie. Elle soulève la question de l'alliance avec le patronat que l'on voit avec le refus, du Rassemblement national, de s'engager sur la hausse des salaires et le SMIC, ainsi que sur les impôts. Cette question est au centre des contradictions du conservatisme dans l'alliance entre l'étatisme et le néolibéralisme. Les dirigeants du grand patronat français font le pari qu'ils pourront trouver des accommodements avec le Rassemblement national, comme ils ont toujours su en construire avec l'extrême droite dans plusieurs situations historiques.

Sur le deuxième volet de sa stratégie, la conception de l'État est directement liée à l'identité et à la sécurité. Le Rassemblement national reste en continuité avec l'extrême

droite par l'importance donnée à l'identité nationale, à la préférence nationale et, on peut y rajouter, aux positions conservatrices sur les mœurs. Le consensus idéologique inclut les questions de police, l'autorité, notamment l'autorité scolaire, le refus du multiculturalisme, qualifié de «séparatisme». Elle implique la désignation de boucs émissaires: les migrants et les étrangers; ceux de l'extérieur ou de l'intérieur. L'identité, et pour commencer l'identité nationale fait référence à une forme d'identité ethnique, qui fonde les autres aspects de l'identité. La stratégie donne une grande importance à la communication, au contrôle des médias et des réseaux. Le Rassemblement national a déjà annoncé que dès son arrivée au pouvoir, il privatiserait la télévision et la radio publiques. Un aspect très important de cette stratégie comporte la construction d'une internationale conservatrice en Europe et dans le monde.

Un enjeu stratégique, la question des migrations

Dans la stratégie de l'extrême droite, la carte maîtresse, celle qui est mise en avant et répétée à l'infini, c'est la question des migrations et la haine des migrants. En fait, dans l'histoire de l'extrême droite, les migrations étaient mises en avant pour masquer l'offensive centrale contre l'égalité. Mais, en mettant au centre de son action l'offensive contre les migrants, l'extrême droite a rencontré une question stratégique centrale, la question stratégique de la mondialisation²⁰ et du rapport entre État-nation et mondialisation capitaliste. Les migrations sont présentes dans les trois grandes contradictions centrales: les contradictions sociales, avec la question du travail et de la concurrence mondiale sur le travail entre la Nord et le Sud; les contradictions écologiques, avec le rapport entre démographie et mondialisation; les contradictions démocratiques, de la démocratie locale et nationale à la démocratie mondiale.

La bataille pour l'hégémonie culturelle accompagne la crise idéologique. Elle oppose

violemment deux conceptions du monde; d'un côté l'identitarisme et le sécuritarisme, de l'autre l'égalité et la solidarité. La bataille porte sur les libertés avec d'un côté une conception individualiste et libertarienne et de l'autre le lien entre les libertés individuelles et les libertés collectives. Les idées d'extrême droite n'ont pas été aussi présentes et fortes depuis la deuxième Guerre mondiale. La priorité donnée à l'affrontement sur la question des migrants est une instrumentalisation médiatique. La bataille pour l'hégémonie culturelle porte d'abord sur l'égalité. Les migrations sont instrumentalisées mais elles partagent toujours autant les sociétés; il y a autant d'appels à la haine que de manifestations de solidarité. Depuis quatre ans, en France, les sondages annuels indiquent que 60 % des sondés sont pour la citoyenneté de résidence et la participation des résidents étrangers non communautaires aux élections locales. Et quand on les interroge sur leurs sujets d'inquiétude, les Français mettent en tête le pouvoir d'achat et l'écologie; l'islam arrive en dixième position et l'immigration en treizième position.

Le GRECE (Groupement de recherche et d'étude pour la civilisation européenne), fondé en 1968 par Alain de Benoist, a joué un rôle central dans la Nouvelle droite et le renouvellement de l'extrême droite. Il défend le différentialisme culturel (importance primordiale des différences entre les cultures et les peuples), par rapport au multiculturalisme, sans adhérer pour autant au racisme biologique. Il emprunte à Gramsci la proposition de mener la bataille culturelle et de gagner d'abord l'hégémonie culturelle, pour gagner la bataille politique. Il défend les cultures traditionnelles en opposition à l'universalisme, et aussi à l'individualisme et au matérialisme. Il relie l'écologie à la préservation des cultures locales. Il permet à l'extrême droite de s'emparer des thèmes culturels et identitaires. Le Club de l'Horloge, créé en 1974, prolonge l'action du GRECE. Il met en avant l'immigration, l'identité nationale, la critique du multiculturalisme et de l'État-providence. Cette critique de l'État-providence va permettre une ouverture vers le néolibéralisme et l'alliance avec le patronat. La question des migrations est théorisée comme une question centrale de construction de l'extrême droite et d'élargissement vers la droite. En 1976,

20. Gustave Massiah, «Les migrations, une révolution à venir», 13 décembre 2023; «Migrations et mondialisation», 15 décembre 2014; «Migrations coopération et développement», 1^{er} février 1998.

nous avons créé en France, pour répondre au Club de l'Horloge, un Club du Réveil, avec quelques militants du GISTI, de la Cimade, du CCFD et du CEDETIM. Mais nous avons sous-estimé le fait que l'offensive du Club de l'Horloge, en attaquant les migrants, visait un objectif plus fondamental, celui de l'égalité. Le travail du Club de l'Horloge a débouché, à partir de 1995 à 2000, sur le discours identitaire et sécuritaire qui est la version grand public des conceptions ethno-nationalistes.

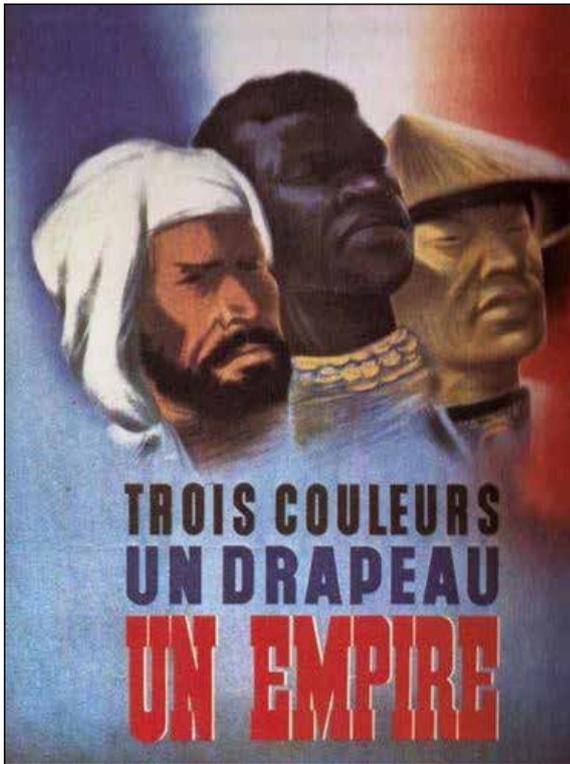
La question des migrations s'inscrit dans l'histoire, mais elle joue aujourd'hui un rôle central particulier. C'est une bataille stratégique qu'il faut resituer dans l'histoire longue; il faut prendre conscience de ses évolutions et de sa place capitale. L'histoire des migrations se confond avec l'histoire de l'humanité. Elles s'inscrivent dans le temps long et structurant de l'histoire humaine. Cette histoire a commencé en Afrique à partir des migrations des Néanderthaliens et de l'Homo Sapiens. Les migrants ne sont pas des intrus; ils sont partie prenante de l'histoire de chaque société. Les migrations marquent l'imaginaire de notre monde: citons parmi d'autres le nomadisme, la sédentarisation avec la maîtrise de l'agriculture, l'exil, les colonisations, les diasporas, l'exode rural. Les migrations, avec l'industrialisation et l'urbanisation font partie des questions stratégiques du peuplement de la planète. Il faut revenir sur la question du peuplement. La crainte de l'explosion démographique a marqué les cinquante dernières années. Depuis le rapport du Club de Rome en 1970, la prise de conscience des limites écologiques a fait exploser la conception du développement.

Dans l'histoire du capitalisme, il reste encore les traces profondes de l'esclavage et de la colonisation. Aujourd'hui, avec la mondialisation capitaliste dans sa phase néolibérale, on peut définir trois formes importantes de migrations. Les migrations économiques sont caractérisées par la différence des situations qu'on peut définir pour simplifier par l'impérialisme et le néocolonialisme. Comme l'exprimait très bien Alfred Sauvy, dès 1950, «si les richesses sont au Nord et que les hommes sont au Sud, les hommes iront là où sont les richesses et vous ne pourrez rien faire pour les en empêcher». De plus, les gouvernements et les capitalistes

ont recours aux migrations chaque fois qu'ils en ont besoin. Les migrations politiques résultent des guerres et des conflits et se traduisent par des vagues de déplacements de réfugiés. En général, la plupart des réfugiés restent dans les régions et les pays proches de leur région. Les migrations environnementales qui commencent vont bouleverser les équilibres de la population mondiale. La question des migrations nous rappelle que la décolonisation n'est pas terminée. La première phase de la décolonisation, celle de l'indépendance des États, est presque achevée; on en voit les limites. La deuxième phase, celle de la libération des nations et des peuples commence.

Dans le domaine des migrations, et dans la situation actuelle, les ruptures sont considérables. Prenons notamment la contradiction entre nomades et sédentaires qui a accompagné l'histoire de l'humanité depuis l'invention de l'agriculture en Mésopotamie. Nous vivons aujourd'hui le passage des populations agricoles, dans pratiquement tous les pays, de la majorité de la population à environ 5 % de la population totale. Cette évolution va bouleverser la situation et l'image même des migrants. Il en est de même pour la notion des frontières. Dans l'histoire longue des migrations, un changement important a eu lieu, entre le 17^e et le 18^e siècle, avec le passage de l'État-empire à l'État-nation. Comme l'État-empire, Les États-nations n'ont pas existé de tout temps et ne sont pas une forme éternelle; l'existence de l'État ne présume pas sa forme et sa nature. L'identité nationale est d'invention récente. Comme le disent si bien Édouard Glissant et Patrick Chamoiseau, chaque individu a des identités multiples; il est réducteur et faux de vouloir le rabattre à une seule identité, celle de l'identité nationale. La liberté de circulation et la citoyenneté de résidence font partie des droits émergents qui se renforceront dans l'avenir. Ces droits sont complémentaires du droit de vivre et travailler au pays.

Les migrants sont déjà des acteurs de la transformation des sociétés et du monde. Il y a quelques années, les flux financiers des migrants et des diasporas, vers leurs pays d'origine, représentaient, en 2021, 630 milliards de dollars alors que l'«aide» publique plafonnait à 179 milliards de dollars. On estime que la population mondiale sera de



9 milliards entre 2040 et 2060, et que la population sera en décroissance, en 2050, dans une trentaine de pays, contre une vingtaine aujourd'hui. La raison en est de l'émancipation des femmes qui explique que le taux de reproduction se stabilise aujourd'hui à 1,7 enfant par femme. Le vieillissement social devient un problème essentiel. Les pays qui s'en sortiraient le mieux sont ceux qui, à l'exemple du Canada, qui compte 20 % de personnes nées hors du Canada, accepteraient culturellement la diversité et les migrants.

La Nouvelle droite a prétendu rompre avec le racisme biologique au profit du différencialisme culturel. Mais les dérapages sont significatifs et le naturel revient au galop. À travers l'immigration, ce que vise le Rassemblement national, c'est une ethnie, les maghrébins, une langue, l'arabe, une religion, l'islam. Il fait de l'arabe une menace endémique. Il s'appuie sur le traumatisme qu'a laissé la guerre d'Algérie et sur la mémoire toujours vivace, en France, d'une population issue des réfugiés d'Algérie. Il construit une image d'un ennemi héréditaire qui n'est pas soluble dans l'État de droit. Cette conception a été vivifiée, à partir de 1980, avec les attentats de la rue Copernic; en 1985 et 1986, de la rue de Rennes; en 2015, à *Charlie Hebdo* et du Bataclan et, en 2021, l'assassinat de

Samuel Paty... L'internationalisme d'extrême droite et l'internationalisme djihadiste s'accompagnent et se renforcent l'un l'autre. La très large récupération islamophobe de la laïcité a profité aux courants ethnonationalistes, au renforcement du repli communautaire et du séparatisme ethnoreligieux. La laïcité a été érigée en religion d'État et le libéralisme culturel a été instrumentalisé contre les musulmans. Les principaux courants des droites radicales affirment désormais défendre les femmes, les Juifs, les homosexuels contre les musulmans. C'est une «dédiabolisation» qui masque la Nouvelle droite. En France, la référence à la Nation est permanente et on ne compte pas les références à son unité et à sa «grandeur». C'est un pays qui gère de manière contradictoire son statut d'ancienne puissance coloniale. C'est un pays où doivent cohabiter anciens colonisateurs et anciens colonisés. C'est là aussi où un parti, clairement antisémite dans son histoire, se présente comme le meilleur défenseur des Juifs pour mieux défendre, sans avoir besoin de le proclamer, son caractère anti-arabe et antimusulman.

Une réponse à l'offensive de l'extrême droite contre les migrations existe, c'est le droit international. Le droit international définit les principes qui devraient guider les politiques migratoires. Il met en avant six principes de base: la dignité; les droits des migrants; la lutte contre le racisme; la redéfinition du développement; la liberté de circulation; le respect du droit international. La dignité est le fondement de toutes les propositions. À la définition que donne l'extrême droite de l'identité et de la sécurité, il faut opposer la dignité. Les migrants doivent être reconnus dans leur humanité et comme acteurs de la transformation des sociétés de départ et d'accueil. Ils sont des acteurs de la transformation du monde. Le respect des droits des migrants s'inscrit dans le cadre du respect des droits de tous. Le droit des étrangers doit être fondé sur l'égalité des droits et non sur l'ordre public. Il commence par la régularisation des sans-papiers. Il met en avant le droit de vivre et travailler dans son pays et aussi le droit de libre circulation et d'installation. Il propose de reconnaître la citoyenneté de résidence.

Si on veut revitaliser la démocratie, il faudrait donner le droit de vote aux étrangers

non communautaires, au moins pour les élections locales. Pour lutter contre l'immigration clandestine et les passeurs, il faut multiplier les permis de travail légaux et contrôler et réprimer les employeurs clandestins. Si l'on souhaite vraiment limiter l'immigration clandestine, il y a une solution : un développement de l'immigration légale. C'est ce qu'on a pu vérifier en Italie, ou après une diatribe sur l'immigration clandestine, Giorgia Meloni a fini par signer l'accord pour la régularisation de 500 000 travailleurs migrants. Il faut le répéter, le droit de vivre et travailler au pays est indissociable de la liberté de circulation et d'installation. L'envie de rester est inséparable du droit de partir. Les migrations évoluent avec le changement de période historique, avec la deuxième phase de la décolonisation et la mutation de la population mondiale. La prise de conscience de cette évolution sera douloureuse et prendra du temps ; elle fera partie de la réponse à l'autoritarisme. La coexistence des peuples, après l'État-nation comme forme des États et des nations, implique la mutation des États et la mutation des nations.

Une révolution conservatrice mondiale

La période est marquée par une révolution conservatrice à l'échelle mondiale qui prend différentes formes suivant les régions et les pays. Depuis quarante ans, les gouvernements successifs, de droite comme de gauche, ont appliqué violemment des politiques néolibérales et ont éliminé tous les obstacles à la rentabilité des capitaux. Ils ont détruit progressivement les services publics et se sont attaqués à l'État de droit. Ils se sont attaqués aux syndicats, aux associations et ont remis en cause le lien social et les solidarités. L'action publique se préoccupe d'abord du maintien de l'ordre et de sa propre réduction ; elle se considère elle-même comme un coût. L'extrême droite progresse particulièrement là où le pouvoir d'achat et les services publics se sont dégradés. Les droites radicales travaillent sur les liens entre les idéologies et la constitution de leur base sociale²¹. L'extrême droite a reconstruit son

discours. Elle a repris à son compte la détestation de l'élite, l'opposition entre le peuple et les élites. Elle attaque la gauche comme le camp des donneurs de leçons diplômés. Elle s'appuie sur l'idée que la corruption est généralisée. Et que les allocations profitent aux fraudeurs et aux migrants.

Les élections européennes ont confirmé la montée de l'extrême droite et des autoritarismes en Europe et dans le monde. L'extrême droite construit une internationale. Elle n'est pas une exception française ; en Italie, en Autriche, en Hongrie, en Flandre, en Belgique, l'extrême droite est arrivée également en tête du scrutin européen. La révolution conservatrice, sous différentes formes, s'étend en Hongrie, en Russie, en Turquie, en Iran, en Israël, en Inde, aux États-Unis, en Afrique, en Amérique latine, et dans plusieurs pays ouest-européens. Après deux ans de gouvernement de Giorgia Meloni en Italie, on voit une grande normalisation de l'extrême droite. Son parti Fratelli d'Italia n'est plus vu comme l'extrême droite mais comme la droite.

L'extrême droite s'organise sur le plan international, il y a des tentatives d'internationales qui regroupent les organisations d'extrême droite autour des idéologies nationalistes, conservatrices et anti-immigration. Parmi elles, le Mouvement identitaire en Europe, l'Alliance pour la Paix et la Liberté, Alt-Right (Alternative Right) un mouvement américain qui relie le nationalisme blanc à des idéologies racistes et suprémacistes blanches. Il est animé par Steve Bannon, conseiller stratégique de Trump, qui a cherché à coordonner des partis d'extrême droite pour créer un mouvement populiste nationaliste européen. La dernière réunion d'une Internationale de l'extrême droite, «Viva 24», a eu lieu à Madrid, en Espagne, le 19 mai 2024, quelques semaines seulement avant les élections européennes, à l'initiative de Vox, le parti d'extrême droite espagnole. À cette rencontre internationale il y avait toute l'extrême droite européenne, l'Fratelli d'Italia de Meloni, Chega du portugais André Ventura, le Rassemblement national français... Étaient représentés également les «trumpistes» nord-américains et beaucoup de partis radicaux sud-américains. Notons en particulier la présence du président argentin ultralibéral-libertarien Javier Milei. Plusieurs

21. Thomas Frank, dont le *Pourquoi les pauvres votent à droite*, écrit en 2004 (Marseille, Agone, 2012) et Thomas Piketty, *Capital et Idéologie*, Paris, le Seuil, 2019.

orateurs ont insisté sur le fait que «l'année de l'extrême droite mondiale» pourrait être 2025. Car en janvier prochain, un nouveau président des États-Unis sera en exercice. Suivant les résultats, il pourrait donc exister un axe politique entre les États-Unis trumpistes et l'Europe avec une extrême droite surpuissante.

La période est marquée par la montée de la multipolarité. Il s'agit d'une révolution géopolitique, d'un saut qualitatif dans un monde radicalement nouveau. Elle repose sur l'intensification des contradictions inhérentes au système impérialiste occidental, en particulier la forme unipolaire qu'il a prise depuis 1991, lorsqu'il a eu les coudées franches pour dominer le monde après la chute du bloc soviétique de l'Est. Les institutions multipolaires telles que les BRICS+, l'Organisation de coopération de Shanghai, l'Union économique eurasiennne et d'autres commencent à construire une alternative au monde unipolaire. Ce qui est en cause, c'est le système, érigé il y a plus de 500 ans, depuis 1492, qui élève l'accumulation du capital au rang de suprématie, au-dessus de la communauté, des individus et des familles, et des traditions civilisationnelles. C'est le système qui a engendré le génocide des indigènes, l'esclavage des Africains, le pillage du monde, l'appauvrissement, l'oppression et l'endettement des travailleurs dans le monde.

La multipolarité ne va pas sans contradictions. Elle pose la question des autoritarismes qui ont fleuri dans toutes les régions du monde, à la tête de chaque bloc. Comme l'analyse fort bien Kavita Krishnan²², «tous les courants de gauche plaident depuis longtemps pour un monde multipolaire par opposition à un monde unipolaire dominé par les États-Unis impérialistes. La multipolarité est devenue la clé de voûte du langage commun des autoritarismes mondiaux, y compris des fascistes; il leur sert à déguiser leur guerre contre la démocratie en guerre contre l'impérialisme. Le déploiement de la multipolarité pour déguiser et légitimer le despotisme est incommensurablement rendu possible par l'acceptation par la gauche mondiale de la multipolarité en tant qu'expression bienvenue de la démocratisation

anti-impérialiste des relations internationales.»

La montée des autoritarismes traduit la déception par rapport à la démocratie. Les tentatives de démocratie n'ont pas été capables de corriger les inégalités sociales, encore moins de les prévenir. Le néolibéralisme subordonne la démocratie à l'austérité. Le pouvoir politique est subordonné au pouvoir des capitalistes. La mutation du capitalisme accroît les contradictions et les incertitudes. L'État-nation, cadre de la souveraineté du peuple et donc de la démocratie, s'est plus préoccupée de la libre circulation des capitaux et des marchandises et a organisé la réduction des droits sociaux. Il a toléré, sinon organisé, le manque de démocratie participative, de non-développement de biens communs, et l'absence de reconnaissance de chaque individu. Comme au moment des autres crises structurelles, nous assistons à une incroyable montée de la violence des gangs comme à Haïti, et du grand banditisme dans tous les pays. La lutte des classes est toujours présente et encore plus violente, mais les classes sociales sont en transformation, en mutation. La nouvelle phase du capitalisme entraîne déjà une mutation des forces sociales. Cette évolution entraîne la remise en cause d'une gauche d'accompagnement et la nécessité d'une gauche de rupture.

Les nouvelles droites se sont imposées dans chacune des religions en s'appuyant sur les intégrismes. Que l'on pense à l'islamisme radical au sein du monde musulman; aux catholiques intégristes, malgré la surprise du Pape François; aux évangélistes et aux pentecôtistes extrêmes chez les protestants; aux juifs intégristes dans le sionisme; aux hindouistes de Modi; aux bouddhistes extrêmes en Birmanie. Et, n'oublions pas l'intransigeance de certains laïcards chez les athées. Il faut repartir de la confrontation, dans chacune des religions, entre les extrêmes-droites et les tenants d'une universalité solidaire, de la mobilisation dans chaque religion des personnes qui sont engagées dans des politiques d'ouverture et d'émancipation. En donnant la parole à celles et ceux qui s'opposent aux divers intégrismes et à leurs prolongements vers les extrêmes-droites.

22. Kavita Krishnan, «La multipolarité, est-elle le mantra de l'autoritarisme?», art. cité.

C'est une alliance de long terme, analogue à celle qui avait relié les mouvements de libération nationale et les mouvements communistes pendant la première phase de la décolonisation. Ou à l'alliance entre les mouvements chrétiens et communistes dans la «théologie de la libération» en Amérique latine. L'échec du projet socialiste et communiste a créé un vide sur la question du sens de l'Histoire, et par extension du sens de la vie. Les religions et les spiritualités s'en sont emparées. Le marxisme sur cette question avait été rapide dans ses jugements. Si on reprend le texte de Marx sur la religion, la première partie sur «le soupir des peuples opprimés» proposait une analyse percutante; la fin du texte, «la religion est l'opium du peuple» correspondait à la période de montée en puissance de la bourgeoisie et à son instrumentalisation de la religion. Dans les luttes pour la décolonisation, des approches plus complètes ont été proposées. Que l'on pense à la théologie de la libération en Amérique latine, à la place des courants musulmans dans la lutte du mouvement de libération algérien. De même aujourd'hui, différents courants religieux populaires jouent un rôle important dans la création de la Via Campesina.

Et maintenant ? Lutter contre l'ancien monde et réinventer l'alternative

Rappel de quelques conclusions

Rappelons quelques conclusions en résumant les chapitres précédents. Cette analyse de la situation est partie de l'hypothèse que nous étions dans une crise structurelle du mode de production capitaliste. En fait, le capitalisme fonctionne en crise permanente, mais il connaît des crises structurelles qui marquent des évolutions qualitatives majeures. Pour en comprendre les caractéristiques et en mesurer les conséquences, nous sommes partis de l'analyse de deux crises structurelles précédentes. Les crises financières majeures correspondent à des périodes de crises plus longues. La crise financière de 1873 correspond à la période de 1860 à 1880; c'est la crise de la deuxième révolution industrielle, avec La Commune et la première internationale. La crise de 1929 correspond à la période de 1913 à 1945; c'est la première crise du capitalisme

fordiste. Nous avons ensuite analysé la crise des années 1970 avec le passage au néolibéralisme aujourd'hui dominant. Pour chacune de ces crises, se définissent et s'imposent de nouvelles formes des rapports de production et les classes sociales se transforment. On voit aussi comment s'organisent les luttes sociales, les structures sociales et culturelles, les débats idéologiques, les rapports géopolitiques et internationaux, les guerres. On mesure que dans chacune de ces périodes, les contradictions sociales et politiques se renforcent, l'alliance des droites et des extrêmes droites est à l'offensive pour maintenir sa domination sur la société. On mesure aussi à chaque fois que les luttes de classes s'aiguissent et que les forces de gauche résistent, sont souvent à l'offensive et définissent des alternatives.

En 2007-2008, la crise financière correspond à une nouvelle crise structurelle du capitalisme. Elle est loin d'être terminée. C'est une crise du mode de production. Deux changements caractérisent de nouvelles formes dans les rapports de production: la progression exponentielle du numérique, les interrogations sur l'extractivisme. Les changements seront considérables et se traduiront par des années de transition marquées par des bouleversements sociaux et idéologiques. Les conséquences seront considérables au niveau de l'écologie et du changement climatique, au niveau social pour les inégalités et les discriminations, au niveau des guerres et de la nature des régimes politiques, au niveau de la définition même des démocraties.

La deuxième phase de la décolonisation ouvre la possibilité pour chaque pays de définir et de maîtriser son développement et pour chaque peuple de construire des institutions lui assurant les libertés et des formes démocratiques. Elle concerne aussi la possibilité pour chaque pays de participer à l'organisation et la gestion de leur grande région et des institutions internationales. Elles concernent directement les guerres qui accompagnent les bouleversements de l'ordre mondial et notamment la nature des régimes politiques et la démocratie. La souveraineté devient la valeur de référence. Elle renforce les identitarismes et le poids des intégrismes dans les religions. Elle se traduit par la montée des autoritarismes de différentes natures.

Les libertés et la démocratie restent des valeurs de référence, mais ne peuvent pas rester des valeurs abstraites. La méfiance par rapport aux régimes politiques est devenue générale. Elle se prolonge par une grande défiance par rapport aux institutions internationales.

Immanuel Wallerstein explicite les trois idéologies qui coexistent depuis la Révolution de 1789. Le conservatisme qui met en avant l'État, la propriété, l'identité et la souveraineté. Le libéralisme qui prône aujourd'hui le marché mondial capitaliste et le néolibéralisme. Le socialisme qui reste une référence des luttes sociales mais qui peine à se relever de l'échec du soviétisme. L'extrême droite a réussi à dépasser la droite et à en rallier une large partie autour d'une stratégie mettant en avant le pouvoir d'achat, l'identité et la sécurité, la lutte contre les migrants et les étrangers. Elle a réussi à rallier de larges parties des couches populaires déçues par la social-démocratie ralliée au néolibéralisme et par l'échec du soviétisme. Elle tente aujourd'hui de passer une alliance avec le patronat néolibéral en refusant toute augmentation des impôts permettant d'équilibrer les revenus. L'extrême droite s'inscrit dans une révolution conservatrice mondiale et s'appuie sur la montée des autoritarismes qui ont réussi à capter et déformer les références à la souveraineté et à la multipolarité.

La définition d'une stratégie

La définition d'une stratégie doit prendre en compte plusieurs volets: lutter contre le néolibéralisme, contre les valeurs identitaires et sécuritaires de l'extrême droite; lutter contre les guerres et le danger nucléaire; lutter pour une écologie solidaire; lutter pour la deuxième phase de la décolonisation; soutenir l'action des mouvements politiques, sociaux, culturels contre l'alliance des droites et de l'extrême droite; expérimenter des alternatives au capitalisme néolibéral; réinventer une alternative socialiste au néolibéralisme. C'est l'élaboration et la mise en place de cette stratégie qui permettra d'engager l'affrontement idéologique et politique contre l'alliance des droites et de l'extrême droite.

Lutter contre le néolibéralisme, achever la décolonisation

Le capitalisme néolibéral est aujourd'hui dominant; c'est contre lui qu'il faut lutter. L'extrême droite aurait préféré un capitalisme national, identitaire et sécuritaire. Elle a fini par accepter la domination du néolibéralisme et par chercher l'alliance avec la classe dirigeante, les capitalistes néolibéraux, mondialistes et dominants à l'échelle mondiale. Cette alliance introduit une contradiction pour l'extrême droite. Pour consolider son succès auprès des couches populaires et des classes moyennes, et pour améliorer le pouvoir d'achat, qui est la première revendication, il faudrait mettre à contribution les plus riches, ce qu'elle se refuse à envisager. Il lui faut alors refuser des moyens supplémentaires à l'État en se ralliant à des politiques néolibérales. Ce choix correspond à celui qu'avait adopté l'idéologie conservatrice.

La situation internationale est caractérisée par la prédominance du capitalisme néolibéral, elle l'est aussi par la décolonisation. Après la fin de la première phase de la décolonisation qui est à peu près terminée, à l'exception de quelques situations et notamment de la question palestinienne, la situation est caractérisée par la domination occidentale, contestée mais toujours présente. La montée d'une forte référence à la souveraineté diffère entre la référence à la décolonisation, pour la gauche, et pour l'extrême droite, à la référence à l'identité et à l'autoritarisme. Plusieurs éléments concourent à ce changement de période historique: les changements géopolitiques, les guerres, les fanatismes, une démographie mondiale contrastée entre les continents, les migrations, les mutations des États-nations.

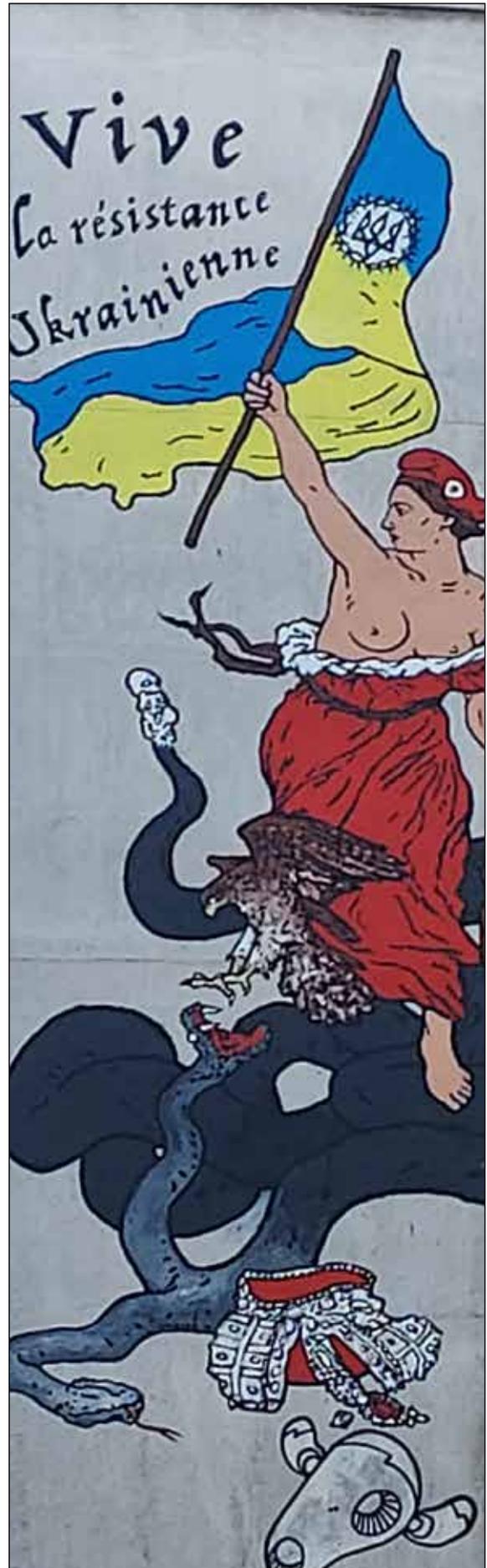
La mobilisation des mouvements contre l'extrême droite

L'extrême droite prétend parler au nom du peuple contre toutes les élites en place. Elle propose de retrouver l'identité et l'unité perdue de la nation divisée par la fragmentation des sociétés. Les alliances entre les droites et les extrêmes droites instrumentalisent la question des identités nationales et la question des migrations. L'autoritarisme se présente comme une solution par rapport à la méfiance envers les formes contestées de démocratie. Nous vivons une période

de profondes contradictions. Les idéologies identitaires et sécuritaires sont contradictoires par rapport à l'émergence des mouvements sociaux, culturels, écologistes porteurs de nouvelles radicalités: le féminisme, l'antiracisme et les révoltes contre les discriminations, contre le précaire, pour les peuples premiers, les droits des migrants et les diasporas. Ces mouvements complètent le mouvement social, ouvrier et paysan, toujours déterminant. Ils sont renouvelés par de nouveaux mouvements qui explorent de nouvelles perspectives à l'exemple des zapatistes, des femmes du Rojava, des jeunes femmes iraniennes. Ils sont porteurs de nouvelles radicalités mais n'ont pas encore de projet commun.

La stratégie de ces mouvements est en pleine évolution. Par exemple, le mouvement paysan a réussi à mettre en avant l'agriculture paysanne considérée comme plus avancée que l'agro-industrie et correspondant plus aux impératifs écologistes, à rejeter les OGM, et à proposer la souveraineté alimentaire. L'urgence est de définir le projet de dépassement et d'émancipation correspondant à une alliance stratégique de ces mouvements; d'inventer les nouvelles formes du politique renouvelant une approche de la démocratie. Et de rappeler que les migrantes et les migrants sont le sel de la terre. De même, la prise de conscience de la crise écologique s'approfondit. Le climat et la pandémie en ont rappelé l'importance et l'urgence. Par son refus de répondre à l'urgence climatique, le secteur extractiviste est interpellé et entraîné dans la crise du mode de production capitaliste.

La question du rapport entre les partis politiques et les mouvements sociaux et culturels est en pleine évolution. Les forums sociaux mondiaux ont expérimenté une forme de cohabitation à partir des mouvements, et des partis politiques qui leur sont liés. La situation actuelle montre qu'il faut aller plus loin. Dans beaucoup de pays, la résistance à l'alliance entre la droite et l'extrême droite occupe le champ politique. Et les partis politiques sont en première ligne dans les affrontements électoraux. Mais la réponse idéologique, politique et culturelle ne peut se résumer à la scène électorale. La redéfinition des rapports entre les partis politiques et les mouvements sociaux et culturels fait partie



d'un chantier majeur, celui de la redéfinition du politique.

Expérimenter des alternatives au capitalisme néolibéral

Le mode de production capitaliste s'est défini et expérimenté dans les sociétés féodales, sous un mode de production féodal dominant. Le dépassement du capitalisme, qu'on peut appeler, pour simplifier, des modes de production socialistes, sera défini et expérimenté dans des sociétés où le mode de production capitaliste est dominant, c'est-à-dire dans les sociétés actuelles.

Nous allons explorer trois propositions : la définition et la mise en œuvre d'un financement alternatif au capital privé et au capital public quand il est subordonné au capital privé, le développement des services publics, la fiscalité.

On peut déjà définir des hypothèses de financement alternatif au capital privé. Il s'agit de lutter contre la stratégie néolibérale qui consiste à subordonner toutes les activités au capital financier privé. Cette stratégie néolibérale commence par la subordination du capital public, auquel on substitue des financements privés et auquel on impose de fonctionner suivant les logiques et les règles du privé. La même logique est recherchée pour l'économie sociale et solidaire dans ses différentes formes coopératives, mutuelles et associatives. La subordination prend plusieurs formes. La plus directe est la privatisation ; la plus large passe par l'imposition, à toutes les activités, des formes de gestion managériale enseignées par les « Master of business administration » (MBA) qui ont acquis un monopole mondial dans l'enseignement commercial, économique et de gestion des entreprises, du secteur public et des associations.

On peut proposer un financement alliant un apport mutualiste, du capital public et du financement des collectivités locales, sans intervention de capital privé. Pour répondre à la crise des services publics vampirisés par le capitalisme néolibéral, proposons de créer un secteur combinant l'économie sociale et solidaire, le mutualisme, les syndicats, le mouvement associatif, les collectivités locales, avec un fonctionnement refusant la logique néolibérale. On retrouverait ainsi certaines propositions de la 1^{re} Internationale,

sur l'économie sociale, qui ont pour une part été récupérées et déviées par le capitalisme privé.

D'autres initiatives sont possibles. Par exemple, on peut proposer, pour le financement des start-up non spéculatives, si elles sont porteuses d'une innovation scientifique ou technologique, une alternative au financement par le capitalisme néolibéral par une alliance de fonds mutualistes, de capital public, des collectivités locales qui concurrencerait l'aspiration des initiatives individuelles et collectives par le capital financier néolibéral.

Ces nouvelles formes de financement alternatif au capital privé doivent aller de pair avec de nouvelles formes d'organisation du travail salarié. Des propositions sont avancées par l'Atelier travail et démocratie. Citons les propositions de Coralie Perez et Thomas Coutrot²³ qui proposent, comme première mesure, d'instaurer la codétermination dans les entreprises. Avec au sommet un partage égal du conseil d'administration, entre salariés et actionnaires (ce qui est déjà le cas en Allemagne). Et à la base un conseil d'établissement constitué uniquement de salariés avec un pouvoir réel sur l'organisation du travail et avec un temps, pour les salariés, consacré à la discussion sur l'organisation du travail.

L'expérimentation des initiatives alternatives au capitalisme néolibéral nécessite la mobilisation de ressources financières pour investir dans l'avenir et construire l'alternative. Le financement des services publics est particulièrement stratégique. Il est l'objet d'un affrontement majeur. Les investissements dans la santé, la protection sociale, l'éducation, la recherche, les infrastructures de transports, les infrastructures énergétiques sont particulièrement stratégiques. Ces investissements indispensables vont fortement augmenter et la discussion porte sur la manière de les financer. On peut passer par un capital privé, à partir de la privatisation des services publics existants ou de la création de services privés concurrentiels des services publics existants. On peut aussi passer par un financement public par des ressources fiscales.

23. Coralie Perez et Thomas Coutrot, *Redonner du sens au travail. Une aspiration révolutionnaire*, Paris, Le Seuil, 2022.

La question des recettes fiscales est particulièrement stratégique. Surtout si on abandonne l'idée de recettes gratuites extérieures, comme les avantages tirés de la colonisation. Il s'agit de l'équilibre des comptes des différentes collectivités locales, nationales, des grandes régions, et des institutions mondiales. L'État social, dans la période keynésienne, a permis une croissance sans précédent du niveau de vie et de la productivité. Les recettes fiscales, en Europe, sont passées de moins de 10 % du revenu national avant 1914 à 40-50 % dans les années 1980-1990. L'offensive néolibérale contre l'État social a été menée avec une très grande efficacité. Elle s'est appuyée sur la bataille idéologique contre l'égalité qui a légitimé les inégalités de revenus fondés sur la compétence et l'héritage, et sur la référence, mensongère, à une corruption généralisée qui délégitimerait toute action publique. C'est cette offensive qui permet à l'alliance de la droite et de l'extrême droite de refuser toute hausse d'impôt et de rejeter toute taxation des hauts revenus, alors que les inégalités de revenus ont atteint des niveaux astronomiques. La croissance la plus contestable est celle du nombre de millionnaires dans chaque pays et dans le monde. En France, le nombre de millionnaires est passé de 1,8 million en 2008 à 2,82 millions en 2022; et dans le monde, de 10 millions en 2008 à 62 millions en 2021. Il est difficile de demander un effort supplémentaire aux citoyens tant que les milliardaires et les multinationales sont aussi largement exonérés de toute contribution. L'acceptation des inégalités de richesse est une des défaites les plus graves de la gauche.

Réinventer l'alternative, inventer l'après-capitalisme

On peut expérimenter des alternatives au capitalisme néolibéral comme nous l'avons souligné; mais pour sortir du capitalisme, il faut inventer, il faut définir et imposer, un nouveau mode de production. On peut l'appeler un mode de production socialiste puisqu'il se réfère à l'idéologie qui après la Révolution industrielle s'est opposé au conservatisme et au libéralisme. Mais, il aura peut-être un autre nom correspondant à ses nouvelles caractéristiques. Ce nouveau mode de production ne sera pas la fin des contradictions, la fin de l'Histoire. Ce ne sera pas non plus une

société sans classes, un genre de paradis! Ce sera une nouvelle étape, non prédéterminée de la civilisation humaine.

Il y a déjà plusieurs hypothèses qui circulent. Le nouveau projet sera formalisé et porté par quelques individus, mais il ne sera pas une révélation individuelle. Il mûrira à travers de nombreux débats publics et contradictoires. Il sera porté par un nouveau mouvement philosophique qui dégagera de nouvelles perspectives, comme l'ont été au 17^e siècle, le mouvement rationaliste avec Descartes, Spinoza et Leibniz; le mouvement empiriste avec Locke et Hume; au 18^e siècle, le mouvement des Lumières, avec Kant, Voltaire et Rousseau; au 19^e siècle, l'idéalisme avec Hegel et Schelling; l'utilitarisme avec Bentham et Stuart Mill; l'existentialisme avec Kierkegaard; l'anarchisme avec Proudhon, Bakounine, Kropotkine et Emma Goldman; le marxisme avec Karl Marx, Engels, Lénine, Trotsky, Rosa Luxemburg, Gramsci; au 20^e siècle, l'existentialisme, à nouveau, avec Sartre et Simone de Beauvoir; la phénoménologie, avec Husserl et Heidegger; le structuralisme avec Lévi Strauss et Foucault; l'école de Francfort avec Adorno et Horkheimer; le marxisme encore avec Samir Amin et Wallerstein. Si je cite tous ces noms, c'est pour montrer que les propositions philosophiques ne se résument pas à un auteur mais qu'elles résultent de débats vivants et contradictoires et qu'il faut accentuer la richesse de cette histoire des idées pour en dégager de nouvelles. Sans oublier l'apport philosophique des sciences, dites exactes, de leur capacité d'expérimentation et de leur apport méthodologique que l'on pourrait résumer par la formule «liberté d'inventer, obligation de vérifier».

Les périodes de luttes sociales, politiques et culturelles sont des périodes d'élaboration, d'invention et de vérification. Deux périodes sont encore d'une grande actualité. Celle que Immanuel Wallerstein appelait la période «des mai 1968 dans le monde²⁴» qui a proposé, avant d'être bâillonnée, de renouveler le socialisme participatif pour le 21^e siècle par un nouvel horizon égalitaire à visée universelle, une nouvelle idéologie

24. Gustave Massiah, «Mai 1968 dans le monde. Une déferlante commune au-delà des spécificités nationales», octobre 2007.

de l'égalité, une nouvelle société basée sur l'égalité, la justice sociale, la participation démocratique. Cette contestation des valeurs et des normes de la société capitaliste, patriarcale et autoritaire est toujours d'actualité. La deuxième période est celle qui a suivi la crise financière de 2007-2008. Nous avons assisté à une succession ininterrompue de mouvements partout dans le monde : après Tunis et la place El Tahrir au Caire, les indignés en Espagne, au Portugal et en Grèce, les Occupy à Londres, New York et Montréal, les étudiants chiliens et les parapluies de Hong Kong. Les manifestations ont éclaté dans plus de cinquante pays avec des formes nouvelles : ainsi, le Hirak algérien, les manifestations à Hong Kong, la démission de tout le gouvernement à Beyrouth. Ces mouvements, très divers, éclatent en contrepoint de l'idéologie dominante et des réactions, brutales et autoritaires, des pouvoirs contestés. À partir de 2020, les pandémies et le climat occupent le devant de la scène. Ce n'est pas la première fois qu'ils s'invitent dans l'Histoire²⁵.

Là où croît le danger, croît aussi ce qui sauve ! (Hölderlin)

Dans tous les pays de nouveaux mouvements amènent les États à mettre en place des politiques de prévention et de soutien aux populations, notamment en termes médicaux et sociaux. Les mouvements mettent en avant de nouvelles propositions pour la garantie des droits : droit à la santé, droit à l'éducation, droit au revenu qui, il y a peu, avant le Covid, apparaissait comme complètement utopique, droit au travail, droit aux services publics, droit à une action publique qui n'est pas uniquement la bureaucratie et l'État, droit des communs par rapport à la propriété. Les mouvements mettent en avant une floraison extraordinaire d'idées nouvelles. Évidemment, elles ne vont pas s'imposer tout de suite ; elles sont le support de ce que peut être un nouveau monde. Les mouvements sociaux et citoyens réagissent aux situations ; ils proposent et ils inventent. Ils sont des acteurs directs de l'Histoire. Ils rappellent que les classes sociales structurent

les sociétés et qu'elles sont capables d'initiatives et d'inventions. Ils illustrent les contradictions sociales et la multiplicité des formes de la lutte des classes.

L'extrême droite progresse partout dans le monde, mais elle n'a pas gagné ! En France, le Rassemblement national a obtenu le plus de voix aux élections européennes et législatives. Mais, le Nouveau Front populaire a adopté un programme politique en trois jours et a réussi à être le premier groupe à l'Assemblée nationale. La bataille politique entre l'extrême droite et la gauche commence, les trois prochaines années seront décisives. Aux États-Unis, Trump caracole en tête des sondages avec un programme affichant le capitalisme, l'hégémonie américaine, les riches, le racisme, l'anti-migration, l'interdiction de l'avortement. Kamala Harris, pour s'opposer à lui, devra s'appuyer, malgré l'attachement du parti démocrate au capitalisme et à la domination américaine, sur les droits des femmes, les minorités, l'antiracisme. Ce sont les thèmes qui se dégagent pour s'opposer à la montée de l'extrême droite trumpiste ! Rappelons-le, toutes les crises structurelles du capitalisme ont commencé par une offensive de la droite et de l'extrême droite. Et toutes ont connu une exacerbation des contradictions et un renouvellement des idées de gauche. Nous sommes dans une période de crise structurelle stratégique. Les contradictions s'aiguisent. Ce n'est pas gagné, mais la bataille de la prochaine période a commencé. Les luttes populaires seront déterminantes. Tout est possible. Le meilleur comme le pire. L'avenir n'est pas écrit.

[Gustave Massiah a été l'un des initiateurs des Forums sociaux mondiaux. Il a notamment publié : *Une stratégie de l'altermondialisme*, Paris, La Découverte, 2011.](#)

Source : Cédétim, 15 juillet 2024. L'auteur remercie Jean-Marie Harribey et Jean-Philippe Milesy pour leur lecture attentive et leurs corrections.

25. Gustave Massiah, « Le rôle de la pandémie et du climat dans la crise de civilisation », juin 2020. À partir de l'excellent livre de Kyle Harper, *Comment l'empire romain s'est effondré*, Paris, La Découverte 2019.

Le « système-outremer » génère une invivabilité qui, malgré des convulsions fréquentes, ne cesse de perdurer

Patrick Chamoiseau

Les difficultés de la Martinique ne se résument pas à la question de la vie chère, estime l'écrivain dans une tribune au *Monde*, à l'occasion des protestations qui secouent l'île. Il dénonce une économie artificielle, orientée vers la France et l'Europe, qui ignore toute opportunité pouvant surgir des Caraïbes ou des Amériques.

Le terme « consommation », emprunté à l'économiste martiniquais Michel Louis, évoque la destruction intérieure d'une société par un modèle économique mondial qui, sans contrainte apparente, souvent dans la consommation, érode ses fondements culturels, politiques et sociaux. Le jeu de sonorités, mêlant « consommation matérielle » et « consommation existentielle », résume l'une des dynamiques capitalistes des sociétés contemporaines. Le « système-outremer » français, dont relève la Martinique, n'échappe pas à cette règle. Il abrite un capitalisme mercantile qui s'ajoute à une matrice coloniale résiduelle que nos décennies de résistance n'ont pas su entamer.

Le système-outremer génère une invivabilité qui, malgré des convulsions fréquentes, ne cesse de perdurer. Ce mélange de capitalisme et de colonialisme se nourrit de lui-même et des correctifs qui lui sont apportés à l'intérieur de sa seule logique. Sa fatalité est intériorisée par tous : depuis les décideurs français (des plus réactionnaires aux meilleurs « insoumis »), en passant par nos militants décoloniaux les plus exaspérés, jusqu'à ceux qui, à présent, érigent la « vie chère » en grand soleil carré de cette affaire.

Les forces de résistance traditionnelles (pensée politique, vertu syndicale, action culturelle...) se sont figées dans du pragmatisme gestionnaire ou dans des poses de nègres marrons désuets. La raison indépendantiste s'agrippe à un manichéisme des

années 1950 : ses slogans décoloniaux ne sont plus que des incantations dont l'inefficacité avérée laisse supposer un renoncement secret à tout changement réel. La rumination politique interne (assimilationniste, autonomiste, indépendantiste) n'a plus de clairvoyance sur les arcanes du capitalisme globalisé, sur sa domination de nos imaginaires, ou sur l'inscription du système-outremer dans cette lamentable horlogerie.

Précarités amplifiées

La matrice coloniale résiduelle est toujours là, momifiée dans une prédation néolibérale qui impose une prééminence de l'économie sur l'existence humaine, verrouille les filières juteuses, rétribue des lobbys qui hantent les ministères et les couloirs européens. Elle complète le tableau par une réification du vivant, qui va de l'empoisonnement des sols au grignotage des espaces agricoles.

Sous l'empire de la religion capitaliste, les précarités matérielles, culturelles, intellectuelles, spirituelles, éthiques n'ont fait que s'amplifier. Dans le système-outremer, elles sont exacerbées par la matrice résiduelle coloniale : prééminence économique des mêmes, ghettos raciaux, déresponsabilisation institutionnelle, isolement forcé dans notre géographie cordiale, et surtout dénégation de toute existence à nos peuples-nations composites, surgis des catastrophes de la colonisation.

L'obscurantisme que génère le triomphe capitaliste est visible à l'échelle mondiale. Donald Trump fascine les Américains, le fascisme se réinvente partout, et le colonialisme brutal revient en Kanaky. Dans le système-outremer, cette involution prend des échelles inquiétantes. Le populisme occupe l'espace politique laissé vide par les idéologies. Il infecte ce qui subsiste des partis politiques

et de l'activité parlementaire. Les syndicats, à la traîne de mouvements sociaux devenus erratiques, vivent dans leurs sillages, incapables de les orienter : le monstre-outremer se renforce donc des acquis qu'ils préservent et de ceux qu'ils obtiennent.

Lien d'asservissement

L'inextricable de ces vulnérabilités montre que la catastrophe-outremer ne se résume pas à un « colonialisme féroce » ou à une « crise économique éternelle », encore moins à l'enjeu de « vie chère ». Certes, les monopoles locaux profitent de coulisses ténébreuses sur les transports et les filières (et ils doivent être ramenés de force à un peu de décence), mais cela ne révèle qu'une logique capitaliste marchande qui, ici comme ailleurs, se gave d'un profit maximal sans autre considération. Cette logique planétaire n'a, jusqu'à présent, été vaincue nulle part.

Aujourd'hui, plus de 80 % des biens consommés dans la Bête-outremer sont importés. Cette dépendance ahurissante crée un lien d'asservissement entre les populations locales, les plates-formes logistiques et les monopoles d'importation exclusive. Tous font bombance des transferts publics et des avantages sociaux qui émaillent nos misères. Dans un statut juridique où les compétences ne sont nullement des pouvoirs véritables, cela rend très difficile toute action politique. Cette impuissance institutionnelle amplifie nos déresponsabilisations individuelles.

Les divertissements massifs apaisent quelque peu nos angoisses mais la pulsion consumériste est déjà convulsive. La production locale est minorée par les importations, mais surtout par un imaginaire alimentaire occidentalisé, pour ne pas dire complètement francisé. Une aliénation du boire et du manger qui renforce la logique de déresponsabilisation. Cette économie artificielle, orientée vers la France et l'Europe, ignore toute opportunité pouvant surgir de notre Caraïbe ou de nos Amériques. Dès lors, nous ne disposons d'aucune maîtrise sur notre sécurité alimentaire (productions, filières agricoles vivrières, proximités, sobriétés) ou sur un devenir échappant au tragique.

Des parcelles de causes justes (traumatismes de l'esclavage, vestiges coloniaux, apartheid des békés possédants, immigration de luxe, déresponsabilisation politique,

vie chère, empoisonnement des sols, racismes, problème de cadastre colonial...), agitées par l'impuissance syndicale, intellectuelle et politique, se retrouvent hystérisées sur les réseaux sociaux. Nos émotions n'interrogent jamais le système effrayant qui en est à la source. Nous accusons le « méchant colonialiste », le « béké ancestral » ou, pis, une incompétence génétique des élus. Ainsi, des acmés de violences alimentent le syndrome dont ils proviennent et qu'ils dénoncent. La rancœur activiste décoloniale, oublieuse du système, ne cherche même plus, dans ses raides certitudes, à deviner un avenir qui le déserterait.

Impuissance politique consentie

Au cœur de cet inextricable, l'individu n'est plus « acteur » mais simplement « consommateur ». Il consomme, mais il est par là même consumé dans ses lucidités et dans l'ampleur de sa conscience. L'hyperconsommation nous assigne en spectateurs acteurs de notre propre mise en cendres dans la fournaise marchande. Les revendications pour l'alignement des prix avec l'Hexagone, bien qu'utiles aux souffrances immédiates, consolideront les monopoles d'importations, et accentueront notre aliénation alimentaire.

En 2023, selon l'Insee, la consommation des ménages du système-outremer continue de croître, mais les niveaux de vie y demeurent inférieurs à ceux de l'Hexagone. La surconsommation est donc couplée à la précarité sans remettre en question le système : elle l'aggrave. Elle facilitera l'imaginaire actuel de nos consommations et nous fera passer, corps et âme, de 80 % à 100 % d'importation de toutes choses utiles à notre vie quotidienne.

Dans mon ouvrage *Faire-Pays* (Le Teneur, 2023), je suggère un processus de remise en marche politique pour nos peuples-nations sans État, victimes de l'absurdité-outremer. Nous ne sommes pas reconnus comme des entités anthropologiques singulières (composites mais irréductibles à aucune de leurs composantes), ce qui nous empêche de nous vivre comme telles. Cette négation croisée ouvre la voie à une impuissance politique consentie, entraînant une démission intellectuelle face aux défis du monde, la

cristallisation de la matrice coloniale et, en finale, l'aliénation capitaliste.

Nous ne sommes pas des provinces françaises. Nous sommes des peuples-nations, avec des équations historiques, culturelles, existentielles et créatives uniques. Ce sont nos ressources pour affronter les flux mondiaux qui affectent tous les peuples. C'est dans un affrontement des défis capitaux que nous devons assainir nos situations collectives et maîtriser les interdépendances qui nous seront nécessaires. Notre émergence ne peut se réaliser que dans un en commun postcapitaliste, respectueux de la planète et du vivant, organisant d'inédites relations avec la Caraïbe, la France, l'Europe et le monde. Cela nous engagerait dans des rêves bien plus *obidioul* (merveilleux) que ceux de la croissance économique ou du pouvoir d'achat.

Patrick Chamoiseau est écrivain. Il est l'auteur de *Texaco*, prix Goncourt 1992 (Paris, Gallimard) et du *Conteur, la nuit et le panier* (Paris, Le Seuil, 2021)

Avec l'aimable autorisation de l'auteur.
Publié dans *Le Monde*, le 29 septembre 2024.



Les enjeux du féminisme au Sénégal

Fatou Sow

J'éprouve une vraie grande joie et un certain soulagement à participer à ce lancement du Réseau des féministes du Sénégal, pour deux raisons majeures. La première raison, c'est la volonté d'organisations féminines de se déclarer féministes, féministes sans si, ni mais, comme le décline la Charte des principes féministes pour les féministes africaines, élaborée en 2009, par le Forum féministe africain, mouvement panafricain de femmes, créé à Accra en 2006.

La seconde raison est la volonté de se mettre en réseau, après des séries de débats, ce qui n'est pas toujours évident. En effet, nous traversons des contextes souvent difficiles où de multiples défis, des divergences d'opinions, des contradictions idéologiques, des rapports de pouvoir et de leadership tendus, des ambitions et intérêts collectifs comme personnels, peuvent être sources de compétitions, de rivalités, de conflits et de ruptures, malgré la nécessité d'être ensemble et de combattre ensemble, à partir d'une plateforme la plus commune possible, face à des « ennemis communs » à nos causes possibles. Peut-on déjà considérer ces deux raisons comme des enjeux de nos luttes féministes ?

Je vous remercie de m'avoir invitée, ce que je ressens comme un honneur, à vous rappeler Les enjeux du féminisme au Sénégal. J'aurais aimé préciser, bien que je sois sénégalaise et vit au Sénégal, c'est l'Afrique qui m'intéresse ; car l'Afrique, y compris sa diaspora, est in fine, mon espace de réflexion et d'engagement féministes, sans même indiquer, ici, une perspective panafricaniste. Nous sommes le seul continent à disposer d'une convention de droits humains des femmes, promue, à l'échelle africaine, par l'Union africaine. La majorité des États, de

l'Algérie à l'Afrique du Sud, a adopté le protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, relatif aux droits de la femme africaine, plus connu sous le nom de protocole de Maputo (2003).

Après m'être épuisée à déconstruire une part des grandeurs et des faiblesses des féminismes d'Occident, surtout de leurs regards sur nous, Africaines, j'ai décidé de ne plus leur consacrer de temps, sauf si leurs propos entrent dans mes efforts de théoriser moi-même, comme femme africaine. Les questions auxquelles je m'attelle portent sur ce que signifie être féministe en Afrique, à quoi sert le féminisme, que faut-il en tirer en termes d'analyse et de stratégies d'action et comment ? Ce n'est pas facile, tant les fronts de luttes sont nombreux. On s'entend si souvent dire : « Tu es féministe, donc occidentale. » Je ne réponds plus à cette question à personne, et encore moins à mes collègues masculins de nos universités et/ou autres hommes de nos sociétés civiles. Aux femmes, je ne réponds pas ; je discute de nos différences d'opinions pour toucher quelques points communs. Et il me tarde de sortir des discours du néo, post et décolonial, comme cadres exclusifs d'explication de nos préoccupations. En sortir, c'est récupérer notre vraie indépendance et construire nos propres modes de présence au monde. Je suis sûre que vous faites face aux mêmes contraintes et avez les mêmes aspirations.

Être avec vous n'impliquera pas de vous passer le relais, comme l'on pourrait s'y attendre ; nous sommes après tout dans des relations transgénérationnelles, pour reprendre une expression courante aujourd'hui. Les générations suivantes reprochent souvent aux précédentes de ne leur avoir rien transmis, comme si l'engagement, et plus particulièrement l'engagement

féministe, était transmissible. L'engagement féministe est d'abord un acte volontaire qui cherche, écoute, apprend, discute, se cultive, face à des situations concrètes, pleines de défis changeant pour chaque génération, pour chaque catégorie sociale, pour chaque groupe ou individu. Mon combat féministe n'est pas le vôtre, car j'espère que vous avez conservé nos droits acquis. Les vôtres seront de les préserver et d'en conquérir d'autres, pour les prochaines générations.

Ce qui me réjouit aujourd'hui, c'est d'avoir les occasions d'échanger et de débattre avec vous, d'être contestée et de vous contester, d'avoir pu établir des relations qui m'ont autorisée à participer à vos réunions, dans vos espaces, avec plaisir, sachant que j'allais vous apprendre de mes expériences et comme j'allais moi-même apprendre des vôtres. Alors quels sont les enjeux du féminisme au Sénégal ?

L'enjeu majeur : (re)connaître le féminisme, comme théorie et pratique d'action

« Il est toujours aussi difficile d'être féministe, hier comme aujourd'hui, de se reconnaître comme telle, d'être acceptée comme telle. »

Cela le sera de plus en plus, au vu des reculs observés et des discours anti-genre (antiféministes) qui se popularisent dans le monde. Qui aurait cru que le droit à l'avortement, inscrit comme droit fédéral dans la constitution américaine, depuis 1973, grâce à des décennies de luttes féministes, serait désinscrit de cette même constitution, en novembre 2022. Les Américaines seraient presque revenues au niveau des Sénégalaises qui, il est vrai, ont d'énormes difficultés à faire de l'avortement, un débat public. Dans les années 1970, le qualificatif de féministe était récusé par les femmes africaines, comme personnes indépendantes de la colonisation dont il fallait décoloniser les idéologies et les savoirs, les règles et les normes, sabrer les relents de la domination politique, économique et culturelle coloniale (à chacune son colon) occidentale.

« Il a ainsi fallu revendiquer nos priorités, face à une généralisation des luttes féministes. »

On parlait de modèles et d'agendas produits par un Occident dominant, et disons-le « arrogant » (Mernissi, 1984). Il a fallu « situer » nos priorités dans nos contextes historiques et espaces de vie, et ensuite les placer dans l'agenda international comme agenda africain. Quarante ans plus tard, nombre de ces luttes ont abouti à des avancements certains dont le droit à la parole africaine en Afrique même et dans le monde, notre contribution à la plateforme de la conférence des femmes de Pékin (1995), l'élaboration et le vote du protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, relatif aux droits de la femme (2003). Ce protocole dit de Maputo oblige les États signataires à garantir les droits des femmes, y compris le droit de participer au processus politique, l'égalité sociale et politique avec les hommes, une meilleure autonomie dans leurs décisions en matière de santé, la fin des mutilations génitales féminines, la légalisation de l'avortement, etc., pour n'énumérer que quelques points saillants.

« Nous avons la bataille des concepts : le féminisme, le genre, l'autonomisation versus l'empowerment, la parité, le droit à disposer de son corps, etc. »

La bataille est à peine commencée, surtout lorsque nous sommes sommées de les dire dans nos langues. L'opinion ordinaire pense que, si nous n'y arrivons pas, c'est que les situations auxquels se réfèrent ces concepts n'existent pas dans nos contextes ! Aujourd'hui, ces termes sont tombés dans le domaine public. Ils se sont vulgarisés. Cela n'a pas facilité la tâche des féministes qui sont interpellées, apostrophées, stigmatisées, sinon ridiculisées, moquées, voire violentées, toujours condamnées à s'expliquer. Nous sommes sommées de répondre à toutes les situations, à toutes les inepties, etc. Nous sommes en permanence interpellées : « Vous les féministes, où êtes-vous, que faites-vous, que répondez-vous ? » ; « Vous avez dit féministe ? » (y croyons-nous nous-mêmes ?) ; le féminisme ne s'applique pas aux réalités sénégalaises (l'opinion n'y croit pas) ; les principes féministes sont contraires

à l'islam, sauf peut-être ceux des féministes islamiques, et encore ! Nous avons du mal à émettre une position qui interroge l'islam ; exemple futile : je ne supporte pas la polygamie, mais c'est une prescription de l'islam.

S'il est encore malaisé de parler de féminisme, l'opinion publique s'est emparée du genre, mais le concept est devenu aseptisé, apolitique, voire dépolitisé, comme ailleurs. Il s'applique plus souvent aux femmes, comme catégorie humaine, sexuelle, sociale ou politique, qu'aux rapports de pouvoir entre les sexes, ce qui est sa définition d'origine. Joan Scott explique que le genre est « un élément constitutif des rapports sociaux fondé sur des différences perçues entre les sexes ». C'est aussi une « façon première de signifier des rapports de pouvoir, un champ de normes et de pratiques par le moyen duquel le pouvoir est articulé » (1988).

Rien n'est plus désespérant que d'entendre les journalistes de tout sexe, animatrices et animateurs des médias parler du genre pour tout ce qui nous concerne. Il y a actuellement tant d'expertise en genre que l'on se demande pourquoi nos problèmes ne sont pas résolus depuis ou ne sont pas correctement posés ? De quel genre parle-t-on ? S'agit-il d'une critique féministe de nos préoccupations ?

Et même là, alors que nous étions confortables avec le concept de rapports sociaux de sexe, à savoir les rapports sociaux entre hommes et femmes, nous sommes aujourd'hui plus que jamais bousculées par les dénis, voire défis de la binarité (homme versus femme) et la critique de l'hétéronormativité qui mène à des débats houleux dans nos sociétés contemporaines. Sommes-nous prêtes à comprendre ces autres sexualités, sans tabou, sans préjugé et sans panique morale manifestée à grands cris par les associations islamiques, à Dakar, en février 2002, après le refus du Parlement de durcir la criminalisation de l'homosexualité et autres actes « contre nature ».

« Étudier, comprendre, apprendre le féminisme, ses concepts, ses analyses et perspectives sont des enjeux cruciaux pour le féminisme sénégalais et africain. »

Nous ne pouvons pas nous prétendre féministes, si nous n'en connaissons pas les



principes et les règles, si nous ne les comprenons pas, si nous ne les déconstruisons pas, si nous ne les adaptions pas pour capter nos réalités et nos préoccupations qui peuvent être lointaines ou proches des celles du reste du monde. Nous devons lire, apprendre, discuter, réfléchir, échanger, participer aux débats (féministes ou pour veiller à les rendre féministes) de notre propre société et de notre continent (l'Afrique des femmes pense et bouge plus qu'on ne le croit), des femmes du Sud (des Caraïbes à l'Asie, de l'Amérique latine au Moyen-Orient dont nous partageons des expériences dont celles de la colonialité). Oui, comme Africaines et femmes du Sud global, nous avons nos débats particuliers. Nous devons faire le même exercice avec les femmes d'Occident (le terme est vague, car les différences peuvent être vertigineuses). Nous partageons le même espace humain ; ne leur laissons pas le pouvoir de dominer la réflexion et organiser l'agenda des femmes en leurs termes.

Nous avons produit nos réflexions sur le féminisme que nous avons contesté, puis nous avons construit les normes et priorités convenant à nos positions. Sur plusieurs décennies, ces efforts de théorisation ont été constants et intenses. Les militantes d'Afrique et de ses diasporas en ont créé plusieurs : Womanism, Jenda (« Genre »), Motherism (« Maternalisme »), Femalism (« Femmisme »),

Stiwanisme, Black Feminism/Féminisme noir, Afro-Feminism/Afro-féminisme, African Feminism/Féminisme africain, et bien d'autres. Toutes ont cherché à décoloniser les études des femmes et créer un ordre de pensée inscrit dans des contextes historiques africains porteurs de questions africaines. La récente publication de Sylvia Tamale, *Decolonization and Afro-Feminism* (2020), fait un excellent point sur la manière dont la colonisation a profondément modifié les statuts des Africaines dans leurs sociétés et ouvre de nouvelles pistes de déconstruction de ces rapports.

«Le féminisme au Sénégal, comme dans le reste de l'Afrique, relève d'une histoire mondiale de luttes des femmes.»

Comme il m'est arrivé de l'écrire, dans le neuvième tome (à paraître) de *l'Histoire générale de l'Afrique*, «le féminisme africain a fortiori sénégalais est, à la fois, création, prolongement et renouvellement de pensées liées à des contextes et des histoires à la fois propres au continent et rattachées à un monde qui n'a cessé de se globaliser. Du féminisme, l'on peut dire qu'il s'inscrit dans un mouvement politique de réflexion et d'action qui a contribué à donner une plus grande visibilité aux expériences des Africaines, au sein de structures de masculinité prédominante sur une très longue durée». Le comprendre est un enjeu majeur.

La Charte des principes féministes pour les féministes africaines, rédigée par le Forum féministe africain, rappelle qu'en nous «identifiant comme féministes, nous politisons la lutte pour les droits de la femme, nous remettons en question la légitimité des structures qui maintiennent les femmes assujetties et nous développons des outils en vue d'une analyse et des mesures de transformation» (2006).

Nous devons politiser nos réflexions et actions qu'elles soient dans l'ordre de la culture, de la religion, de l'économie et bien sûr du politique, car elles relèvent du politique.

Nous avons le droit de questionner, de discuter, d'avoir des convictions et des doutes, en gardant bien en vue les préoccupations des femmes, en tenant compte de l'âge, de la classe, du niveau d'éducation, des posi-

tions idéologiques, culturelles et religieuses, etc. La tâche est complexe. Les moindres succès, comme l'abolition légale des mutilations génitales féminines, malgré le maintien de leur pratique faute de surveillance du législateur et des autorités, la parité, malgré les multiples entorses au principe depuis son adoption, ou notre nationalité donnée à nos enfants, doivent être bien accueillis et être surveillés, tant ils sont incertains. Ils peuvent être acceptés, puis oubliés dans le tiroir d'un bureau de ministère ou du Parlement; ils peuvent être peu ou pas appliqués ou finalement enterrés sciemment. La loi n° 2020-05 modifiant la loi n° 65-60 du 21 juillet 1965 portant Code pénal, criminalisant le viol et la pédophilie, bien qu'une victoire du mouvement des femmes, ait pu être traitée avec légèreté, selon des activistes sénégalaises. Il arrive, en effet, que ces affaires soient correctionnalisées, sous prétexte d'engorgement des tribunaux.

Quelles sont les préoccupations majeures qui nous poussent à vouloir transformer nos situations d'oppression ?

«Parmi les inégalités inhérentes à la société sénégalaise, celle entre les sexes représente un défi primordial : les abolir est un enjeu capital de nos luttes.»

Ces inégalités sont évidentes et connues. Le sociologue Abdoulaye Bara Diop ne dénonçait-il pas, dans ses travaux scientifiques, «les systèmes d'inégalité et de domination» (1981) de la société wolof. Le féminisme a fondamentalement pointé du doigt la construction sociale des rapports sociaux entre les sexes, comme rapports de pouvoir, leur construction politique dans les cultures africaines : hiérarchie des âges, des sexes, des ethnies, des castes, des classes, des formations sociales, etc.

On a tendance à penser que l'égalité est une requête des féministes occidentales, qu'elle est une utopie. Mais cela nous empêche-t-il de mesurer ce que nous avons longtemps qualifié de pesanteur de toute sorte, puis de discrimination et enfin d'inégalité, imposées comme normes sociales, culturelles et religieuses. On a du mal à dé-

noncer ces dernières, de peur de déranger un ordre social et sacré, d'être inconvenante, d'offenser, de blasphémer; il est des pays où l'on peut passer en justice pour blasphème, comme en Mauritanie ou au Soudan. Le fondamentalisme culturel et religieux est rampant. Ce que j'appelle fondamentalisme, c'est le supposé retour à la culture et à la religion dites authentiques et en appliquer les règles, alors que le monde change (Sow, 2018).

Il est plus qu'urgent de rechercher à quel moment la culture devient source et lieu d'expression des fondamentalismes et se laisse happer par les dérives fondamentalistes qu'elles soient sociales, morales ou religieuses. Pour discuter des inégalités de genre et de l'influence des fondamentalismes, trois domaines doivent être examinés pour leur pertinence: le corps féminin (santé, sexualité, fécondité), le système juridique (code de la famille et autres lois et réglementations) et l'organisation politique (positionnement dans la prise de décision, parité dans les institutions).

Nous avons besoin de connaître notre histoire et nos valeurs sociales, tout en cessant d'«essentialiser», c'est-à-dire nous réduire à notre condition féminine qui est d'être enfant, épouse, mère et grand-mère/ancêtre qualifiée de Grande Royale, merveilleusement décrite par Cheikh Hamidou Kane (1961). Nous «essentialiser», c'est nous figer dans une identité figée d'un passé africain; ceci nous empêche de contester les privilèges réels de la masculinité face à des sociétés qui «culturalisent» les inégalités entre les sexes, à des religions patriarcales (islam, christianisme) qui les «fondamentalisent» ou encore à des États qui se disent musulmans et chrétiens, qui les «légalisent», alors que leur constitution est laïque. Il faut toujours interroger le «avant, c'était mieux» et faire le tri entre nos différents héritages sociétaux d'avant la colonisation (période qui a ses défis), durant la colonisation et de la postindépendance, de nos conversions à diverses confessions religieuses et spirituelles.

«Matriarcat et/ou patriarcat: un élément du débat féministe africain ?»

Cette discussion est assurément au cœur des études féministes africaines. En effet,

si le féminisme dénonce le patriarcat et la domination masculine comme sources de l'oppression des femmes et les place au centre de ses luttes théoriques et politiques, quelle est la position des féministes africaines? Cette question a, dès les premières approches, soulevé de fortes contradictions théoriques dont je ne soulèverai ici que quelques points; car elles sont loin d'être résolues.

Le patriarcat, comme donnée anthropologique universelle, a été largement décrié par la recherche africaine, alors que le mouvement féminin avance son impact, donc son existence, dans l'analyse des situations contemporaines des femmes. Auteur de *L'unité culturelle de l'Afrique noire*, Cheikh Anta Diop, théoricien du matriarcat africain, en fait la base de nos sociétés:

Le matriarcat n'est pas le triomphe absolu et cynique de la femme sur l'homme; c'est un dualisme harmonieux, une association acceptée par les deux sexes pour mieux bâtir une société sédentaire où chacun s'épanouit pleinement en se livrant à l'activité qui est la plus conforme à sa nature physiologique. Un régime matriarcal, loin d'être imposé à l'homme par des circonstances indépendantes de sa volonté, est accepté et défendu par lui¹.

Les principes fondamentaux ont été l'assurance de la filiation par les femmes, l'hérité par la lignée utérine, transmission des droits politiques, etc. D'où un statut éminent des femmes. Diop montre que «le régime matriarcal est général en Afrique, aussi bien dans l'Antiquité qu'à nos jours et ce trait culturel ne résulte pas d'une ignorance du rôle du père dans la conception de l'enfant²». C'est ce qui fait noter une certaine dualité mettant en parallèle les lignages matrilineaires et patrilineaires et la place d'un patriarcat africain. Enfin les femmes occupent une place importante dans les représentations et pratiques religieuses, différente de celle des hommes. Ce sont l'introduction de religions nouvelles (ici, islam et christianisme) et l'intervention

1. Cheikh Anta Diop, *L'unité culturelle de l'Afrique noire*, Paris, Présence africaine, 1982, p. 114.

2. *Idem*, p. 69.



coloniale européenne qui ont imposé le patriarcat et ses hiérarchies.

L'une des lignes importantes de fracture dans les analyses des femmes est à ce niveau. Tout un pan de la recherche des Africaines récuse la division sexuelle biologique des sociétés africaines, arguant du fait que l'idéologie du genre occidentale ne correspondait pas à leurs réalités. Les femmes pouvaient tenir un rôle masculin et diriger, de même que les hommes pouvaient endosser un rôle féminin, rôles masculin et féminin n'étant pas aussi rigides pour être source de transgression. C'est la démonstration de l'ouvrage de Ifi Amadiume, *Male Daughters, Female Husbands*³, qui s'interrogeait sur les notions de sexe et genre dans la société africaine. Nombre d'Africaines, à partir de leurs histoires, reconnaissent cette base sociale illustrée par la place de la maternité dans la vie des femmes comme valeur sociale et obligation divine. Elles reconnaissent aussi l'import-

tance de la transmission matrilineaire de la filiation (naissance) et de liens spécifiques bâtis entre enfants sur cette relation utérine (*doomu ndey*). Il reste encore des indices de dévolution du pouvoir politique (appartenance requise à une famille maternelle pour qu'un homme accède au pouvoir), de transmission de certains biens matériels, culturels et spirituels, etc. Mais, nous posons cette question : ce rôle si essentiel donnait-il pour autant du pouvoir aux femmes, en dehors des Lingeer, femmes de l'aristocratie, et des personnalités féminines de l'élite politique ? Quelle sorte d'autorité et à quel niveau ? Si des tâches de gestion et de contrôle leur ont été attribuées, dans l'espace sénégalais, ce sont des hommes qui ont été au faite du pouvoir. Ces souverains ou autorités ont porté des titres masculins : Dammel, Buur, Brak, Maad, Teeñ, Almaami, Lamaan, Jaraaf, etc.

Le débat s'engage difficilement dans le féminisme sénégalais (et africain), alors qu'il est indispensable, car la place «exceptionnelle» du féminin, dans les sociétés précoloniales, est toujours agitée, avec plus ou moins

3. Ifi Amadiume, *Male Daughters, Female Husbands*, Londres, Z Press, 1987.

de bonheur, face à ses revendications. Ne peut-on s'atteler une relecture du matriarcat, de la matrilinearité, des faits et des valeurs en découlant, pour en comprendre l'impact sur nos sociétés d'alors et d'aujourd'hui? Car, quel que soit le système, la masculinité y porte sa marque: rôles importants des frères et oncles, dans tous les cas de figure.

L'espace de cet article ne permet pas de développer la question. Je pense, personnellement, que la base matriarcale a laissé ses indices; on est frappé de la centralité des femmes dans l'organisation sociale. Leurs contributions à la reproduction des familles, à leur entretien domestique, à l'éducation et à la transmission des valeurs culturelles, l'utilisation de leurs connaissances et compétences indispensables au développement économique des sociétés et leurs charges sociales et morales (leurs *xew* de toute nature organisent la société) ont occupé une telle place dans les structures précoloniales que celles-ci n'ont pu les marginaliser dans la gestion des affaires et du politique. D'où la présence de toutes ces femmes «fortes» et la valeur de notre «matrimoine», malgré leur invisibilisation dans les mémoires, la rivalité dans les précessions masculines. Les femmes ont été centrales, mais n'ont jamais été égales. Elles ont rarement accédé au niveau suprême du pouvoir. Mais, y étaient-elles attendues? La colonisation, avec sa logique patriarcale, les a marginalisées en instaurant de nouvelles institutions d'éducation et de gestion du politique, tout en utilisant leur force de travail pour nourrir et entretenir la colonie. Les pouvoirs indépendants, en maintenant les modalités coloniales de gouvernance, ont continué d'utiliser cette force, sans leur redonner plus de pouvoir. Les obstacles à cette conquête du pouvoir sont massifs.

«Le féminisme permet d'entretenir cet espace politique de contestation et de résistance à l'ordre inégalitaire de la société patriarcale et/ou de la domination masculine.»

Nous avons encore besoin, au Sénégal, de cerner et de déconstruire la domination masculine et toutes les autres formes de domination que forge le patriarcat qui en est la source ou en découle. Ces forces

de domination peuvent être locales et/ou mondiales, comme en témoignent les interventions de la mondialisation sur tous nos systèmes socioculturels, économiques et politiques. Il est important de reconnaître que la domination masculine explique de très nombreuses situations d'oppression actuelles. On n'élargit pas les espaces de pouvoir des femmes, en niant ceux de l'oppression.

Ce que le genre a introduit dans la réflexion féministe, c'est la prise de conscience des rapports de pouvoir entre les sexes, même si Judith Butler et nombre d'autres auteurs ont fini par remettre en question cette bicatégorisation des sexes et affirmer que la notion de sexe ne pouvait se réduire à l'hétérosexualité et qu'il existait d'autres formes que toutes les sociétés, en Afrique certainement, ne sont pas prêtes à accepter, comme évoqué plus haut.

Nous avons besoin de reconsidérer, voire remettre en question, les rapports de pouvoir dans la famille, dans le monde politique (quelle parité?), dans la société globale (lutte contre les inégalités et les discriminations). Les combats contre les inégalités dans le code de la famille ont été significatifs à ce niveau. Je n'en exposerai pas le débat, sauf pour dire que la lutte a été longue et que chaque point gagné est une victoire à préserver, car c'est un défi contre les abus des forces conservatrices.

Notre corps est politique. Il est l'objet de tant de normes, de règles, de réglementations, de tabous et de préjugés. Il est l'objet à la fois de contrôle et de violence que tout le monde trouve normal. Écoutez ou lisez ce qui se dit dans la société, à travers les médias, les réseaux sociaux, les autres moyens de communication. Je prendrai quelques exemples d'enjeu, un peu en vrac.

Scolariser les filles est, reconnaissons-le, une ambition des familles et du politique. Leur scolarisation est en progression, selon les chiffres officiels. La SCOFI et les politiques d'éducation ont fait leur chemin. Mais cette scolarisation bute encore sur bien des obstacles, si ce n'est des discriminations. Scolariser une personne, c'est développer ses capacités intellectuelle et morale vers la connaissance, mais pour les femmes, c'est aussi leur apprendre le chemin vers la liberté sous tous ses aspects et l'égalité. Scolariser, ce n'est pas seulement créer l'autonomie des

femmes (comme le veut un certain lexique du genre), mais c'est développer leur pouvoir (*empowerment*), les former à le gérer, à le renforcer pour leur position dans la famille, en société. Diverses contraintes continuent de peser sur elles. Les premières sont liées à des attitudes culturelles affectant leurs statuts et rôles des femmes dans la famille qui les empêchent d'accéder à l'éducation, à l'achever dans les meilleures conditions. Ce sont les difficultés de leur maintien à l'école, les mariages et les grossesses précoces, même si les derniers recensements montrent le recul progressif de l'âge d'entrée en nuptialité et en fécondité. Les conditions matérielles et financières (pauvreté des familles, insuffisance des infrastructures éducatives et précarité des niveaux d'enseignement), les maigres débouchés vers l'emploi, la préférence masculine à certains emplois et positions, la complexité des tendances de l'économie informelle (qui est pourtant la plus grande pourvoyeuse d'emplois et d'activités rémunérées et qui regroupe la majorité des activités féminines), autant que les diverses crises climatiques, politiques et sanitaires sont sources de multiples contraintes et discriminations.

Nous sommes dans des sociétés où le développement des femmes, bien que ces dernières constituent plus de la moitié de la population, crée une sorte de panique, sinon de gêne morale dans la société. Il leur est demandé de se développer, de grandir par la formation, sans pour autant changer et surtout ne pas déranger leur positionnement en société. Malgré leurs diplômes et formations, quels qu'en soient les niveaux, il leur est toujours exigé de prouver leur capacité en faisant plus d'efforts, de restreindre leurs ambitions au-dessous de leurs capacités et performances, de subir toutes sortes de préjugés sexistes dévalorisants et d'actes de violences sexuelles qui visent soit à punir leurs ambitions soit à casser leur progression, droit de cuissage toujours en vigueur dans les facultés sénégalaises de toutes disciplines, harcèlement sexuel, viol, refus du congé maternité aux jeunes femmes médecins en spécialisation, etc. La liste n'est pas close.

Le féminisme force à revisiter les liens entre rapports familiaux et rapports économiques. Qui entretient les familles et quel pouvoir en retire-t-on ? S'agit-il de l'entretien

domestique, de l'entretien économique ? Comment jauger les tâches domestiques des femmes ? *Ligeey*, dit-on en wolof ; c'est du « travail gratuit des femmes », renforcent les féministes. Le Code de la famille a fini par le reconnaître dans cette qualification et le compte dans la contribution des femmes au ménage. Comment gère-t-on les ressources naturelles dans les familles rurales : qui est responsable de l'allocation des terres ? Qui a accès à la terre ? Les tâches sont réparties dans les économies de la pêche, selon une répartition sexuelle du travail. Qu'en est-il aujourd'hui ? L'approche habituelle de la femme lebu en fait une femme forte. En quels termes ? Comment devons-nous repenser ce rôle. En quoi devoir être « une femme forte » vulnérabilise les femmes ?

L'accès au politique qu'appuient les processus de démocratisation en Afrique témoigne d'une réelle complexité en raison des liens entre culture, religion et politique, de la montée violente de formes multiples de fondamentalismes dont se nourrissent toutes les instances d'autorité et de pouvoir, etc.

« Nous avons besoin de réfléchir sur les nouvelles manières de considérer la sexualité et la fécondité, afin que nous puissions contrôler et disposer de nos corps. »

Il faut alors revisiter la notion même de sexualité. Pouvons-nous réclamer le droit de disposer de notre corps et de notre sexualité ? Il a fallu du temps pour dénoncer le harcèlement sexuel, le viol, l'inceste, et autres violences sexuelles subies dans et hors des familles ? Il en a fallu autant pour remettre en cause la virginité comme condition sexuelle de la nuptialité. Les premiers mouvements #MeToo ont été dénoncés comme copies de mouvements américains. Ils ont eu à se frayer un chemin dans une hostilité généralisée. A-t-on le courage de mettre en doute l'hétérosexualité ? De porter un autre regard sur l'homosexualité ? Que dire de l'a-sexualité ? On a tout entendu sur l'orientation sexuelle, en termes de scandale, de pratiques contre nature ; devant le quasi-silence, sinon l'hostilité, de l'académie ou tout simplement de la science, la presse se déchaîne.

Nous avons tellement à faire à cause des débats incroyables sur la fécondité et l'exigence de maternité (valeur morale et religieuse sublimée de la femme). La maternité, par-delà le besoin d'enfant, est une obligation, à la fois sociale et religieuse. On attend des femmes qu'elles en assurent la fonction jugée « naturelle » et divine. Le non-désir d'enfant est vécu comme un sacrilège et un égoïsme féminin. Seules les femmes sont poursuivies en cas de néonaticide. N'oublions pas que la recherche en paternité est interdite par l'islam. La loi interdit dans la déclaration de naissance d'un enfant la référence au père incestueux. La femme stérile est incriminée pour ne pas avoir contribué à la « fabrication » de cette descendance (nombreuse) qui permet à l'homme d'assurer sa masculinité et d'asseoir son pouvoir social. Ce prestige, d'abord masculin, passe par le corps des femmes, dont la sexualité et la fécondité sont contrôlées par des règles sociales définies dans chaque groupe : virginité, circoncision, surveillance, dot, mariage, soumission au désir du conjoint, capacité de fécondité, gestion de la fertilité, durée et rituels contraignants du veuvage (coupe des cheveux, habillement spécifique, interdiction de se regarder dans le miroir, réclusion et absence de relations sexuelles), lévirat/sororat, etc.

Ce devoir de reproduction (devoir conjugal) peut renforcer la subordination des femmes, conditionnées socialement, idéologiquement, religieusement à assurer la reproduction physique du groupe, au prix de leur santé. Ce défaut de reproduction, qu'il s'agisse d'infécondité ou de stérilité, est d'abord imputé aux femmes. Ce sont elles qui s'inquiètent de la stérilité ou de la non-survenue de la grossesse socialement requise. Elles sont critiquées soit directement, soit par des allusions ou des conduites relationnelles spécifiques : angoisse, nervosité, mauvaise humeur, etc. Elles endossent la responsabilité de l'échec et, après le recours à diverses thérapeutiques, laissent un membre de l'entourage ou le médecin aborder le problème avec le mari, alors que lui-même est impliqué dans cette infertilité. Les médecins le diront mieux que moi.

L'accès contrôlé à la contraception, ce qui est en parfaite contradiction avec la loi sénégalaise et le protocole de Maputo et

autres conventions signées par le Sénégal, ainsi que la criminalisation du droit à l'avortement, rendent souvent problématique la santé des femmes. Que fait-on des femmes qui subissent des descentes d'organes et fistules à cause des grossesses répétées ? Quel est le sort des enfants qui perdent leur mère morte de fatigue d'enfanter. Cette santé qui n'est pas seulement maternelle. On devrait plus s'interroger sur ce qui arrive à la femme, hors de cette période de fécondité. Quel est le vrai statut de la ménopause ? Quel est le chemin pavé de lourdes conditions et d'embûches qui mène au statut de Grande Royale ?

Il a fallu requalifier les actes de violences physiques, morales, symboliques et sexuelles, autant qu'obstétrico-gynécologiques, etc. Se souvient-on encore du cas Doki Niassé, qui a fait marcher des centaines de femmes dans les rues de Kaolack et Dakar ? À cette occasion, les femmes et leurs mouvements (féministes ou non) ont été accusés de remettre en question le droit du mari à battre sa femme, que l'on disait autorisé par la tradition et l'islam. N'est-il pas temps de penser les femmes en termes de droits sur la base d'un contrat social qui ne dépende pas de textes religieux, mais d'un contrat négocié, arraché sur la base de principes contemporains de justice et de liberté ? Le code de la famille se débat encore dans ses principes religieux. On a échappé, au début des années 2000, à un retour légal de la Sharia proposé par le CIRCOFS, délaissant le code actuel aux non-musulmans.

En conclusion

Les femmes sont prises au piège entre les préjugés ordinaires des communautés à leur égard, les argumentaires religieux de soumission, les décisions et attitudes paradoxales du politique, légitimés au nom de la culture et de la religion. Elles doivent faire face à leurs défis. Des droits à plus d'égalité et de justice sociale acquis de haute lutte au niveau local, national et international par le mouvement des femmes sont comme des espèces en danger, car subvertis par la remontée des fondamentalismes d'ordres divers. Aucune révolution culturelle, aucun retour aux sources ou à l'authenticité ethnique, religieuse ou nationale, revendiqués par les groupes qui s'en réclament, ne sauraient

légitimer la persistance, imprégnée d'idéalisation, de valeurs dites traditionnelles ou ancestrales, porteuses de graves discriminations et d'inégalités. C'est un immense défi pour les femmes qui ont entériné culturellement et religieusement le discours patriarcal ou celui de la domination masculine, de les remettre en question. C'est une tâche immense pour les féministes de les en sortir pour transformer notre monde d'inégalités et de transformer le regard et le discours masculin qui dominent la scène politique, pour comprendre et porter les mutations nécessaires en cours au Sénégal, en Afrique et dans le monde.

Fatou Sow Fatou Sow est une sociologue sénégalaise féministe et chercheuse sur les questions de genre notamment en Afrique. Elle a été enseignante à l'université Cheikh-Anta-Diop de Dakar, chargée de recherches au CNRS et coordinatrice du réseau Femmes sous lois musulmanes pour l'Afrique de l'Ouest. Elle a notamment publié (avec A. Imam et A. Mama), *Sexe, genre et société : engendrer les sciences sociales africaines*, Dakar/Paris, Codesria/Karthala, 2002 ; (avec Codou Bop) , *Notre corps, notre santé : la santé et la sexualité des femmes en Afrique subsaharienne*, Paris, L'Harmattan, 2004 ; « Les femmes, l'État et le sacré », dans M. Gomez-Perez (dir.), *L'islam politique au Sud du Sahara. Identités, discours et enjeux*, Paris, Karthala, 2005.

Source : *Le Journal des alternatives*, 28 janvier 2023. Intervention à l'occasion du lancement du Réseau des féministes du Sénégal au Musée de la femme Henriette-Bathily à Dakar.



Nous devons être riches de toutes les langues du monde

Entretien avec Patrick Chamoiseau

Dans Une enfance créole, vous racontez avoir été frappé de mutisme en découvrant qu'une autre langue que la vôtre, le créole, s'imposait à l'école. En quoi cette expérience première, cette confrontation au parler dominant qu'était le français vous a-t-elle façonné ?

C'était une époque où l'absolu des langues nous avait été imposé par les colonisateurs. Pour justifier leur exploitation du Nouveau Monde, des humains et du vivant, ils avaient développé un Grand Récit justificateur dans lequel les idées de « civilisation », de « progrès », de « développement », d'« universel », d'« identité »... tenaient des places éminentes. Pour justifier leur mépris pour les autres langues, ils avaient sacralisé les leurs. Elles étaient devenues les seuls moyens d'accès à la civilisation, à la culture, à l'universel ou même à l'humanité vraie.

Les colonisés avaient développé un contre-discours en sacralisant à leur tour leurs propres langues pour mieux les opposer à celle des dominants. Ce faisant, ils avaient hélas cautionné l'idée que l'on pouvait hiérarchiser les langues entre elles. Nos maîtres d'école (très souvent aliénés par cette hiérarchisation) considéraient qu'il fallait sauver les négrillons que nous étions de la langue créole, de notre langue maternelle, pour nous permettre d'accéder à la « civilisation », sans doute à l'« humanité », par la langue du maître français.

En ce temps-là, les langues maternelles fonctionnaient encore dans des imprégnations puissantes. Le créole habitait mon esprit, structurait mon imaginaire, et constituait la base de ma rencontre avec les données du réel. Me l'interdire brusquement revenait à me lobotomiser. Je n'avais plus accès à l'expression spontanée, j'étais « sous traduction », comme aurait pu le dire le sociologue

marocain Abdelkébir Khatibi. Il me fallait traduire mon existence tout entière vers le français, et cela sous la menace et la crainte que cette dernière engendre.

« Toute langue possède une grande part d'intraduisible, d'intransmissible, d'inexprimable. »

De plus, toute langue possède une grande part d'intraduisible, d'intransmissible, d'inexprimable. Cette part est encore plus prégnante pour une langue dominée comme l'était et l'est encore le créole en Martinique. Dès lors, s'exprimer dans la langue dominante revenait pour moi à ne transmettre que la partie transmissible de ma langue matricielle, tout le reste partait aux oubliettes. On y perd un peu de son âme, de la créativité, de l'audace, et surtout l'enthousiasme qui rend une expression puissante quand elle porte ensemble du dicible, de l'indicible et de l'inexprimable.

Ce qui m'a sauvé, c'est qu'avant d'arriver à l'école, je fréquentais déjà les livres. La lecture avait développé, dans une part de mon esprit, une compétence française qui n'était pas orale, mais écrite. J'étais passé de la lecture à l'écriture, sans passer par l'oral. J'écrivais le français mieux que je ne le parlais. J'étais devenu une sorte de schizophone, comme l'aurait dit notre grand poète haïtien Frankétienne. Ce drame linguistique a été le lot de tous les colonisés du monde, mais il a été aussi le ferment irremplaçable de leurs littératures...

Comment peut-on réussir à faire émerger une parole vraie, inventive, libre dans ce contexte ? Comment parvient-on à trouver sa voie, sa voix, dans ce « cheminement sans chemin » qu'est l'écriture ?

Ce que j'ai appris de cette douloureuse expérience, c'est ceci : nous n'avons pas à hiérarchiser les langues entre elles, bien au contraire. Nous devons être riches, concrètement ou poétiquement, de toutes les langues du monde. Aucune langue ne peut s'épanouir seule, il lui faut le concert des autres langues qu'elle invoque, qu'elle accueille et respecte. Enfin, il nous faut abandonner l'imaginaire monolingue des colonialistes, pour tendre vers un *imaginaire multi-trans-linguistique*, qui n'a rien à voir avec une faculté polyglotte, mais qui tend vers *le désir-imaginant de toutes les langues du monde*, qu'on les connaisse ou non. Avec un tel imaginaire aucune langue ne saurait être en mesure d'en dominer d'autres, et aucune langue ne serait menacée quelque part sans un élan protecteur planétaire.

Cela pose bien des exigences en termes d'éducation et d'action culturelle. En ce qui concerne l'écriture, l'imaginaire multi-trans-linguistique appelle à la maîtrise d'un langage. *Le langage est une prise de possession de toute langue : une autorité.* Il n'est pas dans la défense ou dans l'illustration d'une langue quelconque, mais dans un processus d'élargissement de chaque mot, de chaque phrase, de chaque sens, de chaque image, pour qu'elles puissent appeler, signaler, invoquer, le possible des autres langues du monde.

Le langage brise l'orgueil des langues, leur sacralisation académicienne, pour les ouvrir à leurs insuffisances, à leurs indicibles, au trouble de leur propre déroute, et les forcer à désirer ainsi la présence d'autres langues autour d'elles. L'écrivain irlandais James Joyce disait souvent : « Je suis allé jusqu'au bout de l'anglais ! » Le poète et romancier martiniquais Édouard Glissant affirmait : « J'écris en présence de toutes les langues du monde. » Quant à l'écrivain Rabelais, père du langage en France, il disposait déjà au 16^e siècle d'une préfiguration de cet imaginaire. Il nourrissait sa foudre langagière et joyeuse de toutes les langues, tous les idiomes, jargons, idiolectes, baragouins, chants et parlures, populaires ou techniques, autorisés ou non, qui se trouvaient à sa portée. Il a ouvert une porte qui nous est encore ouverte...

On sait la puissance poétique du conteur dans l'imaginaire et la littérature créole. En

tant qu'écrivain, comment peut-on réconcilier l'oral et l'écrit ?

La tâche est impossible, car ce sont deux univers différents. En revanche, l'artiste de l'oral et *l'artiste de l'écrit* partagent quelque chose. Ils vivent tous les deux en *état poétique*. L'état poétique complète notre état prosaïque avec lequel nous assurons la sécurité, le boire, le manger, la reproduction... Cependant, en état poétique, nous vivons en présence de l'amour, de la folie, de l'amitié, de la danse, du chant, et pour tout dire : de la Beauté... toutes ces choses bien inutiles qui sont en fait la finalité signifiante du prosaïque. Chacun devrait développer en soi la dimension poétique de l'existence.

« Chacun devrait développer en soi la dimension poétique de l'existence. »

Mais, en ce qui concerne nos deux artistes, ils poussent (comme le font tous les artistes) l'état poétique à une très haute intensité dans leur existence, ce qui fait qu'ils deviennent des *créateurs*. L'état poétique du « créatif » est bien moins puissant que celui du « créateur », c'est ce qui fonde leur différence de courage et de puissance. Tout artiste, tout créateur, développe une « boîte à outils » qui est son esthétique, son rapport questionnant à la Beauté. On peut, dès lors, puiser dans l'esthétique du conteur ou dans celle de l'écrivain, pour amplifier les espaces d'une esthétique qui les rassemble.

Le langage littéraire contemporain relève de ces deux esthétiques. Le langage est le lieu où tout ce qui concerne la langue (ce qui est *avant-la-langue*, ce qui est *après-la-langue*, ce qui est *au-delà-de-la-langue*, l'indicible, l'intransmissible) converge et se rencontre. Il est donc la base du surgissement de toute expression neuve.

« Il existe autour de nous des langues de végétaux, d'insectes, d'animaux qu'il nous faut réintégrer dans nos poétiques. »

Je pense que nous avons déjà gagné la bataille de la réconciliation de l'oral et de l'écrit. Le nouvel horizon est d'accepter qu'il existe autour de nous, dans le vivant, des langues de végétaux, d'insectes, d'animaux, de multiples alphabets improbables que nous avons ignorés et qu'il nous faut maintenant réintégrer dans nos poétiques. Cela participe

du changement existentiel que nous avons à opérer en face des défis du monde contemporain. Cela relève en fait d'un nouvel imaginaire – post-occidental, post-capitaliste, post-humanisme vertical – qui est celui de la Relation. Le principe de cet imaginaire, c'est la *mise-en-relation de tout ce qui dans nos existences est séparé*.

La nuit était le lieu du conteur créole, le moment où se déployait son Verbe lorsque l'étreinte du pouvoir esclavagiste se faisait moins forte. Quel rapport entretenez-vous à la nuit ?

Le prosaïque a peur de la nuit. Le poétique y voit mille possibilités, une source et des ressources. Le conteur créole primordial vivait dans l'univers vertical du discours esclavagiste et colonial. Tous les possibles autorisés ne convergeaient que vers la plénitude des maîtres... Seulement, la nuit desserrait cet étai. Elle permettait au conteur de dégager, en lui-même et tout autour de lui, des « lignes de fuite », comme aurait dit le philosophe français Gilles Deleuze, des possibilités et des devenirs.

« La nuit inaugurerait de nouvelles créations. » À l'aube de tout geste créateur, il faut une catastrophe symbolique, une déroute de ce qui régente notre esprit et qui s'impose à nous, et qui remplit d'avance la page sur laquelle nous avons à écrire. Il faut donc vider la page, et faire un saut dans l'inconnu qui s'ouvre alors dans une jouvence.

Nous avons perdu nos liens avec la nuit, qu'elle soit littérale ou symbolique, il nous faut les retrouver. Mais, d'une certaine manière, nous devons lutter aussi pour réinjecter dans le jour occidental, le jour capitaliste, les lumières (à conserver tremblantes) d'une autre possibilité.

Vous avez dit souvent la place de choix qu'ont occupée Frankétienne et Édouard Glissant dans votre parcours d'écrivain. Comment la question de la langue et de la littérature se pose-t-elle aux écrivains antillais aujourd'hui ?

Nous avons réglé cette paralysie qui habitait en nous du fait de la confrontation stérilisante de nos deux langues, le créole et le français. Le poète à venir devra incarner la poétique du désir-imaginant de toutes les

langues du monde. Une telle poétique ne peut s'initier que dans la parole inaugurale d'un grand poète, car c'est toujours la poésie qui inaugure les nouvelles voies de nos littératures. Frankétienne et Glissant nous ont ouvert des voies. Elles sont restées ouvertes. Il nous faut maintenant être attentifs aux horizons pour savoir ce qui va en sortir. Parce que, aujourd'hui, les fraternités littéraires ne sont pas données par les marqueurs identitaires anciens (mon territoire, ma langue, ma peau), mais par les structures d'imaginaire, c'est-à-dire par notre rapport profond à la diversité préservée du monde, ce que nous avons appelé : *la Diversalité*. Dès lors, nos défis communs, nos fraternités, nos devenirs-partagés, peuvent surgir de n'importe où sur la planète.

Vous êtes revenu au roman avec Le Vent du nord dans les fougères glacées, après vous en être éloigné pendant des années. Pourquoi être revenu à cette forme de fiction après tout ce temps ?

Je suis revenu avec ce que j'appelle un *organisme narratif*. Le langage nous avait permis d'être alliés de toutes les langues du monde. La notion d'organisme narratif devrait nous aider à sortir des partitions littéraires entre roman, essai, théâtre, poésie, fiction, non-fiction... Mais elle nous permettra surtout d'échapper au « récit ».

Le récit est à la base de l'imaginaire de *sapiens*. Cela lui servait à produire de petites « réalités » habitables en face de l'impensable terrifiant du réel. Les récits nous rassurent, nous apaisent, ils nous simplifient les invivables complexités. Nous adorons les *happy ends*. Les récits ont même donné le *Grand Récit totalitaire* qui continue à nous menacer aujourd'hui. Les religions, le colonialisme, le capitalisme, les intégrismes, les fascismes de retour sont de Grands Récits qui nous coupent de la diversité des narrations, donc de la diversité des devenirs au monde. Nous ne voulons plus de *Grand Récit* ! Donnez-nous juste la rencontre ouverte, joyeuse, célébrante, de toutes les narrations du monde ! C'est la condition incontournable de cet autre monde que nous devons imaginer.

Source : Entretien avec Agès Bardou,
Courrier de l'Unesco, 20 juin 2024.

BRICS et Afrique : nouveau partenariat « win-win » ou « colonialisme new look » ?

Laurent Delcourt

Pour de larges segments du monde politique et de la société civile en Afrique, les BRICS+ constituent une alternative salutaire à la domination occidentale, en proposant de nouveaux partenariats plus équitables, plus respectueux des souverainetés nationales et davantage centrés sur les priorités de développement national.

Reste qu'entre l'Afrique et ce club hétérogène de puissances émergentes, la relation demeure très inégale, tendant même à reproduire l'ancienne dichotomie Nord-Sud.

L'essor de l'Afrique ne reposera pas sur les BRICS. Il dépendra de sa capacité à s'engager dans un projet de développement.

Explication.

« Tout moyen de limiter l'influence de l'OTAN et de l'oligarchie occidentale est bénéfique pour le reste de la population mondiale. Aujourd'hui, nous sommes dirigés par une minorité qui souhaite imposer ses lois au reste du monde. Avec les BRICS, une première manifestation d'opposition à cette domination se manifeste », Kémi Seba, blogueur et activiste panafricaniste.

Dans un contexte d'aggravation des tensions géopolitiques, de recomposition des alliances internationales et de croissante perte d'influence des pays occidentaux sur leurs traditionnelles arrière-cours et plus généralement sur la marche du monde, les BRICS+ - coalition formée par le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud, rejoints, depuis le 1^{er} janvier 2024, par l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, l'Iran, l'Égypte et l'Éthiopie - exercent aujourd'hui un indéniable pouvoir d'attraction sur les pays du Sud. Ces derniers sont de plus en plus nombreux à vouloir intégrer ce club hétérogène de puissances émergentes ou, à tout le moins, à s'en rapprocher. Les BRICS soulèvent aussi l'enthousiasme d'une bonne partie du monde politique et de larges secteurs de la société civile au Sud. En particulier en Afrique, où la montée en puissance de cette coalition qui conteste l'hégémonie occidentale et entend œuvrer à la construction d'un monde multipolaire est largement célébrée : pour beaucoup en effet, les BRICS constituent une réelle opportunité pour le continent de se débarrasser des vieux restes de dépendance néocoloniale, empreinte de domination, d'assistanat et de paternalisme, de nouer des rapports de coopération plus équitables et d'amorcer un développement réellement souverain, plus en phase avec les priorités du continent.



Agnès Adélaïde Metougou, activiste camerounaise anti-dette explique :

Avant la montée en puissance de ces émergents, le monde était extrêmement asymétrique. Les pays d'Europe de l'Ouest, les États-Unis et le Japon, représentaient à peine 20 % de la population, mais contrôlaient les trois quarts de la richesse du monde. Les BRICS sont venus relativiser cette hégémonie en créant de nouveaux pôles [...] qui assure[nt] une représentation plus équilibrée de tous les segments de l'humanité. [Leur] cosmopolitisme [...] permet de sortir du monde unipolaire dans lequel une seule civilisation imposait son refrain culturel et idéologique sans la moindre possibilité de négocier ou de choisir. Aujourd'hui les BRICS contestent précisément [cette] hégémonie [...]. Et peuvent proposer un contre-modèle aux structures économiques et politiques libérales dominantes promues par les puissances occidentales. Sur le plan économique, cette situation autorise une diversification des partenariats et un élargissement des marchés, etc. Mais sur le plan politique, les Africains peuvent se saisir de cette opportunité pour rejeter, au moins en partie, les diktats imposés par les Occidentaux¹.

1. CETRI, « Les BRICS et l'Afrique : Une opportunité pour rejeter les diktats imposés par les Occidentaux », entretien

Il s'agit là d'un formidable atout pour tous ceux qui recherchent les voies d'un véritable développement du continent africain, abonde dans le même sens l'homme politique et diplomate ivoirien, Ahoua Don Mello, [...] nous avons là des partenaires très importants puisqu'ils rassemblent [...] près de la moitié de la population mondiale. Ils peuvent nous appuyer sur des projets de développement alternatifs qui nous sortent de la soumission et des pillages orchestrés sur le continent par le néocolonialisme et les multinationales occidentales [...]. L'ambition est de sortir des terribles rapports de dépendance qui empêchent un développement souverain des Africains².

Des perspectives alléchantes

Ayant axé leur dernier sommet sur le renforcement de leur coopération avec l'Afrique « dans le cadre d'un partenariat [avec le continent] pour une croissance mutuellement accélérée, un développement durable et un multilatéralisme inclusif », les BRICS ne manquent en effet pas d'arguments pour convaincre. Ils mettent à disposition de l'Afrique d'énormes ressources, sous forme de prêts, d'investissements, d'aides et d'offres de services. En outre, leur rhétorique, axée sur le respect de la souveraineté des États, la dénonciation des doubles standards et leur commune volonté de mettre fin à l'hégémonie occidentale et à la domination du dollar séduit, bien au-delà des cercles gouvernementaux, des populations échaudées par des décennies d'ingérence, d'ajustements économiques et d'endettement aux conséquences sociales désastreuses.

Le discours séduit d'autant plus que les BRICS sont immunisés contre le ressentiment qui alimente en Afrique le rejet des anciennes métropoles. Les BRICS - c'est là un point essentiel - ne traînent pas de lourd passé colonial. Anciennes colonies ou protectorats eux-mêmes - du moins pour la plupart d'entre eux -, ils ont au contraire largement soutenu (financièrement, militairement ou diplomatiquement) les luttes

avec Agnès Adélaïde Metougou, par Laurent Delcourt, 6 juin 2024, www.cetri.be.

2. « Portrait : Ahoua Don Mello, le visage de l'autre Afrique », *L'Humanité*, 20 mars 2024.

africaines d'indépendance et contre l'apartheid, ce qui leur confère un énorme capital symbolique de sympathie sur le continent. En tant qu'ex-pays en développement, qui partagent donc avec l'Afrique une histoire commune d'assujettissement (vis-à-vis des anciennes métropoles, puis vis-à-vis des institutions financières internationales), ou en tant qu'alliés historiques (telle la Russie), leur trajectoire, leur réussite et leur modèle inspirent autant qu'ils fascinent. Ils contribuent aussi à les «dédouaner» de toute intention malsaine, ce qui fait notamment dire à Ahoua Don Mello que la Russie «ne cherche ni les matières premières de l'Afrique, ni à la dominer³».

Une relation inégale

Reste que la densification des relations observées ces dernières années entre les BRICS et l'Afrique donne à voir une tout autre réalité. Si le rapprochement entre les deux blocs contribue à réintégrer le continent dans les circuits commerciaux internationaux, amplifie la marge de manœuvre des États africains et offre de nouvelles possibilités de financements et d'investissements, force est également de constater que ces relations s'inscrivent dans un rapport tout aussi inégal. En témoigne la structure de leurs échanges, l'Afrique exportant quasi exclusivement vers les BRICS des biens primaires, tandis qu'elle importe de ces pays pour l'essentiel des produits transformés, et accuse par ailleurs vis-à-vis d'eux un déficit commercial de plus en plus grand. Ceci, sans parler des nouvelles dettes qu'elle contracte auprès de ces puissances.

En dépit des bonnes dispositions apparentes des BRICS à l'égard de l'Afrique, cette «coopération» tend ainsi à reproduire la traditionnelle dichotomie Nord-Sud, entre centres et périphéries. Cela risque à terme de consolider la position subalterne du continent dans la division internationale du travail et partant, d'interdire tout processus d'industrialisation autocentré ou souverain que les Africain·es appellent de leurs vœux.

3. «Côte d'Ivoire. Pour Ahoua Don Mello, vice-président des BRICS : la Russie ne recherche ni les matières premières de l'Afrique, ni à la dominer», *Koaci*, 21 mai 2024.

Il ne faut pas s'y tromper. Dans le contexte global d'accumulation capitaliste, ce qui motive la présence des BRICS+ en Afrique et guide l'évolution de leurs rapports avec le continent, c'est bien la conquête de nouveaux marchés et, plus encore, l'accès aux matières premières indispensables à leur propre développement. Derrière leur rhétorique de solidarité Sud-Sud, leur modus operandi n'est guère différent de celui des anciennes puissances coloniales. Malgré leur sacro-saint principe du respect des souverainetés nationales, leur présence en Afrique indique une logique d'exploitation assez similaire. Alors qu'ils se présentent dans les forums internationaux comme un bloc cohérent, en lutte contre un Occident dominateur, chacun de leurs membres y déploie, en effet, à son niveau, des stratégies visant à faire main basse sur les ressources locales, à favoriser l'expansion de leurs géants économiques nationaux, à s'assurer de nouveaux débouchés pour leurs propres exportations, à doper leur propre croissance ou enfin à gagner en influence diplomatique⁴.

Des logiques de domination et d'exploitation similaires

Sur le terrain, les projets financés par les BRICS, dans les domaines de l'agro-industrie, de l'industrie minière et énergétique ou des infrastructures, ont des impacts tout aussi destructeurs sur le plan social ou environnemental : accaparement des ressources, spoliation des communautés locales, expansion et renforcement du modèle extractiviste, courses au moins-disant social, destructions des milieux naturels, multiplication des conflits socioenvironnementaux, extraction de la plus-value et même militarisation de régions entières, à l'instar de la région frontalière entre le Soudan et la République centrafricaine, sous la coupe des mercenaires du groupe Wagner, rebaptisé récemment Africa Corps. N'en déplaise à Ahoua Don Mello, les actions qu'ils y mènent pour le compte de la Russie ne sont pas spécialement

4. Laurent Delcourt (coord.), *BRICS+ Une alternative pour le Sud global ?*, *Alternatives Sud*, Paris/Louvain-la-Neuve, Syllepse/CETRI, 2024.

philanthropiques⁵. Dans cette logique d'accumulation par dépossession, les nouveaux membres des BRICS, depuis janvier 2024, ne sont pas en reste. Ainsi, un récent rapport de SwissAid⁶ révèle qu'entre 2012 et 2022, 2596 tonnes d'or en provenance des mines artisanales africaines ont été exportées illégalement vers les Émirats arabes unis (soit près de 50 % de tout l'or non déclaré produit en Afrique) pour y être raffinées, ce qui correspond à un manque à gagner de plusieurs milliards de dollars pour le continent. Très active dans le marché du carbone, la monarchie, via son entreprise Blue Carbon, est également devenue l'un des principaux accapareurs de terres forestières en Afrique. Au Liberia notamment, la société a fait main basse sur près de 10 % du territoire national, privant nombre de communautés des ressources nécessaires à leur survie, une forme de colonialisme vert largement dénoncée par des activistes locaux⁷.

Rappelons en outre que s'ils prétendent réformer l'architecture économique internationale, les BRICS+, Chine et Brésil en tête, sont d'ardents défenseurs du libre-échange et de la mondialisation face aux tentations protectionnistes. Ils comptent aussi parmi les principaux utilisateurs des paradis fiscaux, lesquels constituent l'un des instruments les plus efficaces de captation de la richesse en provenance du Sud. Près de 7,8 trillions de dollars, soit 8 % de la richesse produite mondialement et 40 % des profits des

5. Le groupe Wagner ne mène pas seulement des opérations d'influence, des campagnes de désinformation ou des actions sécuritaires en Afrique. Avec l'appui de plusieurs gouvernements, il a également pris le contrôle de plusieurs mines de diamant, de cuivre et d'or, lui permettant, entre autres, de financer ses opérations militaires en Ukraine. Entre le déclenchement de l'invasion russe en décembre 2023, l'exploitation des seules mines d'or (au Mali, au Soudan et en République centrafricaine) lui aurait ainsi rapporté quelque 2,5 milliards de dollars selon un récent rapport, lequel met également en lumière les nombreux abus commis par les mercenaires et leurs supplétifs locaux sur les sites miniers ou dans leur périmètre. Voir : «The Blood Gold Report, How the Kremlin is Using Wagner to Launder Billions in African Gold», décembre 2023.

6. SwissAid, «On the Trail of African Gold. Quantifying Production and Trade to Combat Illicit Flows», mai 2024.

7. «The New Scramble for Africa: How a UAE Sheikh Quietly Made Carbon Deals for Forest Bigger than UK», *The Guardian*, 30 novembre 2023.

multinationales sont aujourd'hui dissimulés dans ces banques offshore⁸.

Un modèle économique «néolibéral avec des caractéristiques du Sud»

De fait, loin de l'image idéalisée qui en est donnée, les BRICS+ sont des rouages essentiels d'un système qui a marginalisé de nombreux pays pauvres, mais qui a aussi assuré – et assure toujours – leur propre essor économique. C'est ce qui explique que même s'ils contestent bruyamment la hiérarchie de l'ordre international, ils ne montrent pas d'empressement à le réformer en profondeur dans le sens d'une meilleure répartition des richesses et des bénéfices du développement au profit des pays les plus pauvres, africains en particulier. Les BRICS+ ne voient, en réalité, ces pays que comme de vastes réservoirs de matières premières et de main-d'œuvre bon marché ou comme des marchés captifs pour l'écoulement de leur production industrielle. Loin de remettre en cause les injustices structurelles héritées de la colonisation puis de la mondialisation, le modèle économique qu'ils promeuvent – qualifié notamment par un économiste indien de «néolibéral avec des caractéristiques du Sud» –, risque au contraire de les amplifier.

Certes, certain·es objecteront que les BRICS participent d'un redéploiement économique de l'Afrique en investissant prioritairement dans des projets d'infrastructure qui y font cruellement défaut. Et que les financements non conditionnés accordés par les BRICS+ aux gouvernements africains leur donnent davantage de latitude dans le choix des projets à financer. Or, l'on constate que la majorité des investissements réalisés par les BRICS, y compris dans les infrastructures (routes, chemins de fer, terminaux portuaires, etc.) sont étroitement connectés à leur entreprise d'extraction des ressources. Quant à l'absence de conditionnalités, que beaucoup voient comme un moyen d'échapper aux diktats occidentaux, elle est à double tranchant. Si elle donne une marge de manœuvre bien plus large aux gouvernements, elle permet aussi à ces derniers de se soustraire à leur

8. Laurent Delcourt (coord.), *BRICS+ Une alternative pour le Sud global ?*, op. cit.

obligation en matière de respect des droits humains, de protection de l'environnement ou de transparence dans la gestion des fonds publics. De même qu'elle permet aux investisseurs des BRICS+ de se soustraire de toute responsabilité en la matière. Au fond, le «schéma reste le même à peu de chose près, prévient l'écrivain et sociologue sénégalais, Souleymane Gassama, [...] le continent [africain] continue d'être perçu comme une opportunité, avec un mélange de prédation capitaliste brutale associé à un *soft power*, où il s'agit pour les nouveaux arrivants de jouer sur les affects et leur absence de passif colonial⁹».

En tout état de cause, la prospérité de l'Afrique ne dépendra pas des BRICS+. Elle dépendra de la capacité de ses gouvernements à formuler un projet de développement autonome et autocentré, répondant d'abord aux priorités, aspirations et besoins de sa population. Et non pas aux intérêts d'une petite élite. Et de son habilité à tirer parti de partenariats multiples, sans se laisser enfermer dans une logique «campiste», sous peine de voir les vieilles dominations impérialistes remplacées par d'autres. Elle dépendra enfin de la capacité des sociétés civiles africaines à se mobiliser, à faire pression sur les autorités et à faire entendre la voix des sans-voix.

Laurent Delcourt est sociologue et historien, chargé d'étude au CETR (Louvain-la-Neuve, Belgique). Il a coordonné plusieurs numéros d'*Alternatives Sud*.

Source : www.cetri.be et revue *Démocratie*, 8 octobre 2024.

9. «Il est essentiel de désaliéner l'Afrique d'elle-même et de ce qu'elle est censée être, mais plus encore l'Occident de lui-même», grand entretien avec El Hadj Souleymane Gassama (Elgas), *Revue internationale et stratégique*, n° 130, été 2023.



Le pacifisme et le campisme risque de submerger la gauche à jamais

Marco Noris

Je crois que l'invitation à la discussion proposée par *Refrattario* est incontournable et, dans une certaine mesure, dépasse le simple débat sur la fourniture d'armes à l'Ukraine. Toutefois, je vais essayer d'être aussi concis que possible (j'y parviens rarement) pour expliquer ma position sur la question spécifique des armes, que je crois en tout cas largement partagée par le groupe auquel j'appartiens – Sinistra per l'Ucraina (Gauche pour l'Ukraine) – et sur la nécessité d'une discussion et d'une confrontation plus larges.

J'essaierai de me concentrer brièvement sur des questions plus générales qui, en fin de compte, m'ont amené à défendre ma position.

La fracture au sein de la gauche

Je suis entièrement d'accord avec les critiques formulées dans l'article de *Refrattario*, mais je pense qu'il est plus important d'examiner la nature de la fracture au sein de la gauche, devenue évidente immédiatement après l'invasion à grande échelle de l'Ukraine. De mon point de vue, cette fracture est d'une gravité sans précédent, surtout en ce premier quart du 21^e siècle.

Tout d'abord, en deux ans et sept mois de guerre, les deux visions n'ont fait aucun pas dans le sens de la conciliation et du compromis, et il ne pouvait en être autrement. Le clivage à gauche ne relève pas d'une simple divergence de vues, de subtilités dans l'analyse, mais relève d'une profonde divergence de principe.

Le récit du présent est construit à partir de postulats: «guerre OTAN-Russie», «guerre par procuration», «coup d'État de Maïdan», «républiques populaires» dans le Donbass. Il ne s'agit pas d'une simple divergence sur ces notions, du rejet la «version autocentrée» du conflit (selon moi, si l'OTAN n'avait pas

existé, la Russie aurait quand même envahi l'Ukraine), mais de rendre leur dignité à des dizaines de millions de personnes qu'une bonne partie de la gauche considère comme de simples marionnettes manœuvrées ou, pire, comme inexistantes, en parlant des républiques fascistes-mafieuses du Donbass comme de républiques populaires.

La question ne peut être résolue en termes de confrontation de points de vue. Comme le montre l'expérience, toutes ces positions constituent des bases incontournables sur lesquelles se construisent des récits diamétralement opposés qui, dans le cas des positions campistes (qu'elles soient conscientes ou inconscientes), ont l'épaisseur de *Weltanschauungen* irréconciliables.

Parler de récits, de visions et de conceptions du monde différents, c'est souvent rompre définitivement les liens à gauche, et cela va bien au-delà du seul détonateur ukrainien et des prémices de cette explosion lors des printemps arabes, que beaucoup d'entre nous (moi compris) n'ont pas su saisir.

La spécificité du 21^e siècle

Ce contexte de fracture irrémédiable s'inscrit dans un siècle de régression sociale généralisée de l'Orient à l'Occident, du Nord au Sud. Un monde, quand il va bien, dominé par d'anciennes démocraties ou des États à l'autoritarisme croissant, dans lequel s'annoncent des changements globaux d'hégémonie, un monde, que je préfère définir comme oligopolaire plutôt que multipolaire, dirigé par une poignée de macrozones de type impérial avec quelques sous-puissances dans le rôle de vassaux de tel ou tel empire.

Tout cela se développe en l'absence totale de véritables alternatives idéologiques et dans un système néolibéral qui accroît les inégalités et la répression des classes

subalternes aussi bien en Occident que, par exemple, en Chine. Une gauche (même implicitement) campiste, qui se préoccupe de géopolitique tout en négligeant ou en ignorant totalement la réalité de la condition des classes dominées est une gauche inutile, non seulement dans ce contexte précis, mais il est probable qu'elle sera engloutie par l'histoire dans quelques décennies ou qu'elle se transformera en domestique d'une quelconque pseudo-droite sociale.

Cependant, le clivage ne concerne pas seulement les formes les plus traditionnelles de parti, la récente scission entre la gauche du Nord et du Sud de l'Europe ou le clivage irréconciliable entre la gauche de l'Europe de l'Est (nous ne parlons évidemment pas des partis communistes bienveillants envers le régime de Poutine) et la gauche occidentale traverse également d'autres mouvements qu'ils soient pacifistes ou féministes. Le clivage entre les mouvements féministes de l'Europe de l'Ouest et de l'Europe de l'Est est significatif. Pour toutes ces raisons, cette fracture spécifique à ce 21^e siècle peut avoir une portée historique et même définitive.

La question des armes destinées à frapper le sol russe et la question de la paix

Dans l'interview de Carola Rackete¹, il est clair que la décision prise au Parlement européen en faveur d'une aide militaire susceptible de frapper le territoire russe a suscité l'émoi et la réflexion, mais là encore, l'analyse doit partir d'une discussion plus large que la question spécifique de l'Ukraine.

L'ancien vice-ministre vietnamien de la défense, le général de corps d'armée Nguyen Chí Vinh a déclaré, dans les premières semaines de l'invasion russe de l'Ukraine, sur les conséquences d'une victoire : «[Cela signifiera] la mort de la justice internationale». Dans un entretien récent, Zelensky, un personnage pour lequel je n'ai aucune sympathie, a porté un jugement similaire, quoique de façon plus abrupte, à propos de la proposition de geler la situation dans des rapports de force dégradés [statu quo]. Le président

ukrainien explique que pour des pourparlers de paix (entretien avec le *New Yorker*) :

Quiconque évoque cette perspective - que la fin de la guerre dépend de la consolidation du statu quo, l'Ukraine cédant simplement son territoire - devrait être tenu pour responsable du déclenchement potentiel d'une guerre mondiale. Pour une telle personne, cela signifierait que ce type de comportement est acceptable [...]. Cette approche transmettrait au monde la règle implicite suivante : «Je suis venu, j'ai conquis, maintenant ceci est à moi.» Elle s'appliquerait partout : aux revendications territoriales, aux droits d'exploitation minière et aux frontières entre les nations. Elle impliquerait que celui qui affirme son contrôle sur la terre - non pas le propriétaire légitime, mais celui qui est arrivé il y a un mois ou une semaine, mitraille à la main - est celui qui commande. Nous nous retrouverons dans un monde où la force aura raison. Et ce sera un monde complètement différent, un règlement de compte global.

Les craintes de Zelensky sont les mêmes que celles des Vietnamiens : en simplifiant, la mort du droit international au profit de la loi du plus fort. En pratique, cela s'est déjà produit et Israël ne manque pas de le démontrer chaque jour. Mais le tournant historique que cela implique signifie qu'une poignée de grandes puissances, un monde oligopolaire, décida à sa guise du sort de territoires et de peuples entiers, écrasés par ces grandes puissances. La défaite ukrainienne avec la cession de territoires et un éventuel gouvernement fantoche pour la partie restante, dite «libre», donnerait le feu vert à grande échelle à ce scénario catastrophe.

Pour donner plus de pertinence à ce jugement, il suffit de rappeler que le Vietnam, le pays qui paie encore pour les crimes américains perpétrés avec l'«agent orange», provoquant encore des maladies mortelles et d'horribles malformations congénitales, a renoué des relations avec la superpuissance américaine pour lui demander un soutien militaire en termes de fourniture d'armements, précisément pour faire face à l'expansionnisme chinois à venir.

Dans un tel monde, par exemple, l'Azerbaïdjan chiite conquiert le Haut-Karabakh

1. <https://entreleslignesentrelesmots.wordpress.com/2024/10/12/etre-de-gauche-cest-etre-du-cote-des-opprimes-une-interview-de-carola-rackete/>.



en anéantissant systématiquement la culture arménienne dans la région grâce aux armes fournies à près de 70 % par cet Israël soutenu par l'Occident. Azerbaïdjan qui, dans le même temps, n'a pas soutenu les sanctions contre la Russie, qui entretient de bonnes relations avec la Chine et les pétromonarchies arabes meurtrières dépendantes de ses approvisionnements technologiques. Dans ce monde, au-delà des clivages idéologiques du 20^e siècle, quels choix la gauche doit-elle faire ?

On pourrait dire que la lutte contre l'expansion néoimpérialiste constitue l'une des bases fondatrices d'une nouvelle gauche, et on pourrait même affirmer qu'elle doit être menée, selon les mots de Malcolm X, par tous les moyens nécessaires et de quelque côté que vienne la menace, mais en réalité, la question doit être abordée à partir d'autres considérations.

Les guerres du 20^e siècle nous ont montré que, contrairement à celles des siècles précédents, l'extermination des civil-es n'est jamais un dommage collatéral mais une stratégie de guerre précise visant à saper le moral de l'ennemi, surtout dans une phase de lassitude comme celle qui frappe le peuple ukrainien. Avec une technologie qui permet de viser un bâtiment public, un hôpital ou une école avec une précision quasi millimétrique en appuyant sur un bouton depuis le confort d'un siège situé à des milliers de kilomètres, jusqu'où le soutien militaire doit être considéré comme défensif ?

Les massacres de civil-es que les Russes accomplissent systématiquement depuis leur territoire, - je le répète, ils ne sont pas les seuls à les commettre -, sont une pratique établie de la guerre. Mais si la défense des civil-es ukrainien·nes passe par l'attaque et la destruction de ces positions sur le territoire russe, pouvons-nous, nous qui avons soutenu la résistance ukrainienne jusqu'à aujourd'hui, vraiment refuser cette possibilité ?

Le vote du Parlement européen a été clair : les civil-es russes ne doivent pas être impliqués dans ces opérations, c'est le facteur discriminant fondamental. Cela réaffirmé, je ne pense pas que nous puissions avoir le moindre doute qu'aujourd'hui, avec le niveau technologique atteint, une guerre, même défensive, ne peut être limitée au territoire de l'État défenseur : le sol russe sacré

n'est pas plus sacré que le sol ukrainien qui a été violé pendant des années. Tant que les Ukrainien·nes ne décident pas de s'attaquer à la population civile russe, facteur discriminant, à mon avis, la possibilité d'une défense ukrainienne même sur le sol russe se justifie.

Je peux comprendre les craintes de celles et ceux qui redoutent le déclenchement de la Troisième Guerre mondiale, mais cela découle de l'idée qu'il s'agit d'une guerre entre l'OTAN et la Russie. Pour celles et ceux d'entre nous qui ont écarté cette hypothèse dès le départ, il est toutefois beaucoup plus probable qu'à long terme, le capitalisme occidental, s'il est contraint de choisir [«jeter du haut de la tour»] soit l'Ukraine soit la Russie, il choisira probablement d'abandonner l'Ukraine. La Russie est en effet trop importante pour l'approvisionnement en sources d'énergie, comme le prouve le contournement constant des sanctions par de nombreux États européens par le biais d'une triangulation avec des pays complaisants, principalement le Kirghizistan. En fin de compte, à mon avis, compte tenu du cynisme capitaliste, l'Occident ne risquera pas une guerre mondiale pour l'Ukraine.

Si le scénario - à savoir, cesser de fournir des armes à l'Ukraine et négocier - soutenu par une grande partie des pacifistes en Italie se réalisait, cela se traduirait par la capitulation du plus faible aux conditions dictées par le plus fort.

Conformément au discours tenu sur l'Ukraine et le Vietnam, ce type de solution est précisément plus risqué en termes de conflit global. Le simulacre d'un pacifisme qui veut la paix propose une solution qui pourrait, par un effet domino, mettre véritablement le monde à feu et à sang.

Il est communément admis que la démocratie se réalise par la participation et le conflit entre forces sociales à un niveau sinon de parité du moins de considération de la force de l'autre, que la démocratie est un compromis qui émerge de ce conflit, et qu'elle meurt lorsque le conflit social ne peut être mis en œuvre à cause de l'infériorité évidente de l'une ou l'autre partie.

C'est ce à quoi nous assistons également en Occident. Ce raisonnement s'applique-t-il également au discours de paix? Est-il possible aujourd'hui, dans un monde où les inégalités sont énormes - y compris en termes

de forces sur le terrain - et de remise en cause du droit international, de parvenir à une paix sans conflit? Une paix qui ne soit pas ce que De André appelait dans «La dominica delle Salme» une paix terrifiante?

Je doute fort, dans le contexte actuel, que l'on puisse, sans conflit, sauver des peuples entiers de l'oppression et faire en sorte que des régions entières, voire des États, ne disparaissent pas. Je doute fort que ce type de pacifisme, même mené par des personnes de bonne foi, ne finisse pas par rester abstrait ou, pire, devenir un moteur pour de futurs conflits. Parce que la question de la paix se heurte irrémédiablement au contexte global dans lequel cette aspiration, pourtant légitime, s'inscrit. L'économiste marxiste ukrainienne louliya lourchenko affirme de façon sèche et directe :

Le pacifisme, la distanciation morale et la non-résistance dans un contexte d'impérialisme capitaliste raciste, patriarcal et écocide, où la droite sous toutes ses formes se renforce, sont des expressions de positions et d'idéologies bourgeoises, une vision du monde impérialiste intériorisée qui n'est pas sans rappeler celle de Poutine : on peut être anti-impérialiste et antifasciste ou pacifiste, mais pas les deux à la fois.

La paix à tout prix n'est pas seulement une fausse paix : pour les Ukrainien·nes, cela signifie acter leur génocide dans les territoires occupés. Par l'assimilation, la Russie effacera leur identité collective, la diversité de leur «compréhension de nous».

Pour les citoyen·nes de la Fédération de Russie qui s'opposent à Poutine, cela signifie la persécution, la torture et même la mort. La paix demandée n'est que violence.

Que faire ?

Ce qui suit n'est pas directement lié à la question de la fourniture d'armes à l'Ukraine, mais reste tout aussi incontournable, et propose la construction de quelque chose qui n'existe pas aujourd'hui et qui, à mon avis, mérite réflexion et développement.

La phrase trop galvaudée de Gramsci «L'ancien monde se meurt. Le nouveau monde tarde à apparaître et dans ce clair-obscur surgissent les monstres» ne s'applique plus au 21^e siècle, nous pourrions la reformuler ainsi : «Le vieux monde se meurt.

Le nouveau n'apparaît pas à l'horizon. Et dans cette obscurité, les monstres naissent, grandissent et prospèrent». La gauche s'éteint comme une bougie usée et cette pensée, cette vision du monde, pourrait disparaître au cours de ce siècle: les risques sont très élevés.

Nous avons trop souvent écouté la litanie stérile de la gauche radotant des recettes qui n'ont pas porté leurs fruits. Une option possible aujourd'hui, dans ce monde d'hyper-technologies qui camouflent une réalité sociale et globale plus que jamais proche de la prémodernité, est que la gauche reparte de... zéro.

Il ne s'agit pas de jeter aux orties des siècles d'analyse et de développement intellectuel, il s'agit simplement de se souvenir de ses origines, de bien se souvenir de son positionnement par rapport au roi dans les États généraux de mai 1789, non seulement par rapport à ce roi mais par rapport à tous les rois et à tous les tyrans, et de se souvenir que d'une manière ou d'une autre la gauche reste, indépendamment de toute inspiration pacifiste et non-violente légitime et souhaitable, «tyrannicide».

Comment agir, alors, dans ce contexte ?

Quelques pistes

- Notre continent est divisé sur la question du soutien aux Ukrainien·nes, nos positions se rapprochent de celles des militant·es de la gauche du nord de l'Europe, il importe de construire le dialogue avec elles et avec eux.

- Nous avons surtout, je dirais, une gauche en Europe de l'Est qu'il faut soutenir et valoriser. Elle est souvent très jeune, elle n'a pas beaucoup de militant·es, mais elle a aussi un avantage sur nous: elle a connu les trahisons du socialisme réel et du capitalisme néolibéral, en pratique les trahisons des grandes idéologies et des grands récits du 20^e siècle. Malgré tout, elle a maintenu un horizon de gauche que beaucoup d'entre nous auraient probablement abandonné dans ce contexte. Je crois sincèrement que ces militant·es sont l'avenir vers lequel il faut se tourner et sur lequel il faut compter.

- Nous devons aborder la question anti-impérialiste en retrouvant des valeurs fondamentales: la dé-ethnisation des conflits, la reconstruction laïque d'une conscience commune pour les classes subalternes

tendant vers la (re)construction hégémonique d'une culture capable de transcender les frontières nationales et continentales.

- Lutter contre le réarmement international et, en même temps, soutenir tous les peuples qui sont obligés de se défendre contre la dérive néoimpérialiste mondiale.

- Au-delà de la solidarité avec les peuples, avoir des interlocuteurs et des interlocutrices précises: si demain, par exemple, l'Ukraine gagne sa guerre, être aux côtés des forces de gauche qui combattent le gouvernement néolibéral de Zelensky, sa dérive atlantiste et le piège de la dette dans lequel l'Ukraine va irrémédiablement tomber.

Ce ne sont là que quelques indications, mais c'est une histoire qui dépasse la question des armes, qui dépasse le thème demandé par la contribution mais que nous devons aborder: le temps de la dénonciation et des scissions est définitivement révolu, si nous ne trouvons pas le moyen d'unifier les ressources aujourd'hui dispersées et désabusées d'une nouvelle gauche toute à reconstruire, l'histoire sera vraiment finie comme le disait Fukuyama, mais seulement pour nous.



On en parlait déjà hier

Une économie au service des communautés

Steve Fischer

Ce texte a été publié en 1993 dans *Southern Exposure*, la revue de l'Institute for Southern Studies (Caroline du Nord), créé en 1970, comme « centre de recherche pour combattre l'injustice, renforcer la démocratie et créer une communauté pour le changement dans le Sud ». Publiée de 1973 à 2010, la revue a été remplacée par une revue en ligne, *Facing South*. Venu d'ailleurs et du passé, ce texte nous semble apporter quelque éclairage actuel.

Le développement dans le Sud des États-Unis peut être défini comme le processus par lequel les habitants de la région agissent pour que l'économie serve au mieux leurs besoins fondamentaux. Ceci comprend : le droit à un véritable emploi, non menaçant pour la santé et l'environnement ; le droit à la sécurité économique : sécurité de l'emploi et salaire décent permettant l'accès à un logement décent et à la sécurité sociale ; le droit de participer pleinement aux prises de décision affectant la vie quotidienne : contrôle démocratique sur le lieu de travail ; le droit à la sauvegarde des identités culturelles.

Cette définition a plusieurs implications importantes. D'abord, elle souligne que le développement est plus un processus qu'un niveau à atteindre pouvant se mesurer uniquement en dollars. Chaque projet devrait être évalué à la fois de façon quantitative et en fonction de critères qualitatifs. Ensuite, elle brise la dichotomie entre les organisations agissant pour le développement économique et celles qui agissent pour la défense des droits et des intérêts des groupes sociaux.

La plupart des groupements de citoyens sont en réalité engagés dans des activités de développement, qu'ils luttent contre les charbonnages ou pour la création d'emplois pour la construction de logements sociaux.

Traditionnellement, ces organisations : 1) Agissent pour améliorer les conditions matérielles des personnes à bas revenus au travers de la prise en main de leurs intérêts et par le développement de structures autonomes : coopératives, organismes de prêts, entreprises détenues par les salariés, etc. 2) Combattent directement les politiques des entreprises ou du gouvernement.

Des résultats en matière d'amélioration des conditions de travail, de lutte contre la discrimination raciale ou sexuelle au travail, de lutte contre la concentration foncière, les dégâts écologiques, les inégalités fiscales, ou l'absence de logements sociaux, ont été obtenus par les organisations de la catégorie. On les qualifie souvent plus de « politique » que d'« économique », mais une telle distinction ne rend pas compte de la signification plus large du développement économique et renforce les faiblesses actuelles de ces mouvements.

Si d'une part les coopératives et autres entreprises alternatives se restreignent à des buts strictement économiques, elles seront intégrées dans le système et étouffées. D'autre part, si les organisations de défense se limitent à une activité d'opposition, elles resteront sur la défensive et seront dans l'impossibilité d'offrir des alternatives qui répondent effectivement aux aspirations et aux besoins immédiats des gens. Dans l'avenir, les stratégies de développement économique doivent trouver les moyens d'éliminer les tensions entre les organisations de défense et celles engagées dans la création d'entreprises à propriété locale ou salariale. Seule une stratégie intégrant ces deux approches pourra correspondre de façon adéquate aux attentes de la population.

Texte paru en français dans *L'Autre Amérique*, n° 7, Paris, Syllepse, juin 1994.

ABONNEZ-VOUS, C'EST GRATUIT!

Adresses.la.revue@gmail.com



